

tentative

de

bilan

du

COMITE

DE

LUTTE

RENAULT

les Renault
sont
lubrifiés par
elf

Quand on écarte la lutte de classe comme un phénomène pénible et « vulgaire », il ne reste plus au socialisme qu'à se fonder sur le « vrai amour de l'humanité » et les phrases creuses sur la « justice ».

C'est un phénomène inévitable, inhérent à la marche de l'évolution, que des individus appartenant à la classe dominante viennent se joindre au prolétariat en lutte et lui apportent des éléments constitutifs. Nous l'avons déjà dit dans le Manifeste Communiste, mais il y a ici deux observations à faire :

Premièrement : ces individus, pour être utiles au mouvement prolétarien, doivent vraiment lui apporter des éléments constitutifs d'une valeur réelle. Ce n'est pourtant pas le cas de la grande majorité des convertis bourgeois allemands. Ni l'*Avenir* ni la *Société Nouvelle* (1) n'ont rien apporté qui eût fait avancer d'un pas notre mouvement. Les éléments constitutifs d'une réelle valeur pratique ou théorique y font totalement défaut. Au lieu de quoi, des tentatives pour mettre en harmonie les idées socialistes superficiellement assimilées avec les opinions théoriques les plus diverses que ces messieurs ont ramenées de l'université ou d'ailleurs, et dont l'une est plus confuse que l'autre, grâce au processus de décomposition que traverse actuellement ce qui reste de la philosophie allemande. Au lieu d'étudier sérieusement la nouvelle science, chacun préfère l'arranger pour la faire concorder avec ses opinions apprises, se fabriquant sans cérémonie une science privée et affichant aussitôt la prétention de l'enseigner aux autres. C'est pourquoi il y a parmi ces messieurs à peu près autant de points de vue que de têtes...

Deuxièmement : lorsque ces individus venant d'autres classes se joignent au mouvement prolétarien, la première chose à exiger est qu'ils n'y fassent pas entrer les résidus de leurs préjugés bourgeois, petits-bourgeois, etc., mais qu'ils fassent leurs, sans réserve, les conceptions prolétariennes...

Quant à nous, d'après tout notre passé, une seule voie nous reste ouverte. Nous avons, depuis presque quarante ans, signalé la lutte de classe comme le moteur de l'histoire le plus décisif et nous avons notamment désigné la lutte sociale entre la bourgeoisie et le prolétariat comme le grand levier de la révolution sociale moderne. Nous ne pouvons donc, en aucune manière, nous associer à des gens qui voudraient retrancher du mouvement cette lutte de classe. Nous avons formulé, lors de la création de l'Internationale, la devise de notre combat : l'émancipation de la classe ouvrière sera l'œuvre de la classe ouvrière elle-même. Nous ne pouvons, par conséquent, faire route commune avec des gens qui déclarent ouvertement que les ouvriers sont trop incultes pour se libérer eux-mêmes, et qu'ils doivent être libérés par en haut, c'est-à-dire par des grands et petits bourgeois philanthropiques...

Brouillon de la lettre-circulaire de Marx et d'Engels à Bebel, Liebknecht, Bracke et autres, septembre 1879.
(AB (*), pp. 302 et s.).

(*) *Ausgewählte Briefe* (Lettres choisies. Institut Marx-Engels-Lénine de Moscou. Sous la rédaction de V. Adoratskij. Ring-Verlag. Zürich. 1934).

par Baruch Zorobabel

Ce texte n'a pas été écrit, faut-il le souligner par quelqu'un qui serait simplement un ouvrier. Son auteur fait partie de cette catégorie d'individus qu'il est convenu d'appeler "intellectuels". Bourgeois déclassé par le procès moderne du Capital, contraint de vendre comme chacun sa force de travail, il s'est finalement retrouvé, mi-nécessité/mi-choix, dans la situation de la vendre au plus bas prix pour n'avoir pas au moins à débaucher sa rigueur et sa passion au profit du "savoir dominant".

C'est ainsi qu'il s'est retrouvé à Renault.

Le camarade qui a écrit ce texte ne participe pas aux activités d'I.C.O. et est en désaccord avec un certain nombre de positions qui y sont exprimées.

Ce texte sur le Comité de Lutte Renault (C.L.R.) constitue par son apport d'informations et ses analyses critiques un document d'intérêt suffisant pour que les camarades d'I.C.O. aient proposé de le diffuser, - tel quel et avec l'accord de l'auteur - sous la présente forme.

Tout un ensemble de problèmes s'y trouvent posés.

Il serait souhaitable que leur discussion converge vers les questions théoriques que soulève toute pratique en y apportant en même temps l'esquisse d'une réponse.

A V E R T I S S E M E N T

Le texte qu'on va lire n'était pas initialement destiné à la publication. S'il connaît aujourd'hui pareille aventure, c'est qu'il a paru nécessaire à beaucoup de lui donner une plus large publicité que les quelques cent exemplaires ronéotés du début.

Pourquoi?

L'auteur n'est peut être pas le mieux placé pour y répondre, lui qui, en écrivant ce bilan, se proposait uniquement de rétablir le plus exactement possible les faits et d'en tenter, autant que faire se peut, une analyse rigoureuse. Mais de là à imaginer que ce travail susciterait un intérêt tel auprès de ceux qui l'ont lu qu'on lui demanderait d'en donner une édition "publique", il n'aurait pu l'envisager au premier abord.

De cet intérêt, il croit cependant deviner les raisons dans le fait que pour la première fois sans doute, il s'agit là d'une tentative de critique concrète du maoïsme dans sa variante gauloise. Plus précisément, c'est la première critique *matérialiste* du maoïsme français, la première qui rompe avec l'idéologie du discours a-scientifique dans lequel les néo-bureaucrates groupusculaires entendent enfermer le présent de la renaissance révolutionnaire.

Autrement dit, ce n'est pas là l'exposé des mérites et défauts comparés de telle idéologie par rapport à telle autre, mais la démonstration *pratique* de l'abandon du matérialisme historique et du projet communiste par ceux qui se réclament de l'ex G.P. Il ne suffit pas d'appeler la *contre-révolution* par son nom, encore faut-il dire pourquoi.

A cet égard, et bien que véritablement très imparfait et incomplet, ce texte n'est peut être pas totalement inutile. *Sans plus.*

Parce que nous attachons quelque importance à la rigueur, si nous n'avons rien changé dans le texte lui-même par rapport à la première mouture, nous avons toutefois cru nécessaire de préciser ou de développer tel ou tel point. Le lecteur trouvera ces ajouts sous le texte, dans les notes précédées d'un ou plusieurs astérisques.

En outre, une postface ressaisira quelques problèmes pour leur donner toute leur ampleur, et essayer de fixer quelques idées simples mais essentielles pour ceux que mobilise la passion créatrice de la destruction du vieux monde.

Enfin, plusieurs lecteurs s'en étant montré surpris, nous tenons à expliquer les raisons de cette sorte de déséquilibre entre les trois premières parties d'une part, et la quatrième de l'autre. Déséquilibre tant au niveau de l'importance que du style et du vocabulaire.

A l'origine, ce texte se situait dans le cadre d'une bataille politique que nous comptions engager contre la ridicule direction du Comité de Lutte Renault-Billancourt. Et donc se croyait contraint à quelques précautions du côté du langage et des références: ainsi s'expliquent les quelques citations du Mao Tse Ioung, qui, au demeurant, ne sont pas plus mauvaises que bien d'autres, mais qui relèvent plus de la *citationite* que des nécessités de la rigueur; ainsi s'expliquent aussi certaines expressions typiquement "maoïstes" et qui ont la particularité de ne rien vouloir dire de précis, sinon qu'on connaît les mots de passe de la bonne idéologie, de la "prolétarienne"...!

Vaine prétention et scandaleuses auto-censures : quelle autorité qui nous est extérieure peut ainsi nous contraindre à de telles applications, quelles prétendues nécessités peuvent justifier l'abandon pratique de ses convictions les plus claires? Ces éternelles répétitions des Canossa de l'intelligence, cette "*conscience débile de soi-même*" (Breton) au profit étriqué d'une orthodoxie imposée par les codes de la terreur bureaucratique, tel est le résultat de plus de cinquante années de *contre-révolution bolchévique* et de son intériorisation pratique par tous ceux qui se rincent la bouche avec la révolution pour mieux masquer qu'ils sentent de la bouche à force de gober toutes les balivernes qu'on leur sert partout.

Nous étions encore de ceux-là.

Mais, entre le début et la fin de la rédaction, il est apparu clairement, un peu malgré nous, qu'il était stupide de perdre son temps avec de tels lascars, et, en tout cas, que rien ne pouvait plus désormais justifier de pareilles précautions: dès lors nous avons retrouvé *malaïroïtement* la passion de la rigueur.

Si ce texte en donne ou redonne l'envie à quelques-uns, lassés des bavardages et des gesticulations, s'il retrouve "*la haine inemployée*" (Artaud) par les parodies de révolution qui ne révolutionnent rien du tout, alors, il n'aura pas perdu son temps.

*"Les sectes, leviers du mouvement
à leur origine, lui font obstacle
dès qu'il les dépasse..."*

(MARX).

EXPLICATIONS (ET NON JUSTIFICATIONS)

Au départ, ce texte ne se présentait pas exactement sous la forme qu'il a maintenant. C'est qu'entre le départ et l'arrivée, bien des choses se sont passées, qui en ont profondément modifié les perspectives. Et, de ce fait, remis en cause non seulement sa forme mais, voire même, sa possibilité pratique.

Sur ces "accidents de parcours" nous ne voulons pas nous étendre trop, au risque de réveiller des souvenirs dont nous voudrions perdre la mémoire. Il est nécessaire toutefois d'en dire quelques mots.

Lorsque l'idée d'un tel travail a pris corps chez quelques militants du C.L.R., elle visait à dépasser une certaine angoisse et une lassitude certaine. Angoisse devant trop d'incohérences, trop de bluff, tant en ce qui concerne le passé que le futur ou le présent immédiat. Lassitude de ne pouvoir presque jamais faire sérieusement entendre leurs voix, qu'elle soient simplement hésitantes sur la validité de telle ou telle perspective, ou carrément critiques. Devant pareille impuissance, même dans la correction d'un simple détail, ils avaient cru possible d'engager un débat de fond en recourant, une fois encore, à une longue marche : un texte.

Mais, avant même qu'ils aient terminé leur tentative de bilan et pu proposer qu'une discussion très large s'instaure autour, un de ces camarades qui manifestait des désaccords très graves avec l'ensemble du C.L.R. sur l'attitude à prendre devant la justice après l'affaire Renault s'est vu sommer de s'expliquer. Il ne s'est pas dérobé et a résumé par écrit ces divergences. Avec tous les risques que comporte inévitablement un résumé, le sien n'y faisant pas exception (1).

Parlons-en, (à la première personne cette fois, puisque dès lors, l'auteur du résumé et celui du présent texte se confondent) : j'avais choisi une forme directe et brutale, où l'humour (pas toujours bon) voisinait avec des accusations politiques graves. Tactiquement, c'était à coup sûr peu habile. Mais il y a trop longtemps que, sous les habiletés, les exigences révolutionnaires sont étouffées pour que cela puisse être une critique qui me touche. Les mots doux n'empêchent pas les mourants de passer l'arme à gauche. Par ailleurs, la "tactique" est souvent le maigre alibi des lâches et des inconséquents. En tout cas, je ne suis pas tacticien. Qu'importe, puisque, au-delà de la

(1) pour que des attaques indirectes ne puissent se donner libre cours, nous reproduisons ce résumé intégralement en annexe.

forme de ce résumé, il y avait là matière à un débat politique de fond. A part quelques rares camarades, personne ne l'a entendu ainsi et c'est un simulacre de tribunal qui a sonné la curée sur un camarade, qu'on avait "tactiquement" isolé par d'habiles manoeuvres, et à qui il fut même interdit de prendre note des accusations portées contre lui pour pouvoir y répondre... Ne disons rien de plus: camarades maos, comme cela vous était facile de couvrir de vos saloperies *le seul non mao* du C.L.R.- Belle conception de "*l'organisation des larges masses*"!

Ce texte ne se situe donc plus dans les mêmes perspectives: il n'est plus que la confrontation solitaire d'un ancien membre du C.L.R. avec son passé, visant à faire la lumière pour le plus grand nombre de gens possibles, afin de les aider au mieux à ne pas désespérer, sinon à trouver les moyens et les forces d'autres batailles menées dans de meilleures conditions. Il espère être rigoureux, quitte à faire mal, ce dont il n'a cure.

Enfin, puisqu'on a voulu obtenir de moi une autocritique, voici la seule que je puisse faire et qui ne m'est pas extorquée sous les plus inquiétantes menaces: celle d'être entré dans une certaine forme du "jeu politique", de l'avoir accepté et de ce fait cautionné. Or, dans une situation dont la caractéristique principale, nul n'en doute, est la renaissance du mouvement révolutionnaire au coeur du processus de production pour sa destruction urgente, tout ce qui de près ou de loin s'apparente au vieux jeu politique est objectivement contre-révolutionnaire: détournement du travail de masse au profit des affrontements stériles, exagération de l'importance de certains camarades et de certains faits, reconnaissance tacite de situations acquises sans en faire la critique et en tirer les conséquences, développement exagéré de certains aspects au détriment d'autres... Briser la mise en oeuvre de la cohérence théorie/pratique revient, en fait, à évacuer le prolétariat comme sujet concret de sa disparition et à s'y substituer : contre révolution!

o o

o

Voici donc, (en vrac et en bref) les cinq principales raisons qui ont motivé ce texte:

- Accumulation d'erreurs très graves de la part du C.L.R., qui ont été critiquées lors d'un stage du C.L.R.- mais sans qu'aucune analyse de fond de ces erreurs, de leurs causes et de leurs effets, ait été vraiment faite. Ce qui risque d'avoir et a déjà les plus sérieuses conséquences. Nous y reviendrons.

- Inutilité de porter des critiques "limitées" à tel ou tel point, puisqu'en fait c'est toute la ligne politique (ou son absence, comme on le verra) qui est en cause; et jusqu'ici nous n'avons trouvé aucun lieu pour avoir ce débat général.

- Nécessité, donc, d'élargir le débat au delà du seul C.L.R., à tous les révolutionnaires conséquents.

- Insuffisance complète du texte intitulé "*Où va la France*" (+) qui se présente plus comme un plaidoyer défensif que comme une véritable analyse du "*tourmant politique*" (++) dont on ne cesse de parler que pour mieux l'oublier aussitôt.

- Développement d'une crise profonde qu'on voudrait bien pouvoir masquer mais qui n'en est que plus réelle, et cela non seulement dans le C.L.R. mais aussi dans tous les autres secteurs. Crise qui a des liens directs avec la renaissance du mouvement ouvrier révolutionnaire et qui a des répercussions sur elle.

En intervenant de la sorte, ce camarade (qui est loin d'être seul à penser ainsi) prend toutes ses responsabilités et il les prend totalement. En espérant que chacun voudra bien, **quel que soit** son désaccord partiel ou total, lui en reconnaître au moins le mérite: il n'y a pas de pire attitude que celle qui consiste pour soi-même à taire ses divergences, et pour ceux à qui elles s'adressent à les ensevelir ou, ce qui est pareil, à les couvrir d'insultes, fussent-elles théoriquement bien calibrées.

"La vérité seule est révolutionnaire": voilà qui devrait cesser d'être un slogan démagogique pour devenir une pratique réelle.

(+) Ce texte, auquel nous faisons très souvent référence, a été élaboré par la direction maoïste à la suite des événements de Renault. Daté du 17 Mars 1972, il a d'abord été distribué dans l'organisation sous forme ronéotée. Puis, il a connu une première diffusion publique, sous le même titre et sans changement, par le biais d'une brochure imprimée. Enfin, dans le N° 310 bis des Temps Modernes, il a été repris avec quelques variantes sous la signature de Philippe OLIVIER, avec cette fois le titre suivant: "*Après la bataille Renault- assassins et complices*". Le lecteur devra s'y reporter s'il veut comprendre à quel fatras de mensonges et de bassesses nous nous opposons ici.

(++) Cette expression désigne, pour le "mao moyen", les événements de Renault, et particulièrement l'enterrement de Pierrot Overney, et résume généralement l'analyse politique que l'ex-G.P. fait de ces événements.

Le texte est ainsi divisé:

A/ AVANT LE 25 FEVRIER
(ou "Les beaux jours du gauchisme")

B/ LE 25 FEVRIER : MORT DE PIERROT
(ou "Apothéose du gauchisme")

C/ APRES LE 25 FEVRIER
(ou "Les dures réalités")

1/ Du 25 Février au 4 Mars
2/ Du 4 Mars à aujourd'hui

D/ ESSAI d'ANALYSE des bases politiques de notre travail à
Renault - et plus largement.

E/ CONCLUSIONS (provisoires).

A/ AVANT LE 25 FEVRIER

(ou "Les beaux jours du gauchisme")

"Nos dogmatiques enfreignent les indications de Lénine, ne se donnent jamais la peine d'analyser quoique ce soit d'une manière concrète; leurs articles et leurs discours ne font que ressasser d'une manière vaine, creuse, des schémas stéréotypés et font naître dans notre parti un style de travail des plus néfastes."

MAO TSE TOUNG - A propos de la Contradiction.

Dans la brochure intitulée "Où va la France", l'orientation du Comité de Lutte est résumée de la façon suivante:

"Le Comité de Lutte au sortir de l'occupation, c'est-à-dire en fait à la rentrée de Septembre doit, d'une part, affronter dès les premiers jours la répression (licenciement politique de Riss) et d'autre part tirer les leçons dans la pratique. La principale leçon tirée c'était "favoriser la création d'une organisation des larges masses sur les chaînes et dans les ateliers". Le Comité de Lutte n'était que le regroupement souple de tous les ouvriers révolutionnaires au niveau de toute l'usine et il s'appuyait sur des comités de lutte d'ateliers qui étaient des formes d'organisation très souples elles aussi de la gauche ouvrière dirigeant la lutte sur une chaîne. Le Comité de Lutte n'était pas l'organisation démocratique de masse; c'était le regroupement de la gauche visant à libérer l'initiative indépendante des très larges masses".

Cette citation éclaire à merveille la capacité que nous avons de ne pas mener nos bilans à leur terme (par peur de reconnaître complètement nos erreurs et par impuissance à en tirer toutes les conséquences) et la manière habile de parler de façon compliquée de choses au fond très simples, qui présentées comme telles, révéleraient crûment toutes nos fautes politiques.

Car la première leçon à tirer par le C.L.R. de l'occupation c'est qu'il avait été totalement incapable d'en tirer profit de façon durable. En particulier, et alors que pour la première fois il avait réussi à mener une véritable lutte de masse, il n'avait pas su organiser dans chaque atelier les travailleurs qui lui avaient fait confiance et avaient mené l'occupation avec lui. Quand nous disons qu'il n'avait pas "su" c'est une affirmation toute provisoire car

il faut bien se poser la question de savoir si le C.L.R. le pouvait faute de le vouloir?

Quoiqu'il en soit - et personne ne pourra le nier- le C.L.R. sortait de l'occupation sinon toujours aussi coupé des masses, du moins sans que le progrès enregistré auprès de nombreux camarades dans l'appréciation qu'ils se faisaient de lui se traduise par un progrès quelconque de l'organisation de ces camarades dans chaque atelier. C'était une occasion fantastique manquée, une grave erreur commise et le fait qu'aujourd'hui encore, on ne veuille pas le reconnaître, prouve combien on préfère s'aveugler que tirer des bilans rigoureux, aussi difficiles soient-ils à avaler.

Evidemment, il ne peut suffire de constater les erreurs; encore faut-il en rechercher les causes- et les effets. Pour la clarté de l'exposé, nous regrouperons cette analyse, globalement, dans notre quatrième partie (D).

En tout cas, "*l'affaire Riss*" (+) venait à point dès la rentrée, pour nous permettre de faire une diversion par rapport à nos vrais problèmes. Elle permettait une fois encore, de mettre l'accent sur la répression, c'est-à-dire nous liait à l'initiative de l'ennemi, et nous évitait d'avoir à prendre nos propres initiatives. Tout se passe comme si, en licenciant Riss, la direction de la Régie nous avait offert le remède miracle pour nous éviter d'avoir à mesurer toute la faiblesse de notre implantation au sortir de l'occupation pendant laquelle nous avons cependant joué un rôle non négligeable. (Ce serait ridicule de notre part de prétendre dire : "*voilà ce que nous aurions dû ou pu faire*". En plus, comme le problème de notre attitude devant la répression ne se limite pas à l'affaire Riss, mais au contraire qu'on la trouve à chaque pas, nous définirons plus loin ce qui doit être, à notre sens, une politique conséquente à ce sujet: se rapporter au point intitulé "*défense de compromis*"). En tout cas, nous avons "répondu" au "piège" de la direction, puisque comme toujours la dénonciation et la lutte défensive contre la répression sont les terrains favoris de l'expression politique petite bourgeoise. En plus, la façon dont nous y avons répondu découlait de toute notre pratique passée, c'est-à-dire l'action minoritaire à caractère spectaculaire, qui consiste à lancer des défis "militaires" purement gratuits - et qui ont pour effet de laisser seuls, face à face, les appareils de répression et les éléments qui se proclament révolutionnaires. L'entrée de Riss dans l'île Seguin, alors que l'usine était encerclée par les forces de police et quadrillée par les CRS/Renault, prouve une grande habileté technique, mais n'a pas plus de portée révolutionnaire que la première hivernale du Mont Blanc par la face Est, fût-ce sur les mains. Dans ce contexte, on a réussi un joli coup, on s'est bien foutu de la gueule des flics, on s'est bien marré (ce qui est sans doute le point le plus positif, vu la tristesse qui règne généralement dans tout ce que nous faisons), mais c'est un coup pour rien: les masses ne se sont nullement mobilisées, n'ont pas fait un pas sur la voie de leur autonomie politique et idéologique, et, évidemment, Riss n'a pas été réintégré.

(Nous savons bien que les révolutionnaires ont pris l'habitude de faire de grandes déclarations "exigeant" la réintégration, la libération, ... pour

(+) Christian Riss, un des dirigeants maoïstes de leur section Renault, avait été licencié par la Régie Renault sous le prétexte qu'il n'avait pas signalé son passage à Normale Supérieure.

aussitôt les oublier. Comportement typiquement "syndical" qui fait curieusement penser à ces fameuses "*grèves bidons*" si souvent dénoncées par les révolutionnaires. Bientôt les masses ne se contenteront plus de ces déclarations et de serments qui ne soient pas suivis d'effets).

Ainsi, une fois le rideau tombé sur la petite fête que nous avons donnée, nous nous retrouvons devant les mêmes problèmes, c'est-à-dire "*favoriser la création d'une organisation des larges masses sur les chaînes et dans les ateliers*". Nous retrouvons là cette habileté à compliquer les choses très simples, pour mieux les masquer. Dire que "*le comité de lutte n'était que le regroupement souple de tous les ouvriers révolutionnaires*" c'est ne pas parler clairement: il n'était rien d'autre qu'un petit groupe d'ouvriers dispersés dans les ateliers, ouvriers réunis soit par leur refus du syndicalisme et de toutes ses variantes appauvries, soit par leur appartenance plus ou moins avouée aux "maos". Que tous les ouvriers révolutionnaires aient été dans le C.L.R. n'est absolument pas exact, à moins d'être ultra-sectaire et de ne déclarer révolutionnaire que ceux qui sont d'accord avec vous (les maos).

La vérité oblige à dire, même si cela doit faire naître bien des désillusions chez nombre de camarades, que le C.L.R. était un groupe très minoritaire (et nous avons vu les causes de cette situation) et que les "*comités de lutte d'ateliers (...) formes d'organisation très souples elles aussi de la gauche ouvrière...*" n'existaient purement et simplement pas la plupart du temps. On prenait pour tel la présence d'un ou plusieurs camarades dans un atelier donné, qui étaient maîtres chez eux, sans qu'on puisse généralement contrôler ce qu'ils en disaient, ce qu'ils déclaraient y faire, prétendaient y être le point de vue des masses... En tout cas, on ne voyait jamais aux réunions générales du C.L.R. les soi-disants participants des comités de lutte d'atelier, et, après les licenciements des principaux "cadres" du C.L.R. on mesurera parfaitement la vanité et le bluff de ces comités d'atelier. Nous y reviendrons.

Ainsi, cette "*souplesse*" dont parle si souvent la brochure "*Où va la France*" vise à masquer la réalité, à savoir notre faiblesse, au profit de considérations étrangères. Les révolutionnaires n'ont aucun intérêt à "truquer" la réalité. Surestimer ses forces n'a jamais conduit à rien de bon.

Nous ne voulons pas réécrire l'histoire. Nous nous contentons de dire: voilà ce qu'était le C.L.R., ce qu'il a fait ou n'a pas fait. Et quand nous parlons du C.L.R. nous nous y incluons et prenons notre part de responsabilité. Seulement, la plupart du temps, nous n'avions aucun moyen d'influencer véritablement sa pratique, tant en réalité sa direction nous échappait.

Ce qui va se passer dans l'île Seguin, au cours des mois qui vont suivre, illustre à merveille cette affirmation.

Le C.L.R. est progressivement devenu une machine qui s'emballa et qui ne trouve de débouchés à son impasse politique de fait qu'en surenchérissant dans l'affrontement avec les cadres de répression (gardiens, agents de maîtrise, syndicats..) jusqu'à ce que la violence débouche sur le sang versé.

NOTRE PRATIQUE LIMITEE A LA DENONCIATION

Reprenons les faits: un camarade du C.L.R. qui est licencié parce qu'il n'a pas apporté de certificat de maladie après une absence de plusieurs jours, ne peut mobiliser les camarades de son atelier et- se conformant à toutes nos vieilles habitudes - sort après avoir donné un coup de poing sur la gueule du chef du département 74, Vacher. Que fait le C.L.R.? Il sort un tract intitulé : "*VACHER, tu en as reçu dans la gueule, la prochaine fois on fera plus*".- (il n'est pas possible dans le cadre de ce texte d'analyser en détail ce tract, ni aucun autre; et c'est dommage, car notre activité principale étant centrée autour de la diffusion de tracts, cette analyse montrerait mieux que tout long développement la nature de notre intervention à Renault)- En tout cas, ce qu'il faut comprendre, c'est qu'une fois encore, ce tract se contente de dénoncer les flics de tous poils, de prévenir qu'on ne se laissera pas faire la prochaine fois et de répéter qu'il est juste de frapper l'ennemi. Aucune perspective dans tout cela, aucune démarche claire pour que les camarades qui nous sont le plus proches se posent la question de leur organisation autonome. Bref, rien qui réponde à ce qui est pourtant reconnu comme l'impératif : "*favoriser la création d'une organisation des larges masses ...*"- A moins évidemment qu'on imagine qu'un coup de poing sur l'ennemi suffit à favoriser cette création.

Ce qui va se passer au 5ème étage (peinture) sur une chaîne de pistoletteurs est très riche d'enseignements à cet égard. Des travailleurs "*se réunissent en assemblée et élisent un comité de chaîne révocable*", comme le dit la brochure "*Où va la France?*" qui, sur ce point, est parfaitement conforme à la réalité. Et, pareillement, elle a raison de reconnaître à cette première mise en pratique de la démocratie prolétarienne de base, une "*grande portée*". Seulement, quand elle reconnaît que ce "*comité de chaîne, une fois élu, n'a pas en fait fonctionné*", elle n'analyse pas les raisons de ce demi-échec.

Et pourtant, le 5ème étage (peinture) était un atelier où le C.L.R. était particulièrement implanté, avec au moins quatre de ses membres, dont deux sont des camarades formés et expérimentés. Dès lors, on aimerait comprendre ce qui a rendu impossible la durée de cette expérience, son approfondissement et son extension à d'autres chaînes de pistoletteurs pour commencer.

Nous n'avons pas de réponses à ces interrogations, mais nous ne pouvons pas ne pas poser publiquement une question que nous nous sommes souvent posés entre nous : est-ce que toutes nos habitudes de facilité, de travail "minoritaire", la satisfaction de "la bande"... est-ce que tout cela n'a pas rendu les camarades du C.L.R. du 5ème étage (peinture) démunis en face de ce mouvement de masse, inaptés à lui proposer des perspectives, à impulser son action, à soutenir son renforcement?

Donc, jusqu'à la fin décembre, les deux seules "actions" par le C.L.R. (Riss et coup de poing sur Vacher) continuent sur la lancée des années précédentes et ne tiennent aucun compte du bilan de l'occupation ni du mouvement autonome né dans les ateliers. La brochure "*Où va la France?*" peut bien essayer d'enrober les faits, cela ne change rien au fond de l'affaire.

La campagne sur les élections syndicales qui débute dès les premiers jours

de Janvier, va t-elle corriger ces erreurs, et le C.L.R. va t-il en profiter pour appliquer correctement son orientation? On était en droit de l'espérer et cela d'autant plus que dans l'île Seguin, au cours de l'occupation, les syndicats s'étaient particulièrement déconsidérés aux yeux de la grande majorité des travailleurs. Il faudra cependant vite déchanter. En effet, l'axe principal de la propagande du C.L.R. pendant cette campagne sera la dénonciation du "cirque électoral". Ceci avec une efficacité certaine, dont l'importance des abstentions le jour du vote témoignera.

Mais si ce résultat prouve sans aucun doute possible un grand mécontentement des travailleurs à l'égard des syndicats, il n'est cependant pas une victoire idéologique pour le C.L.R. D'une part, parce que si la C.G.I. perd des voix la C.F.D.T. et F.O. en gagnent, c'est-à-dire qu'un transfert de mécontents s'est effectué en direction d'autres syndicats considérés comme plus combattifs plus honnêtes ou plus indépendants; ce qui signifie que nous n'avons pas entamé sérieusement l'illusion syndicale. D'autre part, et surtout, parce que une fois encore, notre pratique limitée à la dénonciation du révisionnisme, du réformisme, du "cirque électoral" s'est révélée incapable de proposer concrètement une solution de rechange positive.

Tout au long de cette campagne, nous n'avons pas sorti un seul tract, proposant aux larges secteurs d'ouvriers mécontents des syndicats, des formes concrètes d'organisation, des perspectives de luttes autonomes, ou au moins des éléments de réponse destinés à favoriser et à développer le plus vaste débat. Loin de nous de penser que tout ce que nous avons fait est négatif. Seulement, c'est parfaitement insuffisant.

A quoi bon répéter sans cesse que les syndicats sont "pourris" si c'est pour laisser chaque travailleur isolé, écoeuré et aigri? Comment peut-on se satisfaire de cette simple dénonciation sans faire l'analyse sérieuse du rôle des syndicats, et engager le débat en profondeur avec tous ceux qui ne voient tout simplement pas clair sur cette question -et donc donnent l'impression qu'ils entretiennent des illusions à ce sujet? Peut-on réellement s'imaginer que l'ironie facile sur les "délégués-à-vélos" aide les travailleurs à rompre avec tout un passé chargé de souvenirs plus ou moins bons sans doute, mais qui font partie de la mémoire historique de la classe ouvrière- et d'une mémoire qui sait fort bien que les syndicats ont joué dans le passé un rôle important? Une politique qui ne respecte pas cette mémoire et la tourne en dérision, au lieu de s'appuyer sur elle et de montrer comment les syndicats ont rempli leur rôle historique et que ce rôle est aujourd'hui dépassé à tel point que leur survie est un frein à la lutte du prolétariat pour la destruction de l'esclavage salarié, cette politique là ne fait pas sérieusement avancer l'autonomie révolutionnaire de la classe ouvrière.(+)

(+) Sur les syndicats, il est impossible *hic et nunc* de présenter une analyse matérialiste complète. Dans le cadre ô combien limité de ce texte (*de circonstance*) il faut cependant rappeler qu'une telle analyse doit avant tout être *sociale* et non *politique*: quel rôle assument les organisations syndicales dans les rapports de production moderne, et non point quels jeux ils jouent dans les forces politiques organisées? Faute de quoi, on ne peut rien comprendre d'autre que ses propres désirs (Cf. Postface au présent texte)

Le Président Mao disait: " *Sans vues politiques claires, on est comme sans âme*". et ceci s'applique parfaitement à nous. En plus, déclarer que les syndicats sont "*pourris*" n'aide pas les travailleurs à comprendre rigoureusement à quel problème ils sont confrontés, et donc ne leur fournit aucun élément pour le résoudre. Que les syndicats soient "*pourris*" ne correspond à aucune réalité théorique, et ne peut finalement qu'entretenir des confusions dont le mythe de la C.F.D.T. "*combative*" découle directement.

Ne pas voir ces dangers relève de cette "*vue superficielle*" que Mao dénonçait lorsqu'il écrivait, dans DE LA PRATIQUE :

"Seuls les gens qui ont une vue subjective, unilatérale et superficielle des problèmes se mêlent de donner présomptueusement des ordres et des instructions dès qu'ils arrivent dans un endroit nouveau, sans s'informer de l'état de la situation, sans chercher à voir les choses dans leur ensemble (leur histoire et leur état présent considéré comme un tout) ni à en pénétrer l'essence même (leur caractère et leur liaison interne); il est inévitable que de tels gens trébuchent "

... Il était inévitable que la campagne électorale ne fasse pas progresser "*l'organisation des larges masses*". Tout au plus a-t-elle augmenté la désaffection de nombreux travailleurs par rapport aux syndicats et surtout la C.G.T. - qui s'accompagne malheureusement souvent d'un très grand désintérêt pour "*tout ça*". Ces travailleurs qui se sont abstenus de voter, ou ceux qui ont mis dans l'urne des bulletins nuls, où vont-ils se retrouver ensemble pour lutter? Quelles perspectives le C.L.R. leur propose-t-il pour dépasser leur dégoût?

Nous avons dit que le C.L.R. n'a pas diffusé pendant les quinze jours de la campagne un seul texte qui réponde à ces questions et engage un vaste débat sur les tâches présentes des ouvriers les plus radicalisés sinon les plus "conscients" selon le jargon des marxistes vulgaires. En fait, il faut apporter ici un petit correctif: un long texte a été distribué qui s'intitulait "*Ce que nous voulons*". Mais comme il était signé "*Les Maos de Renault*", nous nous refusons d'en parler comme d'un document du C.L.R. même si la confusion est systématiquement entretenue. Nous l'examinerons plus loin, lorsque nous aurons expliqué la nature des relations du C.L.R. et des maos, et seulement à titre de complément de preuve à l'appui de ce que nous venons d'essayer de montrer.

LA STRATEGIE DE LA POCLETTE SURPRISE

Ainsi, une fois la campagne électorale passée, le C.L.R. se retrouve devant les mêmes problèmes - et on ne peut pas dire qu'il ait beaucoup progressé. Le "bilan" tiré de l'occupation était, on l'a vu, resté à peu près lettre

morte. Partout la facilité et l'autosatisfaction dominaient. Sans oser le dire publiquement dans le monde clos du C.L.R., tout un chacun voyait bien que nous étions coupés des masses, sans perspectives claires...

Une fois la diversion électorale passée, il fallut bien trouver quelque chose à faire. Ceux qui jugeront cette façon de présenter le problème peu politique et bien "boutiquière" auront parfaitement raison: mais nous n'y pouvons rien si, dans les faits, cela se passait à peu près comme nous le décrivons, et si c'est de cette époque que quelques camarades font remonter ce qu'ils ont appelé entre eux "*la stratégie du gadget*" ou "*la stratégie de la pochette surprise*" désignant par ces expressions une stratégie au jour le jour, et la recherche permanente d'idée miracle pour résoudre nos problèmes ou, (comme le prétend la brochure "*Où va la France*") "*libérer l'initiative indépendante des très larges masses*".

Hélas! en matière d'idée "miracle" nous ne nous renouvelons guère. L'imagination n'est pas à notre pouvoir. Comme d'autres recourent aux urnes, nous n'avons pas d'autres perspectives que l'affrontement, toujours minoritaire. Et qu'on n'ose pas revendiquer publiquement. La brochure "*Où va la France*" garde pudiquement le silence sur une action qui va pourtant avoir une importance décisive dans le déroulement des événements qui aboutiront finalement à l'embrouille avec les gardiens du 25 Février et à la mort de Pierrot.

Quelques jours après les élections - nous suivons les faits pas à pas - un groupe de travailleurs, à la fin de leur journée de travail, saccage le bureau d'un agent de maîtrise particulièrement raciste et répressif (il s'illustrera quelques mois plus tard en donnant une interview à *Minute!*).

Page 4 de "*Où va la France*" on peut lire:

" Juste après les élections (...) la direction déclenche une vague répressive dont tout le monde sent bien qu'elle est le point de départ d'une tentative d'anéantissement des maos "

On admirera dans cette façon de parler le silence fait sur le prétexte à cette "*vague répressive*" et, une fois de plus, l'assimilation abusive des ouvriers combattifs aux "*maos*". Sans doute les auteurs de la brochure justifieront le silence sur l'action contre Michilleti par la nécessité de ne rien dire qui puisse donner prise à la répression. Et c'est compréhensible. Seulement, dans ces conditions, à quoi servent des actions qu'on ne peut revendiquer clairement devant les travailleurs? Qu'est-ce que c'est que ces révolutionnaires qui n'ont pas le courage d'assumer devant les masses la totalité de leurs actes, quels que soient les risques qui en découlent? Comment ces actions peuvent-elles leur faire faire un "*bond idéologique*" comme on dit, si on s'interdit d'en revendiquer la paternité, et donc d'en expliquer le bien fondé et le caractère soi-disant "*exemplaire*"?

Toujours est-il que, revendiquée ou pas, cette action va servir de prétexte à des licenciements dont le caractère politique ne fait aucun doute. Cela va être d'autant plus facile pour la direction que le C.L.R. reste très isolé.

La brochure "Où va la France" le reconnaît timidement lorsqu'elle dit:

*" La lutte contre les licenciements sera dure:
Les débrayages sur certaines chaînes ne donnent
aucun résultat".*

Autant dire qu'il n'y eut pratiquement pas de débrayages. D'autant moins que le C.L.R. prend la décision de faire faire la grève de la faim aux licenciés. Ainsi- au lieu de trouver une initiative libérant celle des masses - on maintient et accentue le face à face entre le C.L.R. et l'appareil de répression de la Régie. Non que les travailleurs désapprouvent la grève de la faim, mais ils ne se sentent pas directement concernés, et surtout ils ne voient pas très bien comment intégrer cette action à leur lutte dans l'usine. Ils ont alors de plus en plus l'impression d'assister à un match au finish entre la direction et le C.L.R., avec en plus un élément de chantage sur la santé des camarades. Or, le "chantage" en question, d'une certaine façon, sommait autant les travailleurs de faire quelque chose pour les licenciés que la direction de les réintégrer, et les paralysait plus qu'autre chose.

L'ambiance qui régnait alors dans l'île Seguin traduisait ce malaise devant une situation dans laquelle on se sent, même si on le regrette, profondément impuissant. Et, alors que tout notre travail aurait dû porter sur un débat idéologique de masse, un renforcement de tous les noyaux des camarades qu'on appelle péjorativement "activistes" - bref, alors que tous les yeux auraient dû être tournés vers l'usine, cette grève, avec la mauvaise conscience qu'elle suscitait et traînait avec elle chez un grand nombre de travailleurs, bloquait le travail d'organisation autonome qui s'ébauchait ici ou là.

C'est effectivement, comme le dit "Où va la France?" : "*dans cette atmosphère que de nouvelles idées jaillissent*". On a abondamment parlé de la rotation. Un peu à tort et à travers. Il ne fait pas de doute que c'est une idée dont la portée est subversive, puisqu'elle tend à remettre en cause la division capitaliste du travail, ce qui est intolérable pour l'ennemi. Mais ce qui nous paraît intéressant dans le cadre de ce texte/bilan, c'est de voir si le C.L.R. s'est emparé de cette idée pour la répandre dans la classe ouvrière et l'y faire avancer. (Nous laissons de côté la question de savoir pourquoi le mouvement de rotation au 5ème étage-peinture n'a pas duré. Voir ce que nous avons dit plus haut sur le comité de chaîne dans le même atelier).

Cette idée de subversion de l'organisation et de la division capitalistes du travail, née spontanément de la discussion des travailleurs d'un atelier où les conditions de travail sont particulièrement pénibles, et qui l'avait mise en pratique, -durant quelques jours au moins- cette idée était, depuis des mois, la première initiative de masse. Or nous ne nous souvenons pas que le C.L.R. au cours de ses réunions, en ait sérieusement discuté. L'effervescence qui régnait au cours de ces dernières réunions (avant le 25 Février) et la confusion, empêchaient le C.L.R. de mesurer ses responsabilités. Obnubilé par la relative indifférence des travailleurs devant la grève de la faim, le C.L.R. ne sut pas comprendre que les camarades du 5ème étage-peinture offraient une issue réelle et positive à son impasse. Ainsi, non seulement on ne fit pas de cette idée nouvelle des masses le centre d'une campagne de longue haleine,

engageant un débat rigoureux, en profondeur, sur tous les aspects subversifs de cette initiative. Mais, au contraire, alors que les travailleurs du 5ème étage-peinture nous donnaient une formidable leçon de politique sur la façon de cogner en masse, non pas sur un agent de maîtrise mais sur une question centrale, la hiérarchie capitaliste, tous les soirs, des camarades du C.L.R. à grand rentort de prétendus points de vue des masses, demandaient que l'on riposte "*militairement*" aux licenciements. Grosso modo "*il faut cogner*".

Pendant quelques jours, nous (la majorité du C.L.R.) (+) avons pu résister à la pression de ces camarades. Mais cette résistance s'est contentée d'être défensive et n'a pas su proposer un programme cohérent de bataille à partir de l'explication des idées subversives dont la formulation débutait dans certains ateliers (5ème étage-peinture, 1er étage-mécanique, rez-de-chaussée mécanique).

Pour pouvoir proposer un tel programme, articulé en profondeur et sur plusieurs mois, il aurait fallu faire un bilan sérieux de l'état du C.L.R. et jamais aucune réunion ne se prêtait à engager un débat interne sur ce thème. Le C.L.R. vivait au jour le jour, sans perspectives au-delà du lendemain, multipliant les petites "initiatives" et ne se laissait jamais le temps de les développer à fond. L'idée subversive des camarades du 5ème étage-peinture ne subvertissait pas le C.L.R. qui continuait son action comme auparavant. Tout au plus se contentait-il de dire que c'était une formidable leçon politique, sans en tirer de conséquences pour lui-même: la stratégie de la poche surprise primait sur le marché de notre incohérence.

CONTROLONS NOTRE NEGATION.

Aussi au lieu d'approfondir le début de mouvement de rotation et les premières expériences de contrôle, de les faire connaître et discuter par tous les travailleurs, le C.L.R. crut avoir fait la bonne "trouvaille" en lançant le thème "*Contrôlons la Régie Nationale*". Mais ce thème bien qu'assez débile, qui aurait pu être sur une longue période le départ d'une rectification idéologique et d'une avancée subversive, à condition toutefois d'être lancé dans les masses, débattu, expliqué, mis en pratique de façon rigoureuse en tel ou tel endroit, ce thème servit de prétexte à des opérations spectaculaires complètement étrangères au travail de masse. Sous le ridicule prétexte de "*donner de l'air*" (++) on fait par deux fois entrer une délégation à l'intérieur de l'usine, et par deux fois la maîtrise et les gardiens se déchainent, révélant leur vrai visage à tous les naïfs qui l'ignoraient ou faisaient semblant: celui des chiens de garde du Capital.

(+) Le "concept" de *majorité* est en l'occurrence purement *formel* puisque, aussi bien, il n'y a pas l'ombre d'un fonctionnement démocratique dans les organisations politiques actuelles (et cela, toutes nuances confondues). Dès lors la "majorité numérique" n'a d'importance que dans la stricte mesure où son "penchant" coïncide à peu près avec les intentions bien arrêtées des dirigeants.

(++) Dans "*le jargon de bois*" maoïste, expression très en usage, dont le sens approximatif est "soulager la pression", "se désenclaver"....

C'était bien là le but recherché encore que non avoué de ces actions. L'important n'était pas que des démocrates de Boulogne ou du Quartier Latin fassent semblant de découvrir que les usines sont les travaux forcés du monde moderne, ses casernes productives, et puissent aller partout "conter" leur révélation et les coups qu'ils avaient reçus pour l'avoir; non, l'important, c'était ces coups et la dénonciation qu'on allait pouvoir en faire! Comme toujours, les petits bourgeois trouvent là leur terrain favori.

L'escalade de la violence continuait et dans ce drame à deux acteurs, chacun tenait parfaitement son rôle, le public seul semblant pour le moins perplexe.

Ces actions escamotèrent le travail de masse sur le thème "*Contrôlons la Régie Nationale*" et certains camarades virent dès ce moment leurs efforts stoppés par de telles initiatives.

Moi-même qui avais jeté les bases d'un travail de longue durée autour de l'idée d'un "cahier de contrôle" je fus dans ce cas. Née de la discussion entre certains ouvriers (de production et de contrôle, donc brisant une des divisions les plus tenaces sur les chaînes) sur le problème des brimades, de refus de remplacement en cas de blessure, etc.. l'idée consistait à tout marquer sur un cahier où chacun pourrait s'exprimer, de discuter en permanence de ce qui s'y écrivait, et par ce biais d'engager un travail approfondi, dont un des buts était d'organiser le plus de travailleurs possibles autour d'un "contre-règlement intérieur", qui aurait pu être à moyen terme le début d'un programme de lutte autonome de travailleurs. (+)

Cela n'avait rien d'extraordinaire, mais c'était une façon correcte de concevoir un travail sur une longue période et de jeter les premières bases d'une organisation politiquement solide des travailleurs.

Le C.L.R., sans en avertir les camarades directement concernés, s'est empressé de rendre publique la chose - la rendant ainsi complètement impossible en en faisant la cible des recherches de la maîtrise. En plus cela donnait l'impression fondée aux travailleurs qu'ils étaient complètement "utilisés" pour des buts politiques qu'ils étaient loin de comprendre, ou même de connaître clairement.

Ainsi, telle une boussole en folie, le C.L.R. échappait à tout contrôle et se développait selon la logique de l'affrontement/répression bien connue. Et, une fois la machine mise en route, personne (2) semble-t-il ne voulut ou ne

(+) Ce simple paragraphe ne peut pas résumer une discussion et une réflexion qui s'est poursuivie sur plus de deux mois. Dans les notes générales que j'ai regroupées en *postface* au présent travail, on trouvera un approfondissement de la question évoquée ici.

(2) A ce moment, j'ai choisi de ne plus participer au C.L.R., du moins provisoirement, à cause de mon désaccord grave avec ces méthodes d'action et ce que cela recouvrait comme analyse politique. Je voulais préparer déjà un texte de critique. Sur le fond j'avais raison, pas sur la forme. Je reconnais que procéder ainsi n'était pas très responsable, et même assez idéaliste.

put l'arrêter. "L'embrouille" (++) prenait le pas sur toute autre considération -et vive le son du canon! Comme le dit la brochure "Où va la France?", "La tension montait", mais une tension voulue et systématiquement recherchée par le C.L.R., la stricte vérité oblige à le dire.

C'est ainsi que quelques jours après la visite et le vidage de la deuxième délégation, une embrouille avec les gardiens fut décidée pour y riposter. On mobilise de nombreux camarades pour ce jour là. Mais ce qui fut dit ne fut pas fait; pas mal de camarades ne se sentirent nullement motivés pour taper sur les chiens de garde. L'embrouille eut cependant lieu sans vraie bagarre; quelques casquettes gallonnées voltigèrent et les ouvriers apprécièrent massivement cette petite revanche sur toutes les brimades. Mais pour le C.L.R. cela parut tout à fait insuffisant: un coup de poing manquait à l'appel, à son appel, car, répétons-le, les ouvriers quant à eux se trouvaient, au moins provisoirement, quittes.

La direction avait de son côté parfaitement compris que si le C.L.R. recherchait l'affrontement - ce qui ne pouvait faire de doute dès ce moment- il lui fallait absolument l'isoler de la masse ouvrière. Nous connaissant assez bien, elle avait sans doute prévu que nous n'en resterions pas là, d'autant plus que des appels clairs avaient été lancés à certains camarades pour qu'ils frappent - et que les gardiens n'avaient pas dû manquer de l'entendre. Elle allégea donc le dispositif de surveillance, réduisit considérablement le contrôle des cartes et la fouille des sacs, ce qui montrait qu'elle avait compris que les ouvriers toléraient de moins en moins les brimades ridicules des gardiens, et que la joie, clairement manifestée au cours de l'embrouille, avait été entendue. Ce relâchement était d'ailleurs d'autant plus nécessaire que, dans l'usine, l'augmentation des cadences et l'échec des négociations syndicales pesaient très lourdement sur les travailleurs.

A sa façon, la direction "donnait de l'air". Mais le C.L.R. ne le comprit pas, obsédé qu'il était par ce coup de poing manquant dans ses comptes. Autrement dit, l'ultra-gauche (ou si on préfère, le "gauchisme", ce qui est pareil) dominait; mais nous procéderons à l'analyse politique une fois reprécisé l'enchaînement des faits.

C'est dans ces conditions et cette atmosphère, que se présente le 25 février. Ce jour là est prévue, à l'appel de *La Cause du Peuple* et du Secours Rouge, une manifestation au métro Charonne contre les crimes racistes commis les derniers mois dans la région parisienne. La brochure "Où va la France?" essaye de trouver une cohérence entre cette manifestation et ce qui se passe à ce moment à Renault; et pour cela, elle prétend que ce sont les travailleurs immigrés de Renault qui ont demandé cette manifestation. Sans porter ici de jugement sur la décision de manifester, puisqu'elle ne relevait pas du C.L.R.

(++) L'imprécision du mot renvoie à celle de la pensée: les maoïstes désignent en effet par là, faute de pouvoir leur donner une dénomination politique, leurs petits accrochages avec les agents subalternes du Capital, type gardiens d'usine, sous-prolétaires du personnel d'encadrement, bonnes à tout faire des syndicats...

nous tenons à dire cependant que la prétendue "demande" des travailleurs immigrés de Renault est une grossière invention de propagande - qui cherche à prouver des choses parfaitement fumeuses pour en camoufler d'autres bien plus sordides. (+)

Toujours est-il que le 24 Février, le C.L.R. est averti de cette manifestation et qu'une distribution de tracts y appelant, signés du C.L.R. aura lieu demain. Il est précisé alors que cette distribution sera l'occasion d'une nouvelle embrouille avec les gardiens, où il est clairement précisé que le "coup de poing" qui n'avait pas été donné la fois précédente, le sera cette fois.

A cette réunion, un camarade du C.L.R., immigré lui-même, se souvient d'avoir protesté avec vigueur contre cette décision. Que lui a-t-il été répondu pour justifier l'embrouille violente? Que c'était nécessaire pour préparer idéologiquement les masses à la manifestation anti-raciste du soir! On reste confondu par l'argument. Et plus encore si l'on sait que pour les camarades chargés de la distribution et de l'embrouille, il deviendra: ce sont les ouvriers de Renault qui demandent que des gardiens se fassent tabasser.

Aux premiers, c'est-à-dire aux membres du C.L.R., on ne pouvait pas faire avaler ça; aux seconds, on ne pouvait guère parler d'une nécessaire préparation idéologique des travailleurs de Renault à la manifestation puisqu'elle était censée répondre à leur demande.

On jongle donc avec les faits, on falsifie tout bonnement tout ce qui peut l'être, on prend ses désirs pour la réalité, on abuse les militants qui se font bernier comme des enfants de choeur, on manipule les travailleurs.

Le gauchisme atteint son paroxysme - qui sera, malgré lui, sa mort.

Mais à quel prix?

(+) Le recul historique aidant, nous pouvons apporter quelques précisions sur les *vraies* raisons qui ont motivé cette manifestation: quelques semaines après les vacances 71, deux travailleurs arabes avaient été tués, l'un à la Goutte d'Or, l'autre dans un café de Boulogne-Billancourt; *La Cause du Peuple* et le Secours Rouge ont alors déclenché une campagne contre le racisme; pour ce faire, ils ont transformé ces deux assassinats en une *centaine* et battu le ban et l'arrière ban de leurs supporters, mais cette campagne n'a pas donné les résultats escomptés entre autre parce que les travailleurs immigrés avaient été particulièrement échaudés par les volte-faces à propos de l'affaire Fofana (voir plus loin); aussi, la direction maoïste prenant le prétexte de l'anniversaire de la manifestation de Charonne, décida-t-elle une manifestation dont le but avoué était que le sang coule... pour réveiller l'opinion publique; il s'agissait une fois encore, d'une fuite en avant pour masquer des échecs... Mais le sang coulera plutôt que prévu!

B/ LE 25 FEVRIER : MORT DE PIERROT

(ou "L'apothéose du gauchisme")

" Ce ne sont pas les actions militaires d'une avant-garde armée qui peuvent et doivent susciter la lutte active des masses pour le pouvoir, c'est le puissant élan révolutionnaire des masses laborieuses qui doit provoquer les actions militaires des détachements d'avant-garde; ..."

(A. NEUBERG - *L'Insurrection armée-*)

Nombreux seront sans doute les camarades qui penseront, à la lecture de ce qui va suivre, que le respect à la mémoire de Pierrot, à défaut d'autre chose, aurait dû nous pousser à remettre à plus tard les critiques, du moins à taire certaines choses. Prétexe fallacieux. Camouflage honteux. Le projet révolutionnaire du prolétariat ne peut admettre de limites à sa liberté de critique radicale.

Le silence ferait la part trop belle à des pratiques finalement criminelles, qui consistent pour certains qui se disent "*dirigeants*" à mettre en avant de jeunes camarades, pendant qu'eux-mêmes restent soigneusement en arrière.

L'urgente destruction du capital et du travail ne peut désormais plus tolérer ses imitations grimaçantes.

"La critique des armes" ne sera rien si elle ne s'accompagne pas *"des armes de la critique"*. Et nulle pudeur n'y pourra rien changer.

Le 25 Février donc, le cadre est planté et chacun va jouer le rôle qu'on lui a assigné. D'un côté les camarades chargés de l'embrouille et de la diffusion, de l'autre les chiens de garde du Capital.

Des deux côtés rien que des exécutants. (Il y a des camarades qui diront plus tard que ce jour là, ils avaient l'impression d'être des "*mercenaires*").

Aux premiers, consigne a été donnée d'affronter, et ils le font. Aux seconds, qui s'attendent depuis quelques jours à une action de ce genre, on a dit de résister. Au fond, une affaire très simple, qui ne demande pas beaucoup d'efforts pour se comprendre. Et qui n'en demandera pas plus pour se mener à bien.

Comment? Tout le monde le sait assez pour qu'on se dispense d'entrer dans les détails. Il nous paraît par contre important de dégager de cette première phase les conditions dans lesquelles elle se déroule. Alors que cette action est le fruit d'une décision délibérée, elle n'a été préparée ni idéologiquement, ni politiquement, ni matériellement. On s'est contenté de dire aux camarades rassemblés pour la circonstance qu'ils devaient cogner, plus même qu'il fallait "*qu'il y ait du sang*". (+)

Le reste est laissé dans le vague. On désigne bien un responsable du groupe, mais il n'a lui-même aucune consigne et n'en donnera donc pas aux camarades. Pas de directives claires et impératives, pas de points de replis, discutés et prévus, aucune préparation sur l'attitude à avoir devant la police au cas où des camarades se feraient arrêter... "*Cogner*" est la seule chose qui ait été ordonnée aux camarades (++)

Non seulement on mène une action typiquement gauchiste, mais en plus on la mène dans les pires conditions. Ce n'est plus une action à caractère militaire, comme on se plaît à les appeler, c'est du mauvais boy-scoutisme.

Peut-on sérieusement nous expliquer tout cela, dont, évidemment, la brochure "*Où va La France?*" ne parle pas? Et ces dirigeants, ou plutôt ce dirigeant est aujourd'hui encore investi des plus hautes responsabilités, sans avoir publiquement fait son autocritique, ce qui serait d'ailleurs insuffisant. On utilise de jeunes camarades dévoués et confiants de façon absolument criminelle. On nous dira qu'il était impossible de prévoir, mais cet argument est aussi misérable que celui qui consiste à dire "*maman, je l'ai pas fait exprès*":

(+) sans plus de précisions, sans plus de perspectives, telle fût la consigne.

(++) Dans les rapports entre la "direction" et les militants, il s'agit bien d'un *ordre* : qui n'a jamais approché de près l'organisation maoïste, ni ses méthodes de travail, ne peut évidemment imaginer que la bureaucratie puisse jamais prendre une telle extension et des formes aussi caricaturales. C'est proprement invraisemblable. Ici tout procède d'un individu, dont la parole sainte fait l'objet d'interprétations par quelques oracles attitrés et appointés. La seule différence avec la Pythie de Delphes, c'est que cette "parole sainte" là ne cesse de se contredire et de contraindre ses oracles à s'en autocritiquer publiquement.

un révolutionnaire doit savoir en permanence que l'ennemi n'est pas un enfant de chœur, qu'une fois la bataille engagée on ne peut pas crier "*Pouce*"! que les camarades, dans ce genre d'actions militaires, doivent avoir des consignes et de véritables responsables et, comme on le verra plus loin, une préparation idéologique rigoureuse.

En outre la brochure "*Où va la France?*" à propos du coup de feu de Tramoni, dit:

" L'ennemi a choisi de prendre les devants. En fait plus qu'un "choix" c'était une nécessité".

Si tel était le cas, un révolutionnaire se devait sinon de le prévoir, du moins de le faire entrer dans son évaluation de la situation. A plus forte raison, un "dirigeant" révolutionnaire.

Sur cette première partie de la journée du 25 Février, nous demandons donc des comptes. Et nous ne nous satisferons pas d'arguments dérisoires. Notre enquête personnelle au sujet de cette journée nous a fait découvrir trop de choses véritablement scandaleuses pour que des demi-vérités puissent suffire à répondre aux questions précises que nous posons:

- 1/ Qui a décidé de l'embrouille avec les gardiens?
- 2/ Qui a préparé les camarades à cette action?
- 3/ En quoi a consisté exactement cette préparation?
- 4/ Quelles consignes précises ont été données à ces camarades?
- 5/ Avaient-ils un responsable désigné, connu de tous et ayant leur confiance? Quelles consignes lui avaient été données?
- 6/ Des points de repli étaient-ils prévus et assurés?
- 7/ Avait-on redonné aux camarades toutes les consignes nécessaires pour le cas où ils se feraient arrêter?
- 8/ Où était, au moment de l'action le camarade dirigeant qui avait organisé tout cela?
- 9/ Comment peut-il aujourd'hui, après de si graves erreurs, continuer d'assumer des fonctions dirigeantes, sans même avoir fait un semblant d'autocritique publique?
- 10/ Comment le même peut-il avoir l'audace d'exiger de tous des autocritiques pour des points bien moins graves?
- 11/ Trouve-t-il normal de ne pas assumer sur le terrain des décisions qu'il prend, et les conséquences qui en découlent, ou trouve-t-il normal d'utiliser l'exemplaire dévouement révolutionnaire de jeunes camarades?

Ces questions ne sont pas formelles, faut-il le souligner. D'aucuns les jugeront sans doute "petites-bourgeoises": tel est le fruit de l'inconséquence de ceux qui se proclament abusivement "révolutionnaires", que tout ce qui retourne aux sources des exigences passionnées de rigueur se voit étiqueté des labels commodes à éviter *"les armes de la critique"*.

Venons-en maintenant au coup de feu de Tramoni. *"Où va la France?"* donne de ce coup de feu une analyse, ou plutôt, plusieurs analyses que nous ne pouvons pas reprendre dans le détail. Notons au passage une contradiction de taille -et qui mine toute l'argumentation. Dans un Premier temps, on nous dit:

"La loi de la répression contre la force autonome a joué: il faut la tuer dans l'oeuf. C'est contre ce début que la Régie a tiré".

et puis un peu plus loin:

"A la question des ouvriers: comment allons-nous nous défendre contre la répression? la direction devait être la première à donner SA réponse: la terreur. L'initiative de la direction ne pouvait être que fasciste: elle a tué".

Il faudrait savoir si c'est contre le début de la force autonome que la direction a tiré, ou si c'est pour répondre à la question de la défense des ouvriers contre la répression.

En fait une analyse *"non superficielle"* du coup de feu de Tramoni doit s'effectuer à plusieurs niveaux. Evidemment, sans recourir à l'automatisme d'une référence à un quelconque *"nouveau fascisme"* qui évite toute recherche critique. (+)

Car d'abord et avant tout, le coup de feu de Tramoni, c'est la réponse de la Régie à l'affrontement recherché. A partir du moment où l'ancien trotskyste

(+) On sait que le *"nouveau fascisme"* est le thème chéri des maoïstes de l'ex G.P. qui se présentent eux-mêmes comme *"les nouveaux partisans"*. Le grotesque de tout cela c'est que, bien entendu, il n'y a pas plus de *"nouveau fascisme"* que d'ancien. Faut-il rappeler que le *fascisme* ne désigne pas d'abord l'extension et l'aggravation de la répression dans le système capitaliste, mais la *base sociale* et la *superstructure politique* (provisoires et transitoires) du Capitalisme, où la domination *économique* de la bourgeoisie s'appuie sur la domination *sociale* (commerçante, culturelle, morale, politique) de la petite bourgeoisie et des éléments déclassés de l'ensemble de la nation. Autrement dit: pour faire passer ses intérêts particuliers comme les intérêts généraux de la société la bourgeoisie est contrainte de faire comme si les intérêts particuliers de la petite bourgeoisie étaient ses propres intérêts généraux. D'où le caractère nécessairement nationaliste, généralement affublé du grimoire de *"l'unité populaire"* de toute aventure fasciste. Bien entendu rien de tout cela n'existe actuellement, pas plus en France que nulle part ailleurs.

Dreyfus avait compris que le C.L.R. cherchait la bagarre, il avait tout intérêt à ne pas la fuir, et pour deux raisons: d'abord parce que la force autonome des travailleurs qui se forme lentement mais inexorablement dans les usines, est intolérable pour le Capital et la répression violente, voire même terroriste, est un des moyens (le seul actuel ement connu pratiquement par le patronat français, dès que les "choses " vont un peu mal pou lu'), sinon d'empêcher, du moins de freiner provisoirement le développement de l'autonomie de la classe ouvrière pour la réalisation de ses tâches historiques; ensuite parce que, accepter l'affrontement, c'était presque à coup sûr, pour la direction: l'occasion rêvée de se débarrasser du C.L.R., ou au moins de le décapiter. A tout prendre une bonne affaire pour elle.

Ceci n'explique pas le coup de feu proprement dit. Si l'acceptation par la Régie de l'affrontement sur le terrain choisi par le C.L.R. (c'est lui qui a choisi la porte Zola et non la direction) s'est traduit par un meurtre, il a fallu deux conditions qu'il est très important de comprendre aujourd'hui correctement - elles se trouvent réunies presque partout en France. D'une part, un affolement idéologique du Capital (-surtout depuis Mai 68) qui éprouve à l'égard de la classe ouvrière un mélange de terreur et de haine, débouchant directement sur le recours automatique à la répression de toute lutte aussi limitée soit-elle, et donc à l'entraînement idéologique, parfois même militaire (+) du personnel subalterne aux tâches répressives; et d'autre part, avec une ampleur redoublée depuis Mai 68, l'embauche systématique d'hommes de mains, anciens militaires sans emploi depuis la fin des guerres coloniales, anciens membres des polices parallèles eux aussi au chômage, et même l'infiltration des grands centres industriels par des policiers envoyés là par les services du paranoïaque Marcellin. Cette conjonction de l'affolement idéologique et de l'homme de main Tramoni (ancien adjudant chef ayant servi en Indochine et en Algérie) explique qu'à la recherche de l'affrontement ait répondu un meurtre de sang froid que la justice bourgeoise elle-même a dû reconnaître comme "*homicide volontaire*" (++)

(+) Allusion aux séances d'entraînement au tir, organisées à l'intention du personnel d'encadrement des usines Citroën, dont la presse s'était fait l'écho au cours du deuxième trimestre 1972. Voir aussi, les intéressantes informations parues à peu près à la même époque sur certaines agences de travailleurs intermédiaires spécialisées dans l'ancien de l'O.A.S., d'Ordre Nouveau... et curieusement mêlées à des histoires de chantages et de rackets... avec leurs ramifications dans les services de polices politiques étrangères (PIDE, DOPE, police grecque...) jointes à leur connivence avec le prétendu syndicat CFT, qui a des appuis gouvernementaux à peine déguisés: les bonnes vieilles recettes... ne font pas nécessairement de la grande cuisine!

(++) Le fait que le juge d'instruction Bernard, chargé de l'affaire, ait inculpé Monsieur Tramoni "*d'homicide volontaire*" ne prouve pas seulement que la justice n'est pas encore *totale*ment aux ordres du Capital, mais surtout que le Capital n'est pas encore *totale*ment soumis au *sabre*.

EPREUVE DU FEU: EPREUVE PRATIQUE

Cependant "expliquer" n'est pas encore donner la signification politique. On a vu que du point de vue du Capital il fallait tenter de stopper la naissance du mouvement autonome du prolétariat. Mais il fallait en même temps: mesurer où en était sa prise de conscience politique et sa maturité combative, et aussi, le degré d'implantation des ouvriers les plus révolutionnaires et du C.L.R.

La direction en acceptant l'affrontement obligeait à la fois les ouvriers à prendre parti et à se déclarer clairement, et le C.L.R. à faire la preuve de sa capacité politique et de son insertion réelle dans l'usine. Pour le Capital, comme pour la génération ouvrière qui reprend les chemins de la destruction du salariat, l'épreuve du feu est un test politique; pas un sondage d'opinion, une sommation brutale de choisir et d'assumer toutes les conséquences de son choix; pas une répétition générale, une épreuve pratique où chacun doit montrer ses capacités, ses forces, sa résolution.

De ce point de vue seulement, on peut dire que la direction de la Régie a pris une initiative. Et le fait que nous ayons nous-mêmes choisi de provoquer l'affrontement non pas dans l'usine au centre du procès de production, mais à sa porte, c'est-à-dire sur la périphérie de l'enfer du travail moderne, était bien entendu une aubaine pour elle. Rien ne dit qu'elle aurait pareillement accepté de relever le défi que nous lui lançions si cela avait dû se situer au coeur de l'usine, l'île Seguin: en livrant bataille à terrain découvert, nous lui facilitons considérablement la tâche.

Mais la vraie initiative, c'est nous, en fait, qui la prenions. Parce que ce qui vaut pour l'ennemi, vaut aussi pour nous: en lançant un défi à la direction, nous la sommions de se découvrir, et nous sommions pareillement les travailleurs. Seulement ce n'est pas le tout de prendre des initiatives fussent-elles désordonnées et purement gratuites encore faut-il être capable de les assumer. Le C.L.R. l'était-il, l'a-t-il été?

Reprenons les faits. Pierrot vient de **tomber**, frappé à mort. Une fois la stupefaction incrédule passée, que vont faire les camarades? D'abord ceux qui avaient avec Pierrot, participé à la distribution et à la bagarre; ensuite ceux qui sont en train de sortir de l'usine puisque c'est l'heure du changement d'équipe. En fait, ces deux groupes, pour l'essentiel, vont faire la même chose. Si nous les distinguons cependant, c'est parce que les premiers n'ont reçu aucune consigne claire, n'ont pas de responsables qui puissent leur en donner sur le champ, et que leur préparation idéologique et matérielle a été bâclée. Les seconds sont des camarades largement connus des travailleurs et la plupart sont des militants qu'on était en droit de penser aguerris et expérimentés puisqu'ils exerçaient des fonctions dirigeantes de fait dans le C.L.R.

Donc, deux situations différentes. Et pourtant, tout le monde va céder à la colère. Oubliant en un instant tout ce qu'un révolutionnaire doit savoir: qu'on

ne doit jamais céder à des sentiments de colère, même justifiés, ils y ont plongé. De cela aussi la suite est suffisamment connue pour qu'il soit inutile de revenir sur les détails.

Mais il y avait un choix politique essentiel à faire, dont les camarades n'ont vu ni l'existence, ni la portée, ni que c'était là que l'ennemi les attendait. Soit, au coup de feu, on répondait sur le champ sinon au même niveau, du moins sur le même mode, la violence. Soit au contraire, et compte tenu qu'il y avait là plus de 1000 travailleurs indignés comme ils ne l'avaient jamais été par rien de ce qu'ils endurent tous les jours, on approfondissait et on politisait cette indignation pour la transformer en un mouvement de masse qui se serait répandu dans les ateliers pour y engager à chaud un vaste débat politique. Ne réécrivons pas l'histoire; ce choix existait entre la perspective politique et le réflexe brutal de colère. Nous ne disons pas que la première voie aurait provoqué ceci ou cela, mais que toute autre voie était contre-révolutionnaire.

Le fait que les principaux dirigeants du C.L.R. n'aient pas su comprendre le choix devant lequel la direction les mettait, et lui apporter une réponse correcte, est particulièrement grave. La brochure "*Où va la France?*" peut bien essayer de noyer le problème en expliquant que "*Dire: il aurait dû n'est pas très matérialiste*" cela ne change rien à l'affaire et laisse entière la question. Si le C.L.R. n'avait pas les moyens de résoudre le problème auquel il était brutalement confronté, cela tient à ce que toute sa politique passée le rendait incapable d'affronter un vrai mouvement de masse et de lui donner d'autres perspectives que le cassage de gueule de quelques gardiens.

Lorsque la brochure "*Où va la France?*" écrit "*En fait l'épreuve de force marquait la dissolution de ce comité de lutte*" elle détourne les regards de ce qui est ici l'essentiel : l'épreuve de force marquait l'inexistence politique du C.L.R., elle ridiculisait ses prétentions à impulser la formation "*d'une organisation des larges masses*" elle manifestait aux yeux des travailleurs que nous n'avions pas de ligne politique conséquente au point que le premier coup de feu de l'ennemi nous trouvait désarmés, n'ayant pas d'autres perspectives à mettre au "*poste de commandement*" que la colère. Bref, elle révélait l'étendue des méfaits du "gauchisme" dans notre pratique (et notre théorie), et cela, répétons-le, d'autant plus qu'au coeur de ce mouvement de colère se trouvaient les principaux "dirigeants" du C.L.R.: ceci n'est donc pas un accident de parcours dû à des camarades inexpérimentés mais la conclusion logique de toutes nos erreurs passées.

Ainsi nous n'avions pas été capables d'assumer les conséquences d'un affrontement que nous avions pourtant recherché et directement provoqué. Mais en plus nous étions directement tombés dans le piège que nous tendait la Régie, gros comme une montagne. Quel gâchis!

L'auteur de la brochure "*Où va la France?*" nous trouvera à coup sûr bien peu matérialiste mais qu'importe, puisqu'à partir de ce moment, la seule question posée est celle-ci: les travailleurs de Renault vont-ils nous infliger un démenti politique qui nous contraigne d'en finir avec nos prétentions absurdes à "diriger" la classe ouvrière, à mesurer la gravité de nos erreurs politiques pour en tirer toutes les conséquences nécessaires?

C/ APRES LE 25 FEVRIER

(ou "Les dures réalités")

"... toute action révolutionnaire, c'est-à-dire qui jaillit de la lutte des classes elle-même..."

(MARX)

"Mieux vaut dix qui cherchent qu'un qui sait "

(MAO TSE TOUNG)

Pour respecter notre affirmation selon laquelle le 4 Mars, jour de l'enterrement de Pierrot, constitue un tournant politique, nous divisons cette partie en deux, l'une couvrant la période allant du 25 Février au 4 Mars, l'autre du 4 Mars à aujourd'hui (Juin 1972).

C 1/ Du 25 Février au 4 Mars

1°/ Les 26/27 Février

Que personne ne s'étonne de nous voir revenir sur ces deux journées, qui, pour paraître anodines, n'en sont pas moins très importantes: elles allaient en effet décider de notre aptitude à corriger nos erreurs. Le problème clairement posé au C.L.R. était celui de savoir si nous allions pouvoir faire servir le meurtre de Pierrot au développement et à la structuration de la fraction la plus radicalisée de la classe ouvrière, à son organisation autonome, au lieu de continuer à prétendre "diriger" la classe ouvrière.

Autant dire que c'était pour le C.L.R. un problème nouveau que la gravité des événements, pensions-nous naïvement, ne permettait plus d'esquiver. Jusqu'à maintenant, nous avons pu, tant bien que mal, faire croire à notre influence idéologique dans l'usine, désormais il nous fallait prouver l'implantation politique des perspectives révolutionnaires, et le prouver contre l'appareil répressif et ses acolytes démasqués révisionnistes de tous acabits, et le prouver, enfin, devant la France entière qui avait, comme souvent dans son histoire, les yeux tournés vers Billancourt.

Au risque de paraître négatifs à certains, nous ne voyons rien qui puisse nous faire dire que ces deux journées ont été sérieusement mises à profit pour tracer un plan d'action pour les jours suivants. La fébrilité prit le pas sur la rigueur.

A aucun moment, le C.L.R. n'a pris la peine, avant toute autre chose, d'analyser à fond la journée du 25, d'en critiquer les comportements erronés (et leurs principaux responsables) et donc d'en tirer toutes les conséquences. En fait le C.L.R., noyé dans des réunions qui le dépassaient, s'est retrouvé avec, pratiquement, comme seule ligne de conduite "*vaincre ou être décapité*". C'est sur ce thème que se préparèrent dès lors la journée du lundi et celles qui suivirent.

Mais tout le monde sait, ou devrait savoir, que ce genre de slogan est parfaitement insuffisant pour rendre compte d'une situation aussi sérieuse, encore moins pour lui tracer des perspectives. Si, comme le dit "*Où va La France?*", "*il n'y a pas de batailles décisives avant l'insurrection armée*", il faut donc dire de façon absolument compréhensible par les travailleurs quel est l'enjeu et l'objet de cette bataille, en quoi elle doit marquer un pas en avant et comment, ce qu'on doit et peut en attendre.. "*Vaincre ou être décapité*" c'est parler pour ne rien dire dans la mesure où on ne dit pas ce qu'on entend par "*vaincre*" et ce qui mesurera la victoire. En plus c'est s'abstenir de proposer des actions aux travailleurs en se contentant de leur lancer les éternels appels à la solidarité ou à la vengeance, ce qui est complètement abstrait. Aucun mot d'ordre précis, concret, ne sortira de ces deux jours d'intense agitation; à fortiori, aucun mot d'ordre révolutionnaire, ni même tout simplement une seule consigne claire pour les camarades devant reprendre leur travail le lundi à 14h30.

L'abandon théorique et pratique du matérialisme historique au profit de son succédané appauvri du nom de "marxisme-léninisme" mesure inéluctablement la profondeur de notre fantaisie. Et notre impossible rigueur.

Il est vrai cependant d'ajouter que le C.L.R., dès le 26 février, vit sa fiction d'autonomie éclater au grand jour: ce qu'on n'avait jamais voulu avouer devenait désormais clair comme de l'eau de roche: nous étions la "chose" des maos, leurs ouvriers, ballotés d'assemblée de la jeunesse en réunion de démocrates... Ce qui explique, au moins en partie, que même si nous avions voulu donner un peu de rigueur et obtenir une analyse sérieuse nous n'avions pratiquement aucune chance d'être entendus. Devant la difficulté, nous sommes quelques uns à avoir renoncé; la direction ouvrière, une fois de plus, échappait aux ouvriers. La journée du lundi va en faire la plus dérisoire démonstration.

2°/ Le lundi 28 février

Sur la matinée de cette journée, nous n'avons pas grand'chose à ajouter à ce que dit "*Où va La France?*" (page 9 avant dernier paragraphe) (+) Seulement, il nous paraît toujours regrettable de faire aux autres des griefs d'incohérence quand on n'en a pas soi-même beaucoup plus. Le journal de 8 pages que nous avons largement diffusé ce matin-là était tout à fait mauvais dans la situation: à part deux slogans "téléphonés", comme tout le monde peut en pondre tous les matins - "*Halte au fascisme*" "*On ne travaillera pas un pistolet dans le dos*"-, il ne comprend aucun mot d'ordre précis, aucune proposition concrète, aucun programme de lutte

(+) Cf. in *Temps Modernes* op.cit., p.15 note 1.

immédiate, même pas un texte soutenant le meeting de la C.F.D.T. alors que nous avons pourtant décidé de le soutenir. Rien d'autre qu'un appel général, comme tout le monde peut en faire et qui ne peut faire naître chez personne des idées sur ce qu'il peut faire. Bien qu'il ne constitue pas un texte de références pour ceux qui se proclament "*marristes-léninistes*", voici, sans précaution tactique, un rappel de W. Reich qui devrait faire réfléchir:

" Les masses ont un merveilleux instinct pour les constatations exactes, instinct qui ne reste caché que dans la mesure où le parti révolutionnaire ne lui offre aucun aliment, tandis que les charlatans lui offrent tout, depuis les tables tournantes jusqu'à la source de Lourdes ". (in Qu'est-ce que la conscience de classe?)

qui poursuit, un peu plus loin:

*"On ne peut réussir à politiser les masses en se contentant de donner l'exemple ni en lançant des appels psychologiquement faux "aux travailleurs du monde entier" ".
(id.)*

C'est pourtant ce que nous ne cessons de faire, et ce lundi 28 comme d'habitude. Le résultat ne s'est pas fait attendre: le matin il n'y eut rien, et la répression terroriste de la C.G.T. si elle y est pour quelque chose, n'explique pas tout.

Après-midi plus lamentable encore. Malgré tous nos discours sur le fascisme la répression policière... nous sommes les seuls à avoir été incapables d'apporter notre matériel à la porte de l'usine et à le diffuser. On nous dira qu'évidemment c'était pour nous beaucoup plus difficile que pour quiconque, et cela ne fait pas de doute. Mais la réalité est cependant bien plus triviale: la camarade chargée d'apporter, en un seul lot, le journal, prend un taxi et se ramène la bouche en coeur... pour se faire prendre par les C.R.S. Ce serait presque drôle, si ce n'était ridicule: prétendre faire la révolution et n'être même pas capable de prévoir et de tourner la première difficulté venue!

Donc nous n'avons aucun matériel. Ce ne serait pas trop grave si les conditions permettaient de faire une prise de parole, proposant des orientations claires. Mais cela même ne sera pas possible: tous les groupes dits "*révolutionnaires*" sont là en force avec tous les instruments de leur propagande. Sur le sang à peine séché, on s'est empressé de vendre toutes sortes de journaux, brochures.. La loi de la marchandise, avec son mercantilisme débile, a envahi le lieu politique où on ne fait plus, désormais, que du commerce.

Ce jour-là la porte Zola de Renault-Billancourt a été à la lutte révolutionnaire ce que Lourdes ou Fatima sont à l'Eglise: la mascarade de son impuissance.

L'élémentaire pudeur, sinon la morale révolutionnaire dont il y a longtemps que ces gens ne s'embarrassent plus, aurait dû faire reculer les groupes gauchistes devant ce marché aux puces de la politique. En tout cas, puisqu'ils

n'ont ni respect ni morale, n'auraient-ils pas pu au moins comprendre que cela compliquerait énormément la tâche du C.L.R. et que la simple solidarité affirmée avec le comité de lutte leur imposait cette retenue. Surtout, il nous paraît grave que, malgré les tactations entre les maos et ces groupes, cette exigence minimale n'ait pu être obtenue. A-t-elle seulement été formulée? Pour sa part, le C.L.R. n'a pas été consulté, ni sur cela, ni sur la présence ce même jour à la même heure, d'une importante délégation d'intellectuels. Comment voulait-on que, dans ces conditions, les travailleurs puissent simplement discuter entre eux et se concerter sur ce qu'ils devaient et pouvaient faire? Telles sont les conséquences des incohérences et des manipulations désordonnées: le C.L.R. ne pût absolument rien faire cet après-midi là, jugée pourtant décisive.

Nul ne pourra donc venir s'étonner ensuite qu'on ait pu alors le décapiter dans l'ombre et sans presque aucune réaction. Seuls deux camarades réussiront à intervenir dans les cantines, ce qui était une bonne idée dans la situation où nous nous trouvions. Mais une idée ne remplace pas une politique défailante.

3°/ le 29 février

Les travailleurs de Billancourt n'ont donc pas bougé le lundi. Notre incapacité et la terreur organisée par la direction et la C.G.T. les ont laissés sans résolutions, sans perspectives. L'épreuve du feu devenait ainsi une véritable débâcle. D'autant plus que huit travailleurs du C.L.R. étaient licenciés dès le lundi, et le comité de lutte presque complètement décapité.

Quelle orientation va-t-il opposer à cela? Va-t-on corriger la trajectoire qui reste toujours basée sur le "*vaincre ou être décapité*"? Va-t-il au moins se ressaisir et se donner les moyens d'une réflexion rigoureuse avant de décider l'orientation pour le lendemain 29? Il ne le fera pas. Une fois de plus, on ne prend pas le temps de voir clairement la signification de l'inaction des travailleurs pour en tirer les nécessaires conséquences.

Une seule décision est prise: les licenciés de la veille vont rentrer dans l'île Seguin pour y tenir un meeting d'information. C'est une décision importante: elle tend à poursuivre l'épreuve de force avec la direction et ses cadres de répression; elle implique, aussi, les autres camarades du C.L.R. qui sont mobilisés pour aider à la tenue du meeting, y apporter des tracts et les distribuer. Le C.L.R. engage donc toutes ses forces dans cette bataille.

Mais il les engage sans perspectives: le meeting est conçu comme un point de départ, ce qui se passera après est laissé complètement dans le vague. Personne n'a de signes claires pour la suite - ce sera selon les circonstances. Fâcheuse imprévoyance. Il est déjà grave de faire des erreurs d'appréciation en prenant une décision politiquement bâclée, il l'est encore plus de n'en prévoir ni les buts ni les développements. Tout cela était parfaitement improvisé - et se déroulera comme tel.

Le meeting eût effectivement lieu, réunissant près de 1500 travailleurs. Il ne leur proposera rien d'immédiatement réalisable. Il est vrai que pour les travailleurs, à ce moment là, tout mouvement de solidarité avec le C.L.R. aurait signifié "*défendre les maoïstes*" c'est-à-dire défendre ceux qui à la fois n'ont cessé de prôner des méthodes de lutte violente et n'ont cependant pas été capables de développer des perspectives politiques claires et capables de regrouper autour d'elles un certain nombre de travailleurs. Tout cela était en jeu à ce moment. Et que les travailleurs aient pu engager une bataille même limitée, aurait supposé résolues bien des questions.

Mais cette constatation par elle-même est insuffisante. D'une part, elle laisse de côté la question de savoir si, précisément, en fonction de cette analyse, notre action n'aurait pas dû être complètement différente. D'autre part, elle ne justifie nullement, au contraire, notre impuissance à proposer des mots d'ordre concrets; à moins qu'elle l'explique. Enfin, elle fait comme si la conscience de classe était un tout "homogène", figé, et ne tient de ce fait, aucun compte de ses contradictions internes. (Pour des gens qui se disent "*maoïstes*" ce n'est pas fort). (+)

Il était dès lors inévitable que nous n'ayons, une fois le meeting terminé, aucun autre projet que celui qui consiste à provoquer quelques gardiens et agents de maîtrise. Et pour finir, de supplier la C.F.D.T. d'organiser pour le lendemain, cette fois dans l'île Seguin, un meeting sur la mort de Pierrot et les licenciements. C.F.D.T. qui bien entendu se dérobera, en acceptant gentiment de raccompagner les camarades à la porte pour leur éviter de se faire tabasser par la C.G.T. et les agents de maîtrise réunis pour se payer du gauchisme.

Cette fois la dissolution du C.L.R. cesse d'être une réalité théorique pour devenir un fait pratique. Il vient de faire la preuve de sa coupure avec les travailleurs, et de la sorte, s'est rendu à lui-même le verdict de sa propre impuissance. La journée des dures réalités. D'autant plus dures d'ailleurs, qu'en agissant ainsi, il a achevé de se décapiter, - cinq autres travailleurs seront licenciés ce jour là.

4°/ le 1er Mars

Comme il va de soi que le C.L.R. ne peut en rester sur une défaite, en l'expliquant clairement aux travailleurs avec toutes les leçons qu'elle comporte, et qu'une rigoureuse autocritique aurait dû permettre de déceler, il choisit une dernière fois (malgré lui et tout provisoirement) la fuite en avant.

Celle-ci s'appuie cependant sur un argument important: le bureau confédéral de la C.G.T. a publié la veille, une déclaration qui peut paraître en net

(+) s'il est en effet, une "idée" centrale dans l'idéologie maoïste, c'est bien celle "*des contradictions au sein du peuple*" et de leur "*juste solution*"; le moins qu'on puisse demander aux adeptes de ce catéchisme, c'est de n'en pas oublier "*les banalités de base*".

recul sur ses précédentes prises de position depuis le meurtre de Pierrot, et même un désaveu à peine voilé de sa section de Renault. *L'Humanité* du 1er Mars place cette déclaration dans une pleine page consacrée aux événements de Renault, avec un grand article de C. Silvestre intitulé "*Billancourt: les O.S. et la maîtrise au coeur des événements*" - article qui rapportant le meeting que nous avons tenu la veille, développe le thème, référence historique à l'appui, de l'affrontement latent qui oppose en permanence O.S. et agents de maîtrise et qui peut à chaque instant "*dégénérer*" en une situation ouvertement explosive. Ici, il n'est pas possible d'analyser en détails cette page de *L'Humanité* (Page 6 du N° du 1er Mars 1972) et nous ne pouvons qu'y renvoyer les lecteurs. Mais l'orientation qui se dégage très nettement de l'ensemble montre que la C.G.T. et le P.C.F. ont parfaitement compris l'importance de ce qui se déroule alors à Billancourt - et que, quoiqu'ils disent, il n'est pas possible de le limiter à quelques provocations de maotstes extérieurs à la Régie. Ils savent que, malgré tous leurs efforts la lutte de classe n'est nullement "*dépassée*" ou "*syndicalisée*" et que ce qui se cherche à Renault à travers nos erreurs et notre incapacité politique, au besoin malgré et contre nous, c'est les voies de passage du mot d'ordre "*conservateur*" "*Un salaire équitable pour une journée de travail équitable*" au "*mot d'ordre révolutionnaire: 'Abolition du salariat'*" (MARX in *Salaires, prix et profit*).

L'affrontement, pour l'instant limité aux "maos" et aux cadres particulièrement répressifs, ne se contente pas d'indiquer les impasses et les détournements abusifs de perspectives, il indique les tâches actuelles de la révolution. Qui débouchera, et débouche de plus en plus, sur des luttes d'une autre ampleur. En tout cas, les gestionnaires du capital variable paraissent bien comprendre que les travailleurs devinent au-delà de nos erreurs et de nos imitations grimaçantes le nécessaire retour à la lutte violente pour la destruction du Capital et du Travail.

Dans ces conditions, la C.G.T. et le P.C.F. ne peuvent affronter directement le "malaise" qui règne chez les travailleurs; il leur faut en tenir compte, pour mieux le noyer; ils reculent, momentanément.

Ce recul est certain, même s'il est très limité et très nuancé. Et la C.G.T. va jusqu'à proposer aux autres syndicats et aux partis de gauche une "*riposte de masse*" contre "*l'escalade de la violence et de la répression*" (mais par "*violence*" elle désigne les "*provocations*" gauchistes). Dans les songes creux du révisionnisme, on sait prendre le vent et "*changer de cap*".

Le noyau "dirigeant" du C.L.R. interprète cela comme un recul très important qui nous ouvrirait une brèche. Mais deux jours ont quand même permis aux camarades de ne plus tout à fait prendre leurs désirs pour la réalité: ce matin là, il y eut une vraie discussion avant de se décider pour l'action à entreprendre l'après-midi. Nul ne contestait cette brèche ou ce recul, mais certains doutaient que cela puisse être si simple et justifier comme seule forme de réponse : foncer.

L'analyse présentée par le noyau "dirigeant" était que si la C.G.T. reculait un tant soit peu, il fallait foncer et "*taper un grand coup*" ce qui est tenter

de résoudre un problème politique par un raisonnement "militaire", ce qui revient à vouloir labourer son champ avec un bulldozer. Et c'est effectivement la solution débouchant le plus sûrement sur l'affrontement qui l'emporta une fois de plus. Notre côté "petit soldat" amateur de "petite guerre" prenait le dessus au point qu'un camarade dirigeant, jusque là hésitant, fut sitôt la décision prise, le premier à dire *"ça me plaît, il va y avoir de la cogne"*.

Décision était donc prise de rentrer à nouveau dans l'île Seguin, cette fois non pour y tenir un meeting, mais pour tenter de passer sur toutes les chaînes en distribuant un tract et en informant nos camarades de tout ce qui s'était passé depuis la mort de Pierrot. Tout le monde sait aujourd'hui que nous ne pourrions pas aller plus loin que le 1er étage mécanique, et que nous en serons vidés sans ménagements pour être livrés aux flics.

Ce constat (en forme de faire part de décès) est incomplet. Deux points restent à examiner:

- d'abord le tract que nous avons distribué ce jour là (et que nous reproduisons en annexe): il s'intitule *"3ème appel du C.L.R."* et il n'appelle à rien du tout. Tout juste demande-t-il à *"tous les syndicalistes honnêtes de se joindre dans un même combat à tous ceux qui ne veulent pas que Renault soit un baignoire fasciste"*. C'est tout ce qu'il y a de plus vague, et en tout cas pas mobilisateur pour deux ronds: cinq jours après le meurtre de Pierrot, le C.L.R. n'a toujours rien de concret à dire aux travailleurs.

- ensuite la façon dont on s'est comporté devant l'attaque des gardiens. Ceci n'est qu'un problème tactique, secondaire - mais dans la mesure où c'est l'esprit "militaire" qui prime, la tactique est très importante. Or, alors que nous n'avons cessé de dire devant tous les travailleurs que pour nous sortir il faudrait que la maîtrise se batte, nous avons renoncé à nous battre. Si nous insistons sur ce point, c'est qu'il éclaire à merveille selon nous, l'ensemble de notre comportement: distance inouïe entre nos discours et nos actes, propension à tenir des propos violents et à jeter des défis qu'on ne tient pas le moment venu, incapacité à profiter de la menace d'une épreuve de force pour obliger l'ennemi à reculer. Certains diront, comme ils l'ont déjà fait, que tout cela est parfaitement *"crétin"*. Mais, hormis le fait que nous n'avons aucune leçon à recevoir de ce genre de perroquets incapables d'avoir une seule pensée un tant soit peu personnelle, cela laisse entière la question: que venions-nous faire là?

Coupés des travailleurs, nous avons été totalement incapables de nous appuyer sur eux, de leur proposer quelque chose d'immédiatement réalisable, à la mesure de leur prise de conscience. Le 1er Mars a manifesté plus que notre coupure d'avec nos camarades d'ateliers, notre impuissance à leur parler efficacement, notre impossibilité (théorique et pratique) à nous lier à eux.

Aussi, cela ne nous étonne pas du tout que, plus d'un mois plus tard, un camarade "dirigeant" du C.L.R. ait pu sans ridicule, nous expliquer que ce

jour là nous n'avions rien fait d'autre que "*Le Christ*": qu'un "dirigeant" politique qui se dit révolutionnaire en vienne à chercher ses exemples du côté du crapaud de Nazareth et de la honteuse apologie du martyr, cela montre mieux que tout discours et sa propre nullité et l'impasse où se trouve la "direction" maoïste du C.L.R.

A coup sûr les deux cent mille parisiens qui défilèrent le 4 Mars dans Paris n'accompagnaient pas "*Le Christ au tombeau*".

C 2/ Du 4 Mars à aujourd'hui (Juin 72).

Napoléon disait: "*L'important c'est de diriger monarchiquement l'énergie des souvenirs*" et les falsifications historiques de ce dernier demi-siècle en ont fait leur devise. Voilà pourquoi, au risque de lasser nombre de ceux qui me liront, je ne crois pas possible d'abrégé ce simple rappel des faits.

"*Allez doucement, je suis pressé*" (+) reste encore un principe nécessaire à rappeler à tous ceux qui font semblant d'aller vite pour mieux cacher qu'ils ne sont pas pressés

1°/ Le 4 mars: jour de l'enterrement de Pierrot.

Pour ceux qui douteraient de l'importance politique de la manifestation du 4 Mars, entre la Place Clichy et le Père Lachaise, il serait tout à fait ridicule de croire les convaincre en discutant du nombre exact de participants. Peu importe que nous ayons été 150.000 ou le double...: la chose décisive c'est que nous (les groupes gauchistes) n'avons rien été. Ceux qui ont été ce sont, pour la première fois depuis 1968, des dizaines de milliers de parisiens, autre chose et bien plus que ce que nous n'avons jamais pu faire descendre dans la rue. Et les observateurs avertis de la bourgeoisie ont dû le reconnaître: qu'on se reporte aux articles de MM. Ferniot, Vianson-Ponté... dans leurs journaux respectifs du lundi 6 Mars (datés du 7).

Il est, à cet égard, tout à fait insuffisant de s'en tenir à l'ampleur du défilé populaire, et de ne le voir que comme la somme de ce que les groupes gauchistes peuvent rassembler lorsqu'ils font l'unité sur un sujet précis. Il ne s'agit pas d'une victoire politique du "gauchisme": dans la manifestation, les gauchistes n'étaient pas seulement noyés, ils étaient dépassés en tant que tendance historique.

(+) Phrase attribuée au Marquis de Sade. Il est hautement significatif, n'est-ce pas, que dans la première édition la source ait été censurée! Tel est l'effet de l'ânerie bureaucratique que n'importe quelle fadaïse, du moment qu'elle est signée Lénine, Trotsky, ou Mao, a mille fois plus de poids qu'un aphorisme évident d'un auteur qui ne figure pas dans les manuels de l'hagiographie soi-disant révolutionnaire.

Beaucoup sont tentés de conclure que la solidarité explique à elle seule l'importance de la manifestation. C'est oublier ses aspects nouveaux, mais surtout c'est évacuer la signification et la portée politique de cette mort. Un jeune prolétaire de la nouvelle génération ouvrière qui, depuis quelques années, renoue avec la lutte ouverte contre le système d'exploitation, Pierrot Overney ne résume pas cette nouvelle génération ouvrière, mais il exprime -tragiquement- un moment de sa conscience de classe, de la conscience de la classe.

En descendant dans la rue, des milliers de travailleurs soutenus par des milliers d'intellectuels et de tertiaires, n'ont rien fait d'autre que de reconnaître en Pierrot Overney un des leurs, c'est-à-dire de se reconnaître en lui. Et ce geste est d'autant plus politique que le P.C.F. et la C.G.T. non seulement n'appelaient pas mais traitaient par avance de provocateurs tous ceux qui se rendraient à cette manifestation.

L'enterrement de Pierrot marque donc à la fois une fin et un commencement. La fin de l'époque où les gauchistes pouvaient prétendre, comme le P.C.F. et la C.G.T. parler au nom des travailleurs. Le commencement du discours autonome de la classe ouvrière qui s'est sentie assez forte, pour la première fois depuis longtemps, pour descendre dans la rue sans tuteurs et, de la sorte dire : "*Me revoilà, cela recommence*"!. Et le fait que de très nombreux travailleurs immigrés y aient participé est hautement significatif: il traduit la réalité exacte du prolétariat qui ne sera pas révolutionnaire sans les plus opprimés de ses frères à ses côtés, à égalité, dans la lutte. (+)

Devenu autonome, le discours de la classe ouvrière, aussi limité et fragmentaire soit-il encore, est une réponse directe à nos prétentions et à nos gesticulations. Depuis une semaine, nous avons pressé les travailleurs de se soulever pour venger Pierrot, pour nous soutenir, pour lutter contre le terrorisme patronal et ils n'avaient rien fait de ce que nous espérions. Ce jour là, ils nous répondent qu'ils ne sont pas prêts à tout, à tout moment, sous tous les prétextes et à tous les appels. En descendant dans la rue, les travailleurs répondent à l'épreuve du feu selon leurs capacités et leur prise de conscience du moment.

(+) Nous disons bien "*opprimés*" et non "*exploités*": contrairement à tous les discours contemporains du "*temps des faux semblants et de l'illusion*" (Feuerbach), la plus-value tirée du travail n'est pas plus grande dans le cas d'un travailleur d'origine africaine ou arabe, que dans celui d'un travailleur originaire de la Creuse, de Bretagne, du Bas-Rhin, ou de partout ailleurs. Disons même qu'un travailleur de Boulogne-Billancourt/Renault est plus "*exploité*" qu'un ouvrier de l'usine Renault à Cordoba en Argentine, c'est-à-dire que la masse de *sur-travail* (non payé) par rapport au travail est plus grande ici que là-bas. Cf. les remarques de la vieille crapule stalinienne Bettelheim dans le livre d'A. Emmanuel, *L'Echange inégal* - Paris 1969.

D'ailleurs les 1500 à 2000 travailleurs de Billancourt qui étaient présents à la manifestation n'avalisaient pas notre politique. Bien au contraire. S'ils étaient là le 4 mars alors qu'ils n'avaient pas bougé dans l'usine, il y avait bien une raison, qu'il ne suffit pas d'expliquer par la terreur que la C.G.T. faisait régner dans l'île Seguin, ce qui n'est pas le vrai problème. Par leur présence ce jour là, ils mettaient en évidence notre incapacité à leur proposer d'autres perspectives d'action que la "petite guerre" sans débouchés et à être selon la définition des communistes par Marx, dans le Manifeste, "*la fraction la plus résolue des partis ouvriers de tous les pays, la fraction qui entraîne toutes les autres*". Critique vivante en marche, ces travailleurs signifiaient notre impasse.

Le 4 mars 1972 est donc plus qu'une étape ou un tournant. C'est une leçon. Et pas une leçon de choses que de pseudo "dirigeants" prétendraient inculquer aux travailleurs : une leçon sur les principes mêmes de la lutte révolutionnaire, donnée par les travailleurs, c'est-à-dire par le sujet conscient de la destruction de l'esclavage salarié.

Parce qu'il aura été l'occasion pour la nouvelle génération révolutionnaire du prolétariat de se manifester publiquement et de se compter -Pierrot, malgré nous et contre nous, ne sera pas mort pour rien.

2°/ le 8 mars : enlèvement de Nogrette

Examiner à fond cette initiative de la N.R.P. demanderait de très longs développements que nous ne pouvons faire ici. Nous nous contenterons de dire certaines choses qui nous paraissent essentielles.

Sur les organisations clandestines rappelons d'abord cette opinion de Marx : "*ce type d'organisation contredit le développement du mouvement prolétarien car ces sociétés, au lieu d'éduquer les ouvriers, les soumettent à des lois autoritaires et mystiques, qui entravent leur indépendance et orientent leur conscience dans une fausse direction*". Camarades de la N.R.P. une sérieuse lecture de Marx, et non des soi-disant marxistes, ne vous ferait pas de mal.

Il nous paraît tout à fait insuffisant, comme l'ont fait tous les groupes gauchistes, de déclarer son désaccord sans en préciser les raisons. Ou seulement d'en discuter tel aspect périphérique pour n'avoir pas à prendre position sur le fond.

Au nom de votre prétendue "autonomie", on nous a interdit à l'intérieur du C.L.R. de discuter de l'enlèvement de Nogrette. Mais cette falsification ne nous impressionne pas le moins du monde. Il ne saurait y avoir selon nous, d'organisation qui puisse se dire "autonome" de la lutte de classe, et tout le reste est plaisanterie. Vous n'avez aucun titre à décider de vous substituer aux travailleurs et à juger de ce qui est juste ou ne l'est pas dans une situation donnée. Et cette pratique de "substitution" extérieure au prolétariat a fait suffisamment de ravages pour que nous ne puissions que la condamner.

Il n'y va pas là seulement du respect d'un principe, mais du refus de voir bouleversé tout un processus parce qu'un petit groupe de gens se sont arrogés le droit de décider à la place des travailleurs de ce qui doit être fait. En vous attribuant ce droit, alors que vous êtes complètement extérieur au processus politique en cours, vous placez les camarades qui y sont engagés dans une situation insoluble. Car comment pourrions-nous réellement appeler au développement et à la structuration de l'autonomie du prolétariat et en même temps soutenir ceux qui s'y substituent?

D'ailleurs, dans l'interview que vous avez donnée à *La Cause du Peuple* vous justifiez la libération et le régime sans sel de Nogrette par le fait que ce n'est pas à vous de décider à la place des masses. Il faudrait savoir, -mais et c'est bien là le problème, vous ne savez pas. Vos communiqués n'étaient pas seulement "équivoques" par nécessité, comme on tente de toutes parts de nous le faire croire: ils étaient équivoques par nature, comme vous l'êtes vous-mêmes et comme l'est votre "politique". Et c'est bien le moins qu'on pouvait en attendre qu'ils ne mobilisent pas les travailleurs, demeurés une fois encore spectateurs d'une épreuve de force dans laquelle ils n'étaient pas partie prenante.

Si encore vous ne vous étiez pas contentés de vous substituer aux masses et de lancer un défi, non tenu, à l'appareil d'Etat, les travailleurs auraient pu se servir de l'enlèvement de Nogrette pour progresser dans leur prise de conscience. Mais c'était évidemment impossible pour vous. Dès lors cette action a été pratiquement inutilisable par les travailleurs, et le C.L.R. lui-même n'a rien pu en faire. Ainsi vous avez détourné à votre profit la force nouvelle qui s'était manifestée dans la rue le 4 Mars.

Incapables d'être simplement "*la fraction qui entraîne toutes les autres*" vous n'entraînez que vous-mêmes, et votre courage est la mesure de votre impuissance, et de vos prétentions "dirigistes". (+)

3°/ du 8 mars à aujourd'hui

En fait, ce que l'enlèvement de Nogrette révèle, s'il en était besoin, c'est l'absence totale de projet politique, qu'il vise à masquer. Faute d'un tel projet les opérations de commando n'ont pour but que de détourner l'attention des travailleurs, en leur proposant au besoin un spectacle dont ils restent complètement extérieurs. Bien entendu nul n'ignore que la renaissance de la révolution comme la tâche actuelle du prolétariat ne peut s'accomoder longtemps de ce genre de détournements, au profit de groupes politiques extérieurs au prolétariat et qui prétendent à sa "direction".

L'action de la N.R.P. et toutes les actions de ce type, tendait à cacher l'impasse pratique de telles prétentions dans le capitalisme contemporain

(+) Dirigisme: système économique dans lequel l'Etat assume la direction des mécanismes économiques, d'une manière provisoire, et en conservant les cadres de la société capitaliste (in *Le Petit Robert*, Paris 1967, p.488).

(c'est-à-dire le capitalisme qui a réalisé partout les tâches de l'accumulation primitive du capital) (+) et l'incapacité politique et sociale à tracer d'autres perspectives en se proposant uniquement de favoriser partout l'autonomie subversive du prolétariat.

Pour s'en convaincre, il suffit d'examiner le contenu et la nature de notre travail à Renault depuis le 8 Mars. Ici aussi, nous nous contenterons de dégager les points les plus importants. Trois en particulier: notre "*travail de porte*" (++)), le stage du C.L.R. et les problèmes soulevés par la défense de nos camarades emprisonnés. Parce qu'ils nous paraissaient capables d'éclairer directement ou indirectement les difficultés les plus sérieuses que nous avons à formuler des perspectives claires et de nous y tenir dans la pratique.

a) notre "*travail de porte*".

Pour bien comprendre ce point, il faut avoir en tête le fait que le C.L.R. avait été presque totalement décapité: une dizaine de camarades seulement avaient échappé aux licenciements et il fallait les protéger de la répression. Mais ces camarades, pour la plupart, -(autre chose à avoir en tête)- ne se trouvaient pas dans les grands ateliers de l'île Seguin, qui avait cependant été notre base principale. Ainsi notre faiblesse était immense, et pas seulement numériquement, puisque parmi ceux qui avaient été licenciés se trouvaient les principaux animateurs du C.L.R., ceux qui avaient concentré entre leurs mains au fil des mois, tous les pouvoirs (pratiques et théoriques). L'absence d'un fonctionnement démocratique allait cruellement faire sentir ses effets.

Dès le lendemain de l'enterrement de Pierrot, au cours d'une réunion regroupant la plupart des camarades, le C.L.R. se fixait deux perspectives principales. D'une part, la restructuration des groupes, atelier par atelier, tâche pour laquelle étaient désignés des responsables licenciés et non-licenciés avec une division de l'usine où tous les ateliers se trouvaient représentés. D'autre part, l'approfondissement du débat idéologique suscité par les derniers événements, et son développement politique et organisationnel avec les travailleurs qui s'étaient le plus manifestés et particulièrement ceux qui avaient participé à la manifestation du 4 Mars.

(+) La caractéristique principale de la présente période, et ce qu'a signifié le voyage du président Nixon à Pékin, c'est que désormais la quasi totalité de l'*accumulation primitive* est réalisée presque partout à l'échelle internationale. Avec des méthodes particulières et un taux d'exploitation qui doit être parmi les plus élevés du monde, en recourant à des déportations massives de travailleurs regroupés en véritables armées auprès desquelles les travaux forcés de nos ancêtres sont des promenades, la Chine de Mao/Robespierre a bouclé le cycle historique. Certes, des poches archaïques et perturbées dans leur développement (parce qu'elles le sont dans la composition et la formation organique du Capital) subsistent ici ou là: il n'empêche que la dominante est celle que nous indiquons.

(++)expression désignant l'insignifiant travail de distribution de tracts, de causeries pas le moins du monde désintéressées.. fait à la porte des usines.

Bien que très générales, et bien que de portée limitée tant qu'on ne voulait pas analyser rigoureusement les raisons de toutes nos erreurs, ces perspectives étaient justes. Du moins elles étaient à la mesure de notre faiblesse et du faible développement des idées révolutionnaires chez les travailleurs de Renault (cela en partie grâce à nous).

Malheureusement, et comme on pouvait s'y attendre, le C.L.R. ne prit ni les moyens ni le temps d'une telle rigueur. Et de la sorte, développa une conception étroite des perspectives politiques qu'il venait de se fixer. Le "travail de porte" se résuma pour l'essentiel, à des distributions de tracts et à des conversations entre licenciés d'une part et leurs anciens camarades d'ateliers d'autre part. Nous avons dû au cours de cette période battre le record toutes catégories de la distribution de tracts. Mais quels tracts? C'est là un autre problème: le plus souvent informant les travailleurs de telle ou telle lutte, ou de certains faits, sans donner plus de consistance politique à notre intervention. Le point le plus positif étant que nous revenions souvent sur la nécessité de s'organiser de façon autonome. (Nous tenons une collection presque complète de tracts de cette période à la disposition de ceux qui voudraient s'y rapporter). Quant aux discussions avec nos anciens camarades de chaînes, elles ne débouchèrent nulle part sur un renouvellement des groupes de chaînes. Au mieux, tout cela se présentait comme une vaste entreprise de pêche à la ligne. Sans grand succès d'ailleurs.

On voit mal comment il aurait pu en être autrement. Il était d'avance évident - à moins de faire une autocritique sérieuse et de la traduire dans la pratique - que les camarades licenciés ne pourraient pas mener à bien en un mois (ou plus, le temps ici ne change rien à l'affaire) un travail qu'ils avaient été incapables de faire au cours de plusieurs années.

C'était là entretenir de dangereuses illusions, d'autant plus dangereuses qu'elles renforçaient toutes celles de nos camarades restés à l'intérieur, et qu'elles les faisaient, plus ou moins délibérément, s'appuyer sur nous pour leur propre travail.

Cette façon d'agir ne leur permettait pas de voir clairement tous leurs problèmes. La présence continue, aux portes de l'usine, de nombreux camarades pouvait au mieux leur faire constater qu'ils n'étaient pas abandonnés; mais en fait, elle masquait, irrémédiablement, la faiblesse de notre implantation à l'intérieur et l'inexistence de nos perspectives. Surtout si l'on connaît toutes nos habitudes triomphalistes, falsifiant la réalité pour n'avoir pas le courage de la regarder en face: le C.L.R. vivait dans les montagnes russes apprenant un jour que tel atelier voyait le comité se reformer et même se développer pour s'apercevoir le lendemain que, en fait, dans cet atelier, plusieurs camarades avaient pris leur compte.

C'était d'autant plus démoralisant que les travailleurs licenciés étaient mobilisés en permanence, développant un activisme frénétique, intervenant à toutes les prises d'équipe, - et cela sans jamais se donner le temps de discussions politiques réelles (il est vrai que selon le nouveau slogan en vogue, le C.L.R. "*ne fait pas de politique*"). (+)

(+) Voir plus loin, D - 3ème partie "*Le manifeste du C.L.R.*"

Evidemment, dans tout cela il y a une énigme de taille: comment se fait-il que le C.L.R. ait dû attendre plus d'un mois (après les licenciements) pour qu'on lui accorde la faveur d'un véritable stage de bilan politique? A cette énigme les philistins opposeront leur habituel galimatias soi-disant théorique. Mais avec ce vinaigre là il y a longtemps qu'ils n'attrapent plus de mouches.

Une énigme ne fonctionne cependant pas comme un mystère religieux. Elle procède au contraire d'une logique: refusant de faire clairement et totalement notre autocritique devant tous les travailleurs de Renault et devant tous les travailleurs de France, il était logiquement nécessaire que les "chefs" du C.L.R. reculent le moment d'une confrontation rigoureuse, et qu'en tous les cas, ils ne l'acceptent qu'après avoir préparé leurs justifications. Ce sera la fonction de la brochure "Où va la France?", sa fonction principale.

Gageons que les travailleurs ne tarderont pas à comprendre de quel courage les prétendants à leur direction sont encombrés!

b) le stage du C.L.R.

Réuni en l'absence des camarades restés à Renault et sans l'ombre d'un travail préparatoire ni même d'ordre du jour prévu sur lequel chacun aurait pu au moins réfléchir, le stage du C.L.R. dès l'abord ne présentait guère de garanties de sérieux. Naturellement, comme la direction "maoïste" considère le C.L.R. comme sa "chose", il est de son point de vue parfaitement normal qu'elle décide de quoi les travailleurs doivent discuter et sur quelle analyse... Nous sommes coutumiers de l'inadmissible, qui n'étonne plus personne depuis que le "père des peuples" a voulu faire prendre sa vessie pour la lanterne du prolétariat.

Pages 8 et 9, la brochure "Où va la France?" concède quelques critiques à propos du 25 février (jour de l'assassinat de Pierrot Overney). Et c'est de cela que le stage du C.L.R. va principalement débattre. Parce que ces timides remarques sur les erreurs du 25 février étaient encore de trop pour certains camarades, et incomprises par d'autres. Après plusieurs mois, sinon années, où toute la pratique "politique" de ces camarades s'était généralement bornée à des affrontements physiques en l'absence de toute perspective d'ensemble, la soudaine critique du gauchisme ne pouvait que laisser hésitants et perplexes ceux qui ne font pas de "politique".

Précisons nos remarques:

- premièrement, et comme nous venons de le rappeler, n'ayant pas été préparé, le stage du C.L.R. et sa critique du gauchisme prit la plupart des militants complètement au dépourvu et les rendit incapables de mesurer complètement les conséquences stratégiques d'une telle critique. Et, pour être réellement féconde, une critique portant sur un point aussi capital, doit donner à chacun les moyens de la reprendre pour lui-même sur la base de sa propre expérience et de son rapport à la classe ouvrière. Restée strictement confinée à l'intérieur du seul C.L.R., au lieu d'être largement expliquée

et rendue publique devant les travailleurs et les camarades maoïstes qui nous avaient "soutenus" pendant toute cette période, une erreur reconnue ne sert plus à rien, sinon à entretenir des illusions ou des confusions. Résultat pratique: aujourd'hui encore, le mythe du C.L.R. continue à étourdir des tas de gens, sauf les travailleurs de Renault. Et ce n'est pas le Manifeste du C.L.R. qui se contente de reconnaître que

"...le comité de lutte a commis l'erreur, (...) de ne pas unir assez solidement la grande masse des travailleurs dans chaque atelier autour des revendications essentielles ..."

qui change quoi que ce soit de ce point de vue. Depuis quand le matérialisme historique ne peut-il pas appeler un chat un chat?

- deuxièmement, ainsi "limitée" une telle critique perd toute portée pratique. Lorsque des camarades "dirigeants" commettent de graves erreurs, il faut qu'ils s'en expliquent publiquement et sans réticences, et qu'ils en supportent toutes les conséquences pour eux-mêmes et pour l'orientation politique. Le moins qu'on puisse dire c'est que les dirigeants du C.L.R. se sont bien gardés d'une telle cohérence pratique. Sans craindre le ridicule, ils continuent comme par le passé de prétendre avoir raison sur tout, et être les détenteurs de la vérité scientifique de la lutte des classes. Bien entendu que cette situation puisse durer prouve à quel point le C.L.R. est coupé des travailleurs: ce qu'on peut faire "avalé" à des militants qui mettent le plus souvent la raison du "parti" avant celle de la révolution, on ne peut le faire accepter aux travailleurs qui ont eu le temps d'apprendre, à leur dépens, ce que ces habitudes cachaient de volonté de puissance. Ceci n'est pas simplement un principe politique dénué de conséquences: comment ces individus peuvent sérieusement "diriger" une bataille politique proclamant un radical changement d'orientation par rapport à tout ce qu'ils ont eux-mêmes défendu jusqu'ici, sans faire douter de leur conviction et du sérieux de leurs analyses? D'ailleurs, après tant d'années, où le gauchisme fut le fin mot de leur pratique, peuvent-ils seulement tracer d'autres perspectives?

- enfin, tel est bien le fond de l'impasse (théorique et pratique): la "révolution-sans-lendemain". Le capitalisme moderne n'est plus seul producteur d'irrationnel; désormais ceux qui font profession de convictions révolutionnaires n'ont plus rien à dire aux masses que leur propre impuissance ou que les gesticulations qui la travestissent. Du stage du C.L.R. aucune perspective ne sortira. Pas plus que n'en trace la brochure "*Où va la France?*" à cet égard étonnamment silencieuse. Les faits tiennent d'ailleurs le même langage, celui de l'incohérence: après la lutte anti-hiérarchique, le contrôle de la Régie, la défense de nos grèves, puis encore (ou avant) l'union des travailleurs autour de leurs revendications, les cahiers de revendication d'atelier..., le dernier "gadget" du C.L.R. semble devoir être un journal, *l'Ile du Diable*, dernier effort en date pour masquer notre impuissance.

Les valse-hésitations incohérentes postulent l'espoir de la miraculeuse potion magique.

Mais tout se tient. L'absence de perspectives découle directement d'une autocritique bâclée. Se contenter de constater les erreurs (et de les critiquer du bout des lèvres) c'est se limiter à un inventaire. Qui interdit de rechercher les origines desdites erreurs et de les analyser. D'une telle rigueur la brochure "*Où va La France?*" s'est refusée les moyens. Comme si (faux semblant) elles devaient être considérées comme des bavures momentanées. Allons donc: parler de la "*limite objective*" du C.L.R. c'est parler pour ne rien dire; car c'est taire le fait que, si "*limite objective*" il y a c'est celle de la politique du C.L.R., des analyses qui la sous-tendent, des "dirigeants" qui la mettent en oeuvre.

Voilà un demi-siècle qu'on veut nous faire prendre pour "*limite objective*" les effets accomplis de la trahison et de la contre-révolution: cela commence à bien faire!

Rechercher les causes de ces erreurs -et ne pas prendre les effets pour les causes- le C.L.R. ne pouvait pas le faire. Sa soi-disant "*autonomie*", mauvais camouflage de sa liaison organique avec les maoïstes de l'ex-G.P., l'empêche d'être son propre dirigeant politique, à fortiori de porter la critique politique jusqu'à ceux qui ne cessent de prétendre se mettre sous la direction ouvrière.

Aussi, remonter aux causes profondes des erreurs, en dépassant la banalité neutre d'un constat, interdit les autocritiques faites à moitié. Du coup, les responsables ne peuvent s'en tirer par de vagues pirouettes. Tôt ou tard l'histoire demande des comptes, et les règle. Ce devrait être inutile d'avoir à rappeler des liens communs aussitôtus : "*L'émancipation des travailleurs sera l'oeuvre des travailleurs eux-mêmes*" qui ne pourront pas s'accomoder d'une révolution de demi-solde. La violence absolue de pareille perspective suppose que soit réactualisé le principe bafoué de la révocabilité permanente de tous ceux qui assument provisoirement telle ou telle responsabilité. Dans ces conditions, refuser de rechercher les raisons profondes des erreurs commises, consiste à protéger certains individus des nécessaires autocritiques et de leurs inévitables conséquences.

Disjoindre orientation politique et fonctionnement organisationnel revient à remiser le matérialisme historique au magasin d'entretien - et, irrévocablement à se couper de la lutte des classes. La taupe aveugle! (♦)

Dès lors, le stage du C.L.R. ne pouvait avoir aucune portée pratique. Dans ses méthodes de travail et de fonctionnement rien n'a changé. Pour les travailleurs de Renault/Billancourt il n'a tracé aucun projet politique. Quelques semaines plus tard, le C.L.R. sera mis en présence d'un projet de Manifeste qui, innocemment (ou presque) lui fixera une ligne politique qu'il n'aura

(+) Depuis Lénine, la plupart des pseudo-révolutionnaires (en fait la rigueur des propos doit les nommer *contre-révolutionnaires*) ont systématiquement prétendu poser et résoudre le problème du *fonctionnement* du "parti" indépendamment de son *orientation politique*: cela ne se contente pas de mettre la charrue avant les boeufs, c'est faire comme si la charrue avait un sens pratique *sans* les boeufs. Les problèmes de fonctionnement du "parti" reflètent directement, encore que non mécaniquement, son orientation. Rien de plus, rien de moins.

jamais discuté auparavant. Un texte de plus, sans plus de portée que tous les autres, qui les vaut tous, et que tous valent? On examinera plus loin (D-Analyse ...) en quoi il innove cependant lorsqu'il déclare "*le comité de lutte ne fait pas de politique*" éclairant de la sorte d'un jour très particulier les prétentions "dirigistes" des maos de l'ex-G.P. qui, subrepticement, redonnent une grande actualité au fameux propos de Marx et d'Engels

"Nous ne pouvons (...) faire route commune avec des gens qui déclarent ouvertement que les ouvriers sont trop incultes pour se libérer eux-mêmes et qu'ils doivent être libérés par en haut, c'est-à-dire par des grands et petits bourgeois philanthropiques..."

NOUS EN REPARLERONS

c) la défense de compromis

En notre fin (de l'exposition des faits) est le commencement (de notre opposition avec la majorité du C.L.R.). Parce que la justice du Capital est le lieu exemplaire, à force d'être scandaleusement contradictoire, de la précarité du système en son point pourtant le plus fort selon les apparences, l'attitude qu'y adoptent les révolutionnaires est particulièrement importante. Jamais décisive dans des enceintes closes par les codes de la division du monde en maîtres et esclaves, elle n'est cependant jamais enfermée. En fin de compte - et le paradoxe n'est qu'imaginaire- les révolutionnaires y sont plus libres qu'ailleurs. A condition toutefois que la rigueur des déterminations (et des comportements) fonde seule le courage sous toutes ses formes possibles.

Lorsque des producteurs tombent sous le chef d'inculpation inavoué de "révolte contre l'exploitation de l'homme par l'homme" l'ennemi ne fait plus diversion. Il avoue brutalement la violence nécessaire au maintien du statu quo et met à nu la permanence de l'affrontement des classes. Il détruit l'universalité humaniste, ou sa prétention à y atteindre. A la limite, il signifie l'impossibilité pratique de la justice bourgeoise. En tout cas, il met en pratique la fameuse sentence de Marx : "*La justice est le conseil d'administration de la société bourgeoise*".

Ce faisant, il donne aux inculpés une occasion momentanée de franchir d'un coup les horizons étroits de leurs luttes quotidiennes pour se porter jusqu'à la compréhension de la totalité de l'injustice qui leur est faite - en permanence. Là prison peut devenir alors haut parleur inespéré pour la haine de classe. En même temps que rencontre de ceux qui le plus souvent sans même le savoir en font l'expérience la plus spontanée et la plus concrète. Occasion extraordinaire d'une radicalisation de part et d'autre, mais aussi développement de la radicalisation révolutionnaire chez de nouveaux camarades: "*ami si tu tombes un ami sort de l'ombre à ta place*".

Ces résultats ne peuvent être obtenus qu'au prix d'une cohérence absolue entre la pratique révolutionnaire et le comportement judiciaire. Nous prétendons qu'après le meurtre de Pierrot Overney et l'inculpation de sept camarades, cette cohérence fit défaut. Alors que, pour la première fois depuis

de nombreuses années, des ouvriers révolutionnaires (de la plus grande usine de France) étaient emprisonnés pour leur activité contre le système d'exploitation, nous n'avons pas su en faire le levier d'un approfondissement des contradictions de classe. Installés dans la défensive, timorés et prudents dans nos propos et nos démarches, nous avons abandonné la justice à son personnel et la prison à ses divisions. Refusant d'assumer courageusement devant les travailleurs, et particulièrement devant nos camarades de Renault, notre action du 25 février, nous avons laissé aux avocats le soin d'en négocier l'erreur inavouée avec l'appareil judiciaire. Il nous fallait être (ou passer pour) inoffensifs: pas d'action de masse sur ce problème, abandon (pratique et politique) des camarades les plus engagés dans cette action, attitude défensive devant la justice, falsification honteuse des faits, absence de véritable campagne de soutien, protection de fait des "dirigeants"... Cela s'appelle "*défense de compromis*".

Or, ce type de défense n'est pas seulement un comportement lâche et dérisoire, relevant d'une politique étriquée et mesquine. Elle interdit de faire servir efficacement l'étape de la prison comme situation provisoire de la lutte des classes, et d'en faire comprendre la signification et la portée par le plus grand nombre. Elle ne saisit pas cette chance de tremper des militants, d'approfondir les déterminations. Mais, en plus, elle aboutit à renforcer les vieilles divisions entre les dirigeants et les "militants" à faire payer très cher à ces derniers les erreurs des premiers et à les isoler de toutes les façons. Les exemples de camarades ayant subi un pareil isolement, et les témoignages accablants que nous avons recueillis (nombreux, divers, mais concordants) prouvent qu'il ne s'agit pas de bavures dues à des circonstances difficiles, qui resteraient exceptionnelles. C'est le fruit logique d'une politique "*sans âme*" qui use (et abuse) les militants. Inacceptable.

La morale de l'efficacité ne peut justifier l'abandon des principes élémentaires et fondamentaux de la solidarité révolutionnaire.

D'efficacité parlons-en. Notre attitude la plus générale consiste le plus souvent à envoyer à tort et à travers des militants se faire prendre dans les mailles de la répression, et cela pour des actions complètement parachutées, mal préparées quand elles ne sont pas tout simplement inutiles et ridicules. Cela nous permet ensuite de poursuivre nos terrifiants monologues sur le "*fascisme ancien et nouveau*" et sur toutes les variantes appauvries de l'espèce (+). Façon commode de ne pas poser les vrais problèmes, de n'avoir pas à rendre de compte sur la manipulation scandaleuse de jeunes travailleurs ou lycéens qu'on utilise comme des soldats en campagne, et surtout de masquer derrière les nuages d'encre de discours violents notre impuissance et nos méthodes.

Il se trouve encore dans ce pays des gens pour n'avoir aucun esprit critique, et pour gober tranquillement toutes les fadaïses que nous leur racontons, quand ça n'est pas pour les habiller de discours soi-disant théoriques. De ce fait, devant la répression, nous ne crions "*au scandale*" que pour mieux laisser faire. Il suffit pour s'en convaincre, de voir le nombre de jeunes travailleurs que nous avons mis en avant, qui de ce fait ce sont retrouvés au chômage où nous les avons abandonnés: les nouveaux lumpen-prolétaires, nous en sommes les producteurs. De même que les commerçants modernes avec leurs paquets de lessive nous donnent une brosse à dents ou un savon, avec nos balivernes nous vendons, sans augmentation de prix, la carte d'entrée au bureau de chômage....

(+) voir à ce propos l'inénarrable article du plus stupide *inter pares* des

(suite page suivante).....

Particulièrement "sensible" sur ce point, je n'ai pas pu accepter d'en rester à une unité formelle avec le C.L.R. sur ce point. Voilà ce qui explique ma présente situation.

Encore faut-il ne pas oublier que l'exclusion de camarades, accompagnée d'insultes gratuites, ne règle aucune question. Un jour ou l'autre, ces questions rejaillissent mille fois plus violentes; - toute l'Histoire l'apprend aux dépens des terrorismes tranquilles et satisfaits.

Ce texte prépare un tel retour, que nul ne s'y trompe!

:::::~::~::

(suite du renvoi de la p.43):

idéologues maoïstes français, André Glucksmann qui reconnaît lui-même qu'il a " dans la tête beaucoup de papier journal " .cf. *Temps Modernes*, o.p. " *Fascismes : l'ancien et le nouveau*", p.266 sq.

D/ ESSAI d'ANALYSE DES BASES POLITIQUES DE NOTRE TRAVAIL
A RENAULT - ET PLUS LARGEMENT.

(ou "Les aventures de la dialectique" - suite)

*" Tout ce qui avait solidité et permanence
s'en va en fumée, tout ce qui était sacré
est profané, et les hommes sont enfin forcés
d'envisager leurs conditions d'existence
et leurs rapports réciproques avec des
yeux désabusés ".*

MARX- ENGELS- MANIFESTE du Parti
Communiste - 1847)

A bien des égards, énumérés dans leur sécheresse, ces faits devraient suffire. Ils parlent, clairement. Pour quiconque n'est pas atteint d'amnésie, il ne fait pas de doute que ceci n'a rien à voir, ni de près ni de loin, avec le projet pratique de la destruction du vieux monde.

Les pertes de mémoire ont cependant pris une telle ampleur que, comme l'écrivait Marx : "... il y a eu de l'histoire, mais il n'y en a plus " (*Misère de la Philosophie* -Ed.10/18 - Paris 1964- p.428). Désormais, il n'y a plus que de l'idéologie. Non seulement "*les armes de la critique*" ne se sont pas portées à "*la critique des armes*" mais elles se sont travesties en un caquetage idéologique qui a été et demeure encore le plus sûr rempart du Capitole.

Ou si l'on préfère, il y a eu de la critique, mais il n'y en a plus.

Dès lors, il faut rappeler quelques vérités, malgré le côté fastidieux que cela peut avoir. A force de dire tout haut ce qu'on ne pense pas tout bas, on en vient nécessairement à dire tout bas ce qu'on ne pense pas du tout. On discourt l'impensable. On parle de rien.

Evidemment, il faudrait rechercher quelle fonction précise joue ce langage "non critique". Prétendre qu'il masque l'indigence théorique et les incapacités pratiques c'est en rester aux apparences. Une fois de plus, c'est prendre les effets pour les causes. Mais plus important nous paraît de chercher à comprendre ce qu'il dit réellement derrière ce qu'il prétend ne pas penser.

Démaquiller le discours c'est dégriser l'histoire, la regarder enfin "avec des yeux désabusés".

Page 27, troisième paragraphe, nous écrivions:

"L'abandon théorique et pratique du matérialisme historique au profit de son succédané appauvri du nom de "marxisme-léninisme" mesure inéluctablement la profondeur de notre fantaisie. Et notre impossible rigueur".

Nous ne pouvons pas dans le cadre limité de ce texte/bilan montrer en quoi et comment le "marxisme-léninisme" a dénaturé complètement le matérialisme historique. La critique matérialiste du "marxisme-léninisme" reste à faire. Elle est déjà en œuvre dans la renaissance du mouvement révolutionnaire international qui de Gdansk à Lordstown en passant par le Limbourg, la grève des mineurs anglais de l'hiver 71, celle du Joint Français et des Nouvelles Galeries - par exemple- renoue avec le vieux projet de l'abolition du salariat, de la destruction du Capital et du Travail, pour la réalisation d'une société vraiment humaine.

Dans une circulaire peu connue du Conseil Général de l'Association internationale des travailleurs au Comité fédéral de la Suisse romande à Genève, circulaire qu'il envoie le 28 mars 1870 au Dr Kugelmann, Marx écrivait: *"Le peuple qui subjugué un autre peuple se forge ses propres chaînes"* (in Marx *Lettres à Kugelmann*, Paris 1968, p.142). De la même manière on pourrait dire: le peuple qui se laisse subjugué par une idéologie (quelle qu'elle soit) se forge ses propres chaînes.

Ce que nous pouvons et devons donc montrer ici c'est comment, où et pourquoi le matérialisme historique a été, dans tout cela, jeté avec l'enfant du bain. Autrement dit, rechercher les traces de la disparition pratique du projet communiste dans ce que nous venons de rappeler. Or, si comme le dit Engels *"Le communisme n'est pas une doctrine, mais un mouvement; il ne part pas de principes, mais de faits"* (in Engels *Les Communistes et Karl Heinzen*, oct. 1847, Werke, IV, pp.321-322), nous n'avons pas de meilleure voie pour une telle recherche que de revenir aux faits. Mais pour un matérialiste la production d'idées est elle-même production sociale au même titre que la production d'automobiles ou de poudre à laver. Les idées, ou pour parler plus rigoureusement, les théories sont des faits sociaux (Cf. Marx *Thèses sur Feuerbach*). Plus, la théorie révolutionnaire (3) n'est que l'expression du mouvement réel des choses. Le fruit de la pratique révolutionnaire déjà en mouvement, un *"produit social"* de la *"forme sociale déterminée"* qu'est le Capitalisme, une conséquence de ce que *"la bourgeoisie n'a pas seulement forgé les armes qui la mettront à mort: elle a produit aussi les hommes qui manieront ces armes, - les ouvriers modernes, les prolétaires"* (in, Marx-Engels, *Manifeste du Parti Communiste*). Au risque de détruire bien des fantasmes qui arpentent

(3) Confondant tout, on a voulu faire croire que j'avais voulu parler de la *"théorie de la révolution"*. Malheureusement, une telle théorie ne saurait exister et, bien entendu, je n'ai jamais imaginé une telle sottise. Les intellectuels stériles, particulièrement chez ceux qui font profession de "marxisme" ne savent plus ce que parler veut dire. Ne pas comprendre qu'il existe une différence entre *"théorie révolutionnaire"* et cette prétendue *"théorie de la révolution"* montre à quel point d'abandon pratique se trouve le matérialisme historique.

la méchante bonne conscience de ceux qui se proclament "*marxistes-léninistes*" il faut rappeler que la lutte des classes a précédé Marx et Engels, que leur œuvre est le produit de cette lutte des classes qu'ils n'ont fait qu'exprimer tout haut. Ils n'ont pas donné la parole à la vieille taupe, ils ont modestement dit qu'elle parlait et ils ont dit tout haut ce qu'elle commençait à détruire tout bas.

De même nous n'avons rien de mieux à faire que de tenter de dire tout haut "avec des yeux désabusés" ce que les divagations qui sont rappelées tout au long de ce texte ne détruisent pas.

Si nous avons rappelé quelques lieux communs du matérialisme historique, c'est que celui-ci est depuis fort longtemps enfoui sous une conspiration du silence dont les "marxistes" sont les premiers et les plus acharnés responsables. D'ailleurs, s'il ne tenait qu'à nous, nous conseillerions vivement au lecteur de ne pas nous faire confiance, et simplement de lire Marx.

Mais il ne tient pas à nous que les aventures de la dialectique aient conduit à ces formes effarantes auprès desquelles le nazisme fait figure de parent pauvre. Il ne tient pas à nous que ces formes n'aient pratiquement pas fait l'objet d'analyse matérialiste, et que les mêmes intellectuels qui nous avaient sur tous les tons, du pathétique au ridicule, adjuré de reconnaître que "*le petit père des peuples*" était bel et bien l'homme nouveau selon Marx, son archétype le plus accompli, ne se soient pas sentis contraints de nous justifier leur brusque changement d'opinion. Il ne tient pas à nous qu'aujourd'hui encore ils répètent les mêmes erreurs, sous des vocabulaires à peine différents. Il ne tient pas à nous si des milliers de prétendus révolutionnaires annoncent partout à travers le monde, avant d'aller le faire sur la lune, les mêmes balivernes, gigantesque mouvement de perroquets prétentieux qui déverse sur le monde le ridicule de sa "vérité" figée pour des lendemains où on extermine gratis. Bref, il ne tient pas à nous si "*les armes de la critique*" ont été passées dans la colonne des pertes et profits exceptionnels.

Tentons d'en ressaisir les fragments épars.

Quatre textes vont nous servir de fil conducteur. Chaque fois nous essaierons de voir leur signification pratique en les confrontant avec les "faits" que nous avons pris la peine de rappeler dans le détail. Non pour proposer des solutions, il n'y en a pas. Parce que l'énigme n'est pas le moins du monde énigmatique; elle est lumineuse.

Pour finir, nous ferons quelques remarques, entre autre pour montrer comment la dégénérescence de la théorie dégénère inévitablement dans des méthodes carrément policières.

Alors, mais seulement alors, ce sera tout pour aujourd'hui.

I/ CE QUE NOUS VOULONS

Ce texte (que nous avons déjà signalé en page 12) se présente comme le programme "très clair", "très simple" des "maos de Renault". Espérons en effet qu'il n'est le programme que des maos de Renault car son caractère dérisoire partout ailleurs aurait fait l'effet d'une insulte et aurait connu la réponse qu'il mérite. Les travailleurs de Renault, quant à eux, en ont tellement vu qu'ils ne peuvent désormais plus s'étonner de rien.

Que programme -t-il en effet?

"L'objectif final c'est de mettre fin à la division entre le travail manuel et le travail intellectuel c'est de mettre fin à la division du monde en deux parties: ceux qui triment et ceux qui pensent".

"Nous nous battons (...) pour un changement radical de vie de l'ouvrier dans l'usine".

Et pour faire tout ça quels moyens proposent-ils?

"Prenons le pouvoir, nationalisons la grande industrie et la grande banque et faisons la révolution à l'intérieur des entreprises; les patrons qui seraient encore en vie, les chefs-flics, on les épure et on les rééduque parce qu'on est généreux et humains; on les fait travailler à la production: l'ancien empereur de Chine est devenu jardinier, pourquoi Dreyfus ne pourrait-il pas travailler aux presses?"

L'ouvrier qui voudrait se battre pour échanger son voisin de chaîne contre Dreyfus aurait bel et bien perdu la raison. Mais là n'est pas l'essentiel. Ce qui confond dans ce "discours", outre son indigence moralisatrice qui pue autant que l'eau croupie des bénitiers, c'est qu'il est clairement réformiste. Entre lui et le programme du P.C.F. il n'y a pas à ce niveau de différences notables. *Ce que nous voulons* c'est *changer de cap* en condensé. La purée est la même, faite à l'eau et non au beurre. On "nationalise la grande industrie et la grande banque" parce qu'on n'ose pas parler des "monopoles".

On veut changer la vie de l'ouvrier "dans l'usine" (c'est nous qui soulignons) et non pas détruire les usines.

Plus aucun des aspects fondamentaux du communisme révolutionnaire n'apparaissent ici. Même pas cette fameuse et insuffisante "appropriation collective des moyens de production". A fortiori pas la destruction de l'Etat. Ce que veulent les "maos de Renault" c'est nous faire échanger une misère contre une autre qui serait "généreuse et humaine" parce que ces messieurs épureront

et rééduqueraient les patrons et les chefs-flics.

Comme ils le disent ils contestent *"toute l'organisation actuelle du travail"* mais le travail, lui, ils ne le contestent pas. Ils sont les *"nouveaux partisans"* de l'aménagement de l'exploitation de l'homme par l'homme, les technocrates réformateurs de cette *"forme adoucie de l'anthropophagie"* qu'est le salariat selon Marx.

Mais leurs prétentions réformistes ne s'arrêtent pas là. Ils s'en prennent aussi, par la bande, au matérialisme historique lui-même.

"... si les ouvriers sont capables par exemple de diriger les usines, les locataires sont capables par exemple d'organiser la vie collective dans les cités; (...) et pour toutes les catégories du peuple c'est pareil: elles peuvent prendre en mains leur sort".

Quelles sont les catégories de ces messieurs? Depuis quand y-a-t-il une classe de "locataires" qui seraient distincts des producteurs? Toutes les catégories du peuple, c'est-à-dire aussi la grande bourgeoisie d'affaires? (+) Et depuis quand s'agit-il de prendre en main son sort, et non de détruire le sort que nous fait le Capital et le Travail? Quelle vie collective veulent-ils organiser dans les cités tant qu'elles reproduisent à peu près exactement la division en classes?

Fi de la lutte des classes! Voici l'univers sereinement réconcilié autour de "nous", une fois que "nous" aurons changé l'organisation *"du travail dans l'usine"*.

En clair, ce discours est *"démocratique populaire"* c'est-à-dire qu'il reprend à son compte et à son profit *"le mot d'ordre actuel du capital: autogérez vous-mêmes votre propre négation"* (++) . Prendre son "sort" en main sans avoir au préalable détruit de fond en comble les conditions qui en font un "sort" (destin, malédiction, déterminisme, hasard..) et non une liberté c'est se proposer de gérer sa misère, de "participer", d'"actionner" sa propre exploitation, perspective qui cimente à l'échelle internationale l'unité actuelle des bourgeoisies occidentales vermoulues, des syndicats des bureaucraties partout où elles sont au pouvoir et partout où elles sont en train de le conquérir.

(+) en 1931, en U.R.S.S., le peuple définissait souvent sa situation par cette boutade amère : *" il n'y a pas de classes chez nous, il n'y a que des catégories"* - (Rapporté par Anton Ciliga dans son admirable livre *Au pays du mensonge déconcertant*, Paris 1938).

(++) Cf. *Le Mouvement Communiste* , N° 1 Paris 1972.

Dans *Les luttes de classes en France*, Marx écrivait ceci :

*"Dans le premier projet de Constitution (...) se trouvait encore le "droit au travail", première formule maladroite où se résument les exigences révolutionnaires du prolétariat. (...) mais derrière le droit au travail, il y a le pouvoir sur le capital, derrière le pouvoir sur le capital l'appropriation des moyens de production, leur subordination à la classe ouvrière associée, c'est-à-dire la suppression du salariat, du capital et de leurs rapports réciproques". (in Marx, *Les Luttes de classes en France*, Paris 1964, p.105).*

tel est le fond même du projet communiste dont nous ne saurions accepter des variantes aussi peu édulcorées qu'elles soient. Il ne s'agit pas de respecter une quelconque "doctrine" de Marx, qui n'existe pas. Il s'agit simplement de réaliser nos tâches historiques que Marx et Engels, en matérialistes, ont reconnues et mises en lumière dans le mouvement réel des choses.

Pourquoi *"les maos de Renault"* ne tiennent-ils pas ce langage? En matière de réponse, on ne peut se satisfaire des habituelles remarques concernant la propension qu'ont les intellectuels à se croire seuls capables de comprendre les discours rigoureux. Certes, *"les maos de Renault"* méprisent les travailleurs, mais cela ne les empêche pas de leur parler de la Chine et de ne pas douter que cela ils peuvent le comprendre. Lorsqu'ils écrivent qu'ils veulent *"mettre fin à la division du monde en deux parties: ceux qui triment et ceux qui pensent"*, il y a fort à parier qu'ils se mettent dans ceux qui *"pensent"* puisqu'il va de soi que ceux qui triment ne peuvent pas penser et donc pas écrire de programme.

Les idéologues sont incurables : ils ne peuvent s'empêcher de généraliser leur nullité. La division travail manuel/travail intellectuel ne renvoie pas à la division trimards/penseurs encore moins à la division bosseurs/fainéants comme le disent nos petits curés, elle renvoie à la division producteurs de plus value/non producteurs de plus-value (4). Elle n'indique pas que certains travaillent sans penser tandis que d'autres pensent sans travailler, elle remarque que le capitalisme contraint de plus en plus de travailleurs à vendre leur force de travail au capital et qu'ils sont ainsi les producteurs de la richesse, tandis que d'autres ne produisent pas de "richesse" au sens de valeur marchande.

(4) Avec le capitalisme de maturité (i.e. le capitalisme qui a atteint et dépassé le stade d'accumulation primitive du capital) la division travail manuel/travail intellectuel a considérablement évolué par rapport à celle que Marx et Engels avaient sous les yeux. Malheureusement le matérialisme historique ravalé au rang d'un économisme vulgaire, n'a pas suivi cette évolution. Dès lors quand on traite aujourd'hui de cette question, de la division travail manuel/travail intellectuel, la plupart du temps, on a des images complètement insuffisantes sinon carrément erronées. Il faudra bien se décider à en revenir à la rigueur.

Ainsi, "*Les maos de Renault*" ne peuvent-ils nous tenir un autre discours après avoir abandonné en cours de route le matérialisme historique. Mais cet abandon lui-même n'est pas fortuit. On ne perd pas l'histoire comme on perd son portefeuille: on perd l'histoire parce qu'on ne veut pas être perdu par elle. Autrement dit, on renvoie l'histoire (la pratique-critique) à plus tard de peur que l'histoire ne vous renvoie à jamais. Dans la mesure où on se propose de "diriger" l'histoire, de "diriger" la révolution moderne, on s'exclut du mouvement réel des choses. Pour éviter cela, depuis plus d'un demi-siècle, tous les apprentis sorciers du "marxisme-léninisme" excluent des choses le mouvement réel, s'assoient dessus et réalisent ainsi sous des formes légèrement différentes les tâches historiques de leurs bourgeoisies défailiantes.

Exclure des choses le mouvement réel, maquiller une révolution bourgeoise en une révolution prolétarienne, telle est la voie royale des bureaucraties dans leur quête du pouvoir pour elles contre le prolétariat, du pouvoir pour soi contre la réalisation de l'histoire par la destruction de toutes les classes et l'avènement de la société sans classes.

Si on n'a pas perdu de vue ce que nous avons dit touchant au refus pratique des "*maos de Renault*" de favoriser partout "*l'organisation autonome du parti du prolétariat*" (in Marx-Engels, *Adresse du Conseil Central à la Ligue Londres, Mars 1850*), on en comprend à cette lumière les raisons. A l'inverse, la signification pratique de ce discours ne peut se réaliser que dans une "direction" de la classe ouvrière, extérieure, abstraite, dirigiste, organisatrice d'une conscience importée, découverte par le "marxisme-léninisme" quelque part dans le ciel éthéré de l'idéalisme "*généreux et humain*".

Il y a eu, -peut être autrefois, je ne sais plus, je ne sais pas, du matérialisme. Il n'y en a plus.

2/ OU VA LA FRANCE?

On mesurera combien ce discours et ses conséquences pratiques ne sont pas fortuits si l'on se donne la peine d'examiner attentivement la conclusion de la brochure "*Où va La France?*" (Dernier paragraphe D- La gauche et ses perspectives. Repris dans *Les Temps Modernes* N° 310 bis, 1972, sous le titre "*Après la bataille Renault, Assassins et complices*").

Que dit cette conclusion?

"Cette bataille (Renault) a montré que tous ceux (...) qui se réclament du mouvement de mai, font partie du camp de la révolution.

(...)

La base de cette unité c'est le refus commun de la société occidentale, et de la société de type Russe ou même Dubcek. La base de cette unité c'est que dans les principes tous les révolutionnaires veulent une société où la classe ouvrière exercera sa direction en tout".

Arrêtons-nous un instant sur cette "unité", inattendue après les tombereaux d'anathèmes que les différents groupes s'annexant Mai 1968 se sont gentiment adressés en guise de faire part de décès,

La première "base" de cette "unité" c'est le refus. Autant proposer à un juif religieux et à un musulman croyant, qui sont pourtant tous les deux contre (refus) la foi chrétienne, de s'unir. On aurait là les bases d'une unité durable. Pour quoi faire, c'est une autre question.

La deuxième base de cette unité, c'est que ces "révolutionnaires" veulent que la classe ouvrière exerce "sa direction en tout". On a vu amplement ce qu'il en était dans la pratique pour ne pas s'illusionner sur ce discours. Mais qu'est-ce que c'est que la "direction en tout" de la classe ouvrière? La classe ouvrière est appelée à diriger sa révolution qui sera en même temps sa disparition en tant que classe séparée, dans la mesure où la révolution prolétarienne détruit les bases (forme sociale) mêmes de la division du monde en classes. La classe ouvrière ne vise pas en faisant sa révolution à remplacer un pouvoir par un autre, mais à détruire le pouvoir d'Etat pour faire entrer l'humanité dans le règne de la liberté.

Lorsque Marx et Engels, dans *Le Manifeste du Parti Communiste* parlent de "la disparition de l'antagonisme des classes" ils signifient que le projet même de la révolution prolétarienne n'est rien d'autre que la destruction des classes antagonistes : donc la fin du prolétariat. Qui n'exercera donc aucune direction sur rien en tant que classe autonome. Le problème de la dictature du prolétariat n'a rien à voir ici, dans la mesure où il s'agit de l'étape de la révolution prolétarienne elle-même et non pas de son au-delà.(+)

D'ailleurs, "Où va la France?" reconnaît sa propre confusion théorique quand elle admet qu'"il y a des divergences quant au type de direction exercée par la classe ouvrière". Elle précise en effet que "les trotskystes (...) n'ont pas (...) une position claire sur la révolution culturelle dans les usines en Chine, sur la remise en question radicale de la "technologie" dans une entreprise d'Etat socialiste". Telles sont les divergences! Plus ou moins de technologie dans une entreprise d'Etat, ou un rôle différent à technologie égale dans une entreprise d'Etat. C'est donc pour remettre radicalement en question la "technologie" dans une entreprise devenue d'Etat que

(+) Cf Marx-Engels dans *Critique du programme de Gotha*: "Entre la société capitaliste et la société communiste, se place la période de transformation révolutionnaire de la première en seconde. A quoi correspond une période de transition politique où l'Etat ne saurait être autre chose que la dictature révolutionnaire du prolétariat". - Voir aussi la brochure de Dan et Martov *La dictature du prolétariat*, Paris 1947.

le prolétariat inscrirait sur son drapeau "Abolition du salariat" (sic).

L'Icarie de ces messieurs c'est: tout le monde à la chaîne, avec un soupçon de "technologie" en moins. Evidemment, chacun sait qu'une chaîne d'Etat socialiste cela n'a rien de comparable.

Si les trostkystes n'ont pas une position claire sur tout cela, (bien qu'ils soient d'accord pour l'essentiel avec vous là-dessus), on pourrait demander à l'auteur de la brochure "Où va la France?" s'il est d'accord avec cette remarque de Engels:

*"... ni la transformation en sociétés par actions, ni la transformation en propriété de l'Etat, n'enlève aux forces productives la qualité de capital.
L'Etat moderne, quelle qu'en soit la forme, est une machine essentiellement capitaliste, l'Etat des capitalistes, le capitaliste collectif idéal. Plus il s'approprie de forces productives, plus il devient un véritable capitaliste collectif, plus il exploite de citoyens. Les travailleurs restent des salariés, des prolétaires. Le capitalisme n'est pas supprimé, il est tout au contraire, poussé à l'extrême".
(in, Engels Anti-Durhing, III).*

On mesurera aisément le caractère aujourd'hui subversif de ce texte. Mais surtout on comprendra la signification politique du charabia sur lequel la brochure "Où va la France?" propose l'unité à ses compères trostkystes. Toujours la "démocratie populaire", mais cette fois avec une double précision: d'une part, la direction de la classe ouvrière, dans un "Etat socialiste" n'est autre que la direction des dirigeants de la classe ouvrière; d'autre part, le contenu de cet "Etat socialiste" c'est un peu de modification de la "technologie" dans les entreprises et la révolution culturelle dans les usines.

On fait l'unité entre gens du même monde, qui refusent le mode de société occidentale ou Russe, on programme quelque révolution culturelle dans les usines, et une "technologie" différente dans les entreprises et on fait un Etat socialiste:

*"A l'activité sociale, ils substituent leur propre ingéniosité; aux conditions historiques de l'émancipation, des conditions fantaisistes; à l'organisation graduelle et spontanée du prolétariat en classe, une organisation de la société fabriquée de toutes pièces par eux-mêmes. Pour eux, l'avenir du monde se résout dans la propagande et la mise en pratique de leurs plans de société".
(in Marx-Engels, Manifeste du Parti Communiste).*

C'est bien de cela qu'il s'agit lorsque la brochure "Où va la France?" écrit:

"La gauche (...) doit répondre à la question: Où va la France? Quelle France voulons-nous? Qu'est-ce qu'une société sans Nogrette?"

Ce sont aux groupes gauchistes, à ceux qui *"se réclament du mouvement de mai"* qu'est confiée la tâche de répondre à la question de savoir quelle France nous voulons. Et c'est bien ce que nous disions plus haut: la classe ouvrière n'est qu'un prétexte pour des "révolutionnaires" B.S.G.D.G. pour diriger un "Etat" un peu moins technologique. On remarquera en outre le caractère étroitement "national" de leur perspective. Avec la question finale sur la *"société sans Nogrette"* qui fait penser à ces rêves éveillés des archéo-gaullistes sur une *"France sans Pompidou"*.

Une société sans Nogrette, mais avec Krivine, Berg, Rocard ou autres: voilà pour quoi le prolétariat devrait se battre.

Ce rêve n'a évidemment aucune chance de se réaliser. Mais il n'est pas innocent. Marx parle quelque part de ceux qui appellent de leurs prières un monde avec *"la bourgeoisie sans le prolétariat"*. En le plagiant on pourrait dire que les maos (de France) veulent un "prolétariat sans bourgeoisie". L'univers concentrationnaire généralisé à tous; c'est une façon de résoudre (en apparence) les contradictions de classe. Elle porte un nom: stalinisme.

Nous verrons plus loin en ce qui concerne les méthodes, comment il s'agit bien de stalinisme. Pour l'instant il nous faut encore dégager la portée pratique actuelle de ce discours. Bien entendu du côté des trotskystes, on a traité avec le mépris que cela mérite ceux qui offrent de mettre en commun une telle misère théorique et pratique. A ce compte, mieux vaut encore demeurer dans son splendide isolement. Cela ne durera qu'un temps: gageons que le moment viendra où - *"l'unité des partis gauchistes"* sera d'actualité.

Cet avenir est chargé de significations présentes. L'actualité du travail de la vieille taupe fait obligation aux "marxistes-léninistes" de redoubler de vigilance et d'efforts pour ne pas se retrouver rejeter de toutes leurs prétentions. *"Tout le bavardage sur la libération du travail, alors qu'il ne peut être question que de la libération de la classe ouvrière ..."* (in, Engels *Lettre à Bebel* du 12 octobre 1875), vise à détourner la classe ouvrière de ses buts. Et le caractère étroitement "technique" d'une telle *"libération du travail"* justifie par avance le rôle des techniciens de la "libération": les révolutionnaires professionnels.

Dès lors, la pratique tend à maintenir la prétendue nécessité de mouvements politiques distincts du *"parti du prolétariat"* et déclarant en être sa *"conscience avancée"*. L'impossibilité pratique dans laquelle nous nous sommes trouvés de développer un travail politique de fond avec nos camarades de chaîne à Renault, l'ardeur mise par le C.L.R. à détourner à son profit ou même à saboter tout mouvement autonome dans tel ou tel atelier est la réalisation concrète de cette volonté. Parler d'erreurs n'est désormais plus possible puisque les textes les "théorisent" d'une façon qui ne peut plus laisser aucun doute.

Dans *La Question Juive* Marx écrit que "*L'Etat est l'intermédiaire entre l'homme et la liberté de l'homme*". L'expérience de cinquante années de contre révolution mondiale, sous toutes les variantes possibles, a eu au moins le mérite de montrer que les bureaucraties (staliniennes ou autres) au pouvoir et celles y postulant, constituaient bel et bien l'intermédiaire entre l'homme et la liberté de l'homme. Plus exactement, le P.C.F. et la C.G.T. mais cela vaut aussi pour les autres partis de gauche et les syndicats non communistes constituent l'intermédiaire entre la classe ouvrière et son projet subversif. Quatre ans après mai 1968, les groupes gauchistes se proposent d'être les intermédiaires entre la révolution et l'actualité de la révolution.

En plagiant Marx et Engels on pourrait dire que "*les gauchistes sont des gauchistes - dans l'intérêt de la classe ouvrière*".

3/ MANIFESTE DU C.L.R. - BILLANCOURT

Jusqu'ici nous n'avons entrevu que la périphérie de ce qu'on pourrait appeler "la théorie des intermédiaires". Elle trouve son centre, son paroxysme ou, plus exactement, sa psychose, dans le slogan que nous avons déjà évoqué (cf.p.42) et qui constitue la base pseudo-théorique du C.L.R. actuel: "*Le comité de lutte ne fait pas de politique*".

Lorsque cette thèse fit son apparition publique dans le Manifeste du C.L.R. (cf. *La Cause du Peuple* N° 23), quelques naïfs ont pu croire qu'elle exprimait uniquement un état de fait et non point un élément constitutif et "programmé" du comité de lutte. Il est vrai qu'elle a fait surface tardivement après le meurtre de Pierrot et les événements qui suivirent. Jamais avant cela le C.L.R. n'en avait eu connaissance. Du moins pas officiellement. Car les naïfs évidemment sont les sourds qui ne veulent pas entendre. Le C.L.R. ne faisait pas de politique, mais il ne le disait pas. Aujourd'hui, il dit ne pas en faire, mais il en fait, - une.

Désormais "*Le comité de lutte ne fait pas de politique*" exprime sans précautions la réalité du gauchisme de maturité.

Repris et développé un peu partout (voir en particulier l'article *Syndicats Comité de Lutte, Comité de chaînes*, de Philippe Olivier in *Les Temps Modernes*, N° 310 bis, Paris 1972) ce slogan est particulièrement important à examiner. Il révèle lui-même, en un saisissant raccourci, la nature réelle des perspectives que se proposent d'atteindre les maos, et qu'ils ont au moins sur les autres, l'avantage de déclarer ouvertement.

Les explications qui entourent ce slogan lui confèrent toute sa signification.

"... si défendre le droit de l'ouvrier sans s'occuper des combinaisons politicardes, c'est aussi faire de la politique, alors nous proposons à tous les partis syndicaux de faire pareil (...) Créons une organisation ouvrière unique qui défende simplement le droit de l'ouvrier".

Ce discours est proprement fabuleux: il tourne autour de la défense du "droit de l'ouvrier" droit inexistant dans le capitalisme pour ces hommes et femmes qui ne sont qu'"une marchandise" au point qu'ils n'y ont "rien à perdre que leurs chaînes".

Mais le propos va plus loin puisqu'il s'agit de "défendre le droit de l'ouvrier sans s'occuper des combinaisons politicardes"...". Personne ne contestera que ce sont là des "concepts" d'une haute portée théorique. Si les combinaisons ne combinent plus que des "politicards", alors le temps de l'histoire est parachevé. Malheureusement, le "communisme utopique" reste une utopie: l'antagonisme des classes demeure le sol de l'histoire où les "combinaisons politicardes" expriment la permanence de l'affrontement de toutes les tentatives faites pour exclure la réalisation du projet révolutionnaire du prolétariat.

Ces "combinaisons" sont le fait de forces sociales en jeu, et il n'y a rien de plus ridiculement vain que de demander que les "partis syndicaux" cessent brusquement d'être les courtiers de la vente de la force de travail, et cela pour défendre "le droit de l'ouvrier", c'est à dire sa négation (cf. Postface).

Qui peut sérieusement faire accroire que le prolétariat pourra jamais faire l'économie de ces "combinaisons politicardes"? Peut-on sérieusement imaginer que le prolétariat pourra éviter d'avoir au contraire à s'en occuper pour les balayer devant sa route? Les déjouer ce n'est pas les nier, c'est les battre, et les battre politiquement.

Si on tient pour assuré que dans une société fondée sur l'antagonisme des classes, le droit de l'ouvrier ne peut être rien d'autre que "le droit bourgeois" (cf. Marx-Engels in *Critique des Programmes socialistes de Gotha et d'Erfurt*, Paris Avril 1948), la défense du droit de l'ouvrier ne peut donc que figurer la défense du droit de la bourgeoisie à exploiter la valeur de la force de travail de l'ouvrier. Et que cette "défense" se proclame elle-même "a-politique" déclare sa nature bourgeoise. Qui donc a intérêt à ce que les travailleurs ne fassent pas de politique, sinon la bourgeoisie. Dans un article daté de 1873 et publié en Italie, Marx s'en prenait vivement à tous ceux qui, tout en se proclamant socialistes, prétendent enfermer le prolétariat, alors naissant, dans "l'abstentionnisme politique" (cf. Marx, *De l'indifférentisme en matière politique*, in *Le Mouvement Socialiste*, Sept-Oct. 1913, repris dans Marx-Engels *Textes sur l'organisation*, Spartacus, Paris, Septembre 1970). Il ne pouvait imaginer que les aventures de la dialectique retourneraient l'histoire au point que

un siècle plus tard, des hommes se réclamant de lui, répéteraient les mêmes sottises. Il est vrai qu'à défaut de "droit de l'ouvrier", il doit certainement exister "*un droit à la bêtise*". (id.)

L'abondante codification des lois sur le travail, et tout leur appareil de décrets d'application, de même que toute la jurisprudence de ce dernier siècle, prouvent à l'évidence que le "droit ouvrier" n'est que le droit patronal appliqué aux ouvriers contraints de vendre leur force de travail. Toute l'histoire de l'industrie moderne, du travail salarié, est l'histoire de l'extension du droit du Capital à la totalité de l'existence, de la naissance à la mort, des prolétaires. Parler de "législation sociale" comme si c'était là des conquêtes de la classe ouvrière, c'est ne pas voir qu'il n'y a pas de conquêtes de la classe ouvrière qui ne soient autre chose que l'image renversée des conquêtes du Capital constant contre le capital variable. Non que ces conquêtes du prolétariat soient sans importance pour lui, mais que, tant qu'il ne touche pas à la propriété privée dans le sens de son "*anéantissement*" (cf. Marx-Engels *Adresse du Conseil Central à la Ligue*, Mars 1850), il ne touche pas à son appropriation privative par le Capital.

"... *le droit de l'ouvrier sans.... combinaisons politicardes*" n'est donc rien d'autre que la proposition idéaliste suivante: des prolétaires sans prolétariat, une classe ouvrière sans luttes des classes.

"*Le comité de lutte ne fait pas de politique*" ne fait que reprendre à son compte le mot d'ordre des partis bourgeois pour qui la "*question sociale*" doit demeurer distincte des affrontements politiques.

Les travailleurs feront le sort qu'il convient à ces élucubrations abracadabrantes, à ces invites à rester "*sur la base de l'atelier*" à "*renverser le pouvoir dans l'atelier*". Il semble bien d'ailleurs, qu'ils commencent, de plus en plus nombreux, à comprendre ce qui se cache sous ces fumées et ce "*jargon de bois*". A preuve, ces ouvrières du Joint Français dont on nous a rapporté qu'elles auraient foutu en l'air une réunion de l'Union des comités de lutte d'ateliers (ce fantôme regroupant ce qui reste d'ouvriers égarés dans le maoïsme à la française), et précisément sur leur refus d'être dépossédées de la politique; il faut dire que ces ouvrières, après leur grève "*exemplaire*" selon St Trotsky et St Mao réunis, devaient certainement savoir ce que recouvre pratiquement ce slogan! Mais les ouvrières du Joint Français ne sont pas les seules à avoir fait l'expérience concrète du "maoïsme pratique": les ouvriers de Renault, Brandt Girosteel, Pennaroya, Creusot-Loire, Nouvelles Galeries, etc... n'ignorent plus rien de ses secrets. Et commencent à en tirer toutes les conséquences (+).

(+) La pratique-critique de la contre-révolution moderne sous toutes ses formes néo-bureaucratiques, est déjà à l'oeuvre dans l'histoire, et ses manifestations ne vont pas tarder à faire voler en éclats les manipulations de tous acabits. Il semble que ce soit déjà fait dans la région de Thionville où la grève des Nouvelles Galeries a permis à quelques ouvrières retrouvant d'emblée l'essentiel du projet communiste de vérifier la nature contre-révolutionnaire des maoïstes locaux.

Il faut pourtant aller jusqu'au bout des secrets. Plus on remonte en direction de leurs origines et de leurs significations ultimes, plus ils sont édifiants. A évacuer ce qui leur donne un côté vaguement mystérieux, ils deviennent carrément sordides.

Celui-là n'y échappe pas. C'est ainsi que "*Le comité de lutte ne fait pas de politique*" illuminé par l'intelligence naïve de Geismar, rend un son de cloche parfaitement lumineux:

"Moins les organisations de masse font de la politique plus les maos doivent en faire".

Nul doute que ce propos public a dû être sévèrement reproché à Geismar par ses collègues de la direction maoïste. Que nous importe puisqu'il livre, dans toute sa vérité de farce mal jouée, le secret de l'alchimie du maoïsme à la française.

Et, comme les alchimistes n'ont jamais trouvé l'or dans leurs éprouvettes, mais ont entretenu le rêve de l'or, de même les maoïstes ne trouvent ici rien de nouveau mais se contentent d'entretenir une affabulation théorique quitte pour lui donner un air de nouveauté à en modifier la mise en scène.

"Hegel fait quelque part cette remarque que tous les grands événements (...) se répètent pour ainsi dire deux fois. Il a oublié d'ajouter : la première fois comme tragédie, la seconde fois comme farce." (in Marx Le 18 Brumaire de Louis Bonaparte, Paris 1964, p.219).

Ce propos n'est pas nouveau en effet. On le trouve, camouflé, ou déclaré, à toutes les époques du développement socialiste. Il a pris depuis un peu plus d'un demi-siècle un développement dont les effets tragiques se consomment actuellement sur les Hauts Plateaux vietnamiens. Le voici revenu en Europe, dégénéré en farce.

Les organisations de masse étant proclamées "a-politique", il est nécessaire que quelqu'un se charge des "combinaisons politicardes". Pour cette peu enviable besogne, les maoïstes se proposent. Plus même, ils en font leur "devoir", sacrifiant ainsi leur profond dégoût pour la "*politicailerie*" sur l'autel de l'édification d'"*un pouvoir populaire*".

Autrement dit, la révolution moderne a un double sujet. Son sujet théorique qui est le prolétariat, et son sujet pratique, les maoïstes. D'un côté, la "masse ouvrière", de l'autre les maoïstes. Les premiers ne "*font pas de politique*", ils luttent pour "*renverser le pouvoir dans l'atelier*" (cf. *Les Temps Modernes*, op.cit.p.53), et ainsi préparent "*l'élargissement de la lutte dans la cité pour que s'édifie un pouvoir populaire*"; les seconds accomplissent "*l'élargissement*" et prennent le pouvoir : ils font la

politique (+)

Qu'est-ce qui se trame derrière tous ces bavardages? La pratique, nous l'avons montré, y répond amplement. Et pourtant, il ne peut suffire de ramener le discours à la pratique. Il est nécessaire d'élever la pratique à l'intelligence du discours, ou, si l'on préfère, d'en revenir à la pratique-critique.

Exclus de la "politique" que deviennent les travailleurs? En d'autres termes, qui fait la politique? Quelle classe sociale fait *quelle* politique? Les frères Dupont diraient qu'il faut "*chercher à qui le crime profite*". Evidemment, pour répondre complètement à ces questions, il faudrait réaliser une analyse matérialiste du développement capitaliste contemporain, et particulièrement, de la décomposition de forces sociales archaïques vouées à la disparition ou à la prolétarianisation par l'évolution industrielle dans le cadre d'un capitalisme saturé par sa propre production, et dont les plus clairvoyants défenseurs (++) reconnaissent eux-mêmes qu'ils ont produit à tel point l'irrationnel que "*les rapports de production et les forces productives ont enfin atteint un point d'incompatibilité radicale ...*" (in *Thèses sur l'Internationale Situationniste et son temps*, Paris 1972, Ed. Champ Libre, p.32).

Ici, nous sommes contraints de considérer (à tort) acquise cette analyse.

Donc, si la politique n'exprime plus l'antagonisme des classes, et la "politique révolutionnaire" la lutte du prolétariat pour réaliser "*ce que conformément à son être il est contraint de faire*", la "politique" (théorie/pratique) devient idéologique, la théorie révolutionnaire se gèle les michesen idéologie révolutionnaire. Si ce n'est plus la "*classe de la conscience*" qui fait toute la politique possible, et qui étend toute sa volonté politique autonome à une critique pratique de la vie toute entière, i.e. qui retourne contre ses maîtres et contre le passé de la poésie la "*poésie du futur*", alors la "politique" quitte le sol de l'histoire et marche sur la tête: idéologie.

L'idéologie est le lieu d'une éclipse de "*l'humanité socialisée*" au profit de la "*société civile*" (Cf. Marx, *Thèses sur Feuerbach*); la fin de l'humanisme fait place à l'humanisme fini. La réapparition dans le discours

(+) Ce n'est pas d'hier que date la prétention des exploités à se croire l'avant-garde des exploités. Et cette prétention suppose/postule que les exploités croient dur comme fer que leur exploitation est un progrès nécessaire au progrès général. D'où, quelle que soit la forme politique revêtue par la domination marchande bourgeoise, la nécessité de deux discours, l'un qui représente "*la vérité ésotérique (...) la vraie destinée aux seuls initiés; l'autre la pseudo-vérité exotérique pour les besoins de la foule*". Cf. A.Ciliga, op.cit.

(++) Voir le rapport du Massachusetts Institut of Technology, la lettre de Mansholt, le numéro spécial du *Nouvel Observateur* sur l'écologie, etc..

"révolutionnaire" de mots tels que "peuple", "pouvoir populaire", "justice populaire", ... suffit à prouver la réalité de cette substitution(+++) La disparition de toutes les expressions forgées par le matérialisme historique (scientifique) n'est pas un effet du hasard dû simplement à l'inculture des néo-bureaucrates. Elle exprime une intention politique, un retour à une vision démocratique générale; elle fait glisser les antagonismes de classes sur le plan du conflit entre "*les opinions politiques*". C'est ce que reconnaissent les maoïstes eux-mêmes lorsque leur big boss écrit:

"Le comité de lutte ne fait pas de "politique", dans le sens où l'entendent partis et syndicats. Il vise à conquérir l'unité de classe des ouvriers sur la base de l'atelier, quelles que soient "les opinions politiques".

C'est "*sur la base de l'atelier*" que le comité de lutte, conquiert "*l'unité de classe des ouvriers*"! Et ça se dit matérialistes! En plus cette "*unité de classe des ouvriers*" ne s'encombre pas des divergences d'opinions politiques! Il suffit de regarder toute l'histoire (pourtant bien défigurée) du mouvement ouvrier depuis les Saint Simoniens jusqu'à Gdansk pour faire justice de ces calembredaines, auxquelles Engels a d'ailleurs répondu par avance dans ses "*Quelques mots sur l'Histoire de la Ligue des Communistes*".

Non, tout le peuple n'est pas mon frère; non tous les "pauvres" ne sont pas mes frères!

Oui, "*chaque fois qu'à la place de prolétariat, je lis "peuple", je me demande quel mauvais coup on prépare contre le prolétariat*" (Marx).

Ce glissement, cette substitution, ont deux raisons distinctes quoique convergentes

Premièrement, l'idéologie est le lieu de tous les théâtres d'ombre, de tous les effets de manche possibles, bref de l'incontrôlé et de l'incontrôlable. Elle permet toutes les manipulations, toutes les falsifications, tous les détournements, effectués derrière un rideau de fumée où chacun ne voit que ce qu'il y cherche. Plus même, elle suppose comme son fondement les manipulations. L'idéologie manipule l'histoire. Derrière elle, plus de compte à rendre, plus de rigueur à observer, plus de cohérence à tenir, puisqu'il suffit de prétendre avoir la bonne idéologie (travestie en idéologie "*prolétarienne*") pour prétendre à la vérité et jeter tous les oukases nécessaires à pareille prétention.

(+++) L'abandon du "*fanatisme superprolétaire en faveur d'une confusion totale entre "peuple" et "prolétariat*" (cf. A.Ciliga, op.cit.) auquel s'est livrée l'ex-G.P. après Mai 1968 est bien plus qu'un écart de langage, c'est l'aboutissement, au stade du discours, de sa pratique. *A force de trahir, on se trahit.*

elle devient ainsi le "médium" de l'histoire, sa boule de cristal, son filtre d'amour : qui ne possède pas la "bonne" ne peut pas embrasser l'histoire, lire les signes du temps et suivre la carte du Tendre de la révolution. Contrairement à ce que le sens commun "marxiste-léniniste" tend à faire croire, ce n'est pas la bureaucratie qui en est la source. C'est l'idéologie qui fonde la bureaucratie, et lui fournit son arsenal de justifications. Il n'y a pas "d'idéologie bureaucratique", il n'y a que *la bureaucratie de l'idéologie*.

Deuxièmement, l'idéologie est dominante par nature. Il n'y a pas d'autre idéologie que l'idéologie dominante. L'idéologie est toujours l'idéologie de l'ensemble des idées qui dominent. L'idéologie est toujours l'histoire qui marche sur les mains, l'histoire renversée. L'idéologie "prolétarienne" est toujours l'idéologie de la bourgeoisie sur le prolétariat, les idées bourgeoises de l'exploitation de l'homme par l'homme, de la nécessité de cette exploitation, - "*dans l'intérêt de la classe ouvrière*". L'idéologie "prolétarienne" est la mystification du prolétariat. Elle ne constitue pas le prolétariat en classe autonome, elle constitue la nécessité de sa situation de classe exploitée par le Capital, - pour le progrès social. L'idéologie prolétarienne est l'idéologie du Capital sur le Travail. Ce faisant, elle est l'idéologie du maintien des forces productives et des rapports de production dans l'état où le Capital les place avec l'apparition et le développement de la grande industrie. Elle ne touche à rien d'essentiel quand bien même elle se propose de repeindre les cellules de l'univers concentrationnaire du travail salarié, de "*renverser le pouvoir dans l'atelier*". Au lieu de son "*anéantissement*", elle réclame la "*transformation de la propriété privée*" (cf. Marx-Engels, in *Adresseo.p.*).

Le prolétariat n'a pas d'autre idéologie que la misère pratique de l'idéologie dominante (+).

Ces sottises de nos maoïstes (à la française) relèvent de l'idéologie de la misère dominante. Elles convergent vers un point où se fait l'unité pratique avec les autres bureaucrates révolutionnaires :

(+) La domination des rapports marchands s'étend à la totalité des individus et de leur existence. Et on ne voit pas comment le prolétariat y échapperait. Mais, évidemment, à force d'avoir une conception *morale* (et quasi religieuse) du prolétariat, on passe à côté de l'essentiel. Le prolétariat n'est la "*classe de la conscience*", i.e. révolutionnaire, que dans la mesure où, dialectiquement, il se fait l'agent de sa propre *négation* en détruisant la loi de la valeur qui le nie. Et, pour ce faire, il doit réaliser pratiquement la misère de l'idéologie pour se réarmer de sa théorie (Cf. *Négation* N° 1, Paris 1972).

"... ils s'efforcent d'enrôler les ouvriers dans une organisation de parti où prédominent les lieux communs généraux de la social-démocratie (cf. l'unité de fait entre le programme de "démocratie avancée", le programme de la Ligue Communiste et le pouvoir "populaire" à la maoïste) servant de paravent à leurs intérêts particuliers et où défense est faite, pour ne pas troubler la bonne entente ("les opinions politiques") de mettre en avant les revendications précises du prolétariat". (in Marx-Engels, id.)

Marx et Engels écrivent quelque part que *"dans toute nouvelle phase historique, les vieilles erreurs reparaissent un instant pour disparaître bientôt après"* : nul doute qu'il s'agit de cela ici. Encore faut-il se demander comment et pourquoi ces erreurs peuvent renaître, et créer un moment l'illusion de pouvoir durer? A qui profitent-elles? Qui a l'intérêt à revendiquer la "démocratie générale"? Qui est exclu de plus en plus par le capitalisme de maturité/saturation des vieux privilèges attachés à leur classe par un capitalisme en développement? Qui rue dans les brancards encore archaïques d'une formation sociale qui ne leur permet pas encore (ou qui ne leur permettra jamais) d'étendre complètement leur savoir et leurs capacités? Qui est brutalement, et sans y être préparé, confronté au processus de production, à la nécessité de vendre sa force de travail (manuel ou intellectuel) au Capital? Qui voit soudain son "savoir" devenu une simple marchandise soumise aux impératifs de la marchandise au même titre qu'une poudre à laver? Qui refuse d'avoir fait des études prolongées (techniques ou supérieures) pour se retrouver soit chômeur, soit employé en dessous de sa qualification? ... etc...

Mai 1968, avant la grève générale, a d'abord été l'insurrection contre l'archaïsme débonnaire de la société française. Et s'il a été plus que cela, ce qui est l'évidence, c'est parce que la classe ouvrière s'en est saisi pour renouer avec la guerre des classes. Pour retrouver sa tradition historique qu'on avait tout fait pour effacer. En ce sens, et en ce sens seulement, il s'agit d'une étape historique sur le chemin de la révolution moderne.

Mais l'archaïsme débonnaire d'une partie de la bourgeoisie et de son Etat n'est pas tombé complètement pour autant. Les contradictions qui sont à l'origine immédiate de Mai 1968 sont en grande partie toujours en place. Et les forces sociales (petite bourgeoisie intellectuelle, secteurs en voie de disparition du petit commerce, tertiaire, milieux les plus avancés de la recherche scientifique, techniciens supérieurs non assimilés ni par les cadres, ni par le prolétariat,...) continuent de réclamer un surcroît de rationalité, une plus grande place au soleil de la "nouvelle société". Devant et contre une bourgeoisie qui est vraisemblablement la plus sordide et la plus archaïque de toutes les bourgeoisies du vieux continent, ils n'ont pas de mal à se poser en candidats à la succession. Tant qu'ils ne parlent pas de toucher (et ne touchent pas) à la propriété privée, leur apparence de modernisme fait figure, sur les derniers beaux jours du vieux monde, de visage radieux. Ils philosophent sur la misère pour tenter de faire

oublier la misère de leur philosophie, et cela prend d'autant mieux chez certains que le vieux monde prend des allures de cloaques nauséabonds pour ceux qui sont plus enclins à se scandaliser des turpitudes du système que du système de la turpitude.

N'en doutons pas: "*l'idéologie prolétarienne*" (ou l'idéologie du mouvement de Mai récupéré par les bureaucrates de tous acabits) est en passe de devenir l'idéologie dominante de toutes les frustrations incapables d'être conséquentes. Autrement dit, l'idéologie de la récupération et du détournement des luttes de classes. (+)

Nous croyons avoir assez montré que ce rêve se heurtait à "*la baisse tendancielle de leur taux de contrôle*" sur la classe ouvrière. Même à la Française, la "vietnamisation" n'est pas une opération réalisable.

4/ L'HYPOTHEQUE DE "QUE FAIRE"?

(cf. T.M. o.p. p.54, note 4).

Ce texte était presque achevé lorsque nous avons eu connaissance du volumineux numéro des Temps Modernes, réalisé par l'ex-G.P. et intitulé: "*Nouveau fascisme, nouvelle démocratie*", dans lequel nous sommes tombés en arrêt sur une note concernant la critique du *Que Faire?* de Lénine. Pour que des "marxistes-léninistes" osent critiquer le *Que Faire?*, leur véritable Coran, il faut vraiment qu'ils soient en difficulté.

En plus, cette "critique" est tellement modérée qu'elle ne peut même pas cacher son côté basement utilitaire. Elle vise à lâcher du lest par rapport à la prétention des intellectuels, à ménager les susceptibilités des travailleurs de moins en moins décidés à se laisser mener docilement par les intellectuels (fussent-ils sortis de la grande usine de la rue d'Ulm).

Nous ne pouvons pas montrer ici la nature profonde du "léninisme" et de ses imitations sur le mode de la farce. Il faudra le faire un jour. Mais notre analyse générale ne peut que gagner à montrer comment cette note, criante de malhonnêteté intellectuelle, justifie tout ce que nous avons dit jusqu'à maintenant.

(+) L'idéologie bureaucratique est en effet en passe de devenir dominante partout dans le monde où elle trouve dans les milieux petits-bourgeois intellectuels un terrain de choix dans la mesure où elle présente l'apparence d'un surcroît de rationalité à bon compte. La façon dont la Chine a subitement trouvé ses plus fervents thuriféraires en la personne de Mendès-France-la-laitière, de Edgar Faure-la-serpillière... rappelle l'époque où la bourgeoisie française saluait le traité franco-russe de 1935.

Elle commence par dire:

*"La thèse centrale de Lénine dans cet ouvrage c'est:
"la conscience politique de classe ne peut être apportée
à l'ouvrier que de l'extérieur, de l'extérieur de la
lutte économique, de l'extérieur de la sphère des rap-
ports entre ouvriers et patrons".*

Cette thèse est si peu matérialiste, si contraire à tous les travaux de Marx et d'Engels, si d'ailleurs contraire au simple bon sens, enfin si évidemment opposée au thème central du matérialisme historique qui veut que *"ce n'est pas la conscience des hommes qui déterminent leur existence, c'est l'existence sociale qui détermine leur conscience"*, que l'auteur n'a aucune peine à déclarer:

"Cette thèse est juste: tant que l'ouvrier n'est pas sorti de la sphère étroite ouvrier/patron, il n'a pas une conscience politique de classe qui le rende donc conscient de son devoir d'abattre le pouvoir bourgeois central".

Lénine a beau être l'auteur de cette thèse, cela ne nous impressionne pas le moins du monde. Un tel méli-mélo qui renvoie au "devoir" de l'ouvrier d'abattre le pouvoir bourgeois central ne correspond à rien d'autre qu'à un retour aux conceptions du *"vrai socialisme"* attaqué par Marx et Engels dans *L'Idéologie allemande*; c'est-à-dire à l'idéalisme.

L'auteur de la note poursuit:

*"Mais (...) Lénine emprunte une thèse philosophique à (...) Kautsky qui semble fonder la thèse précédente: "le porteur de la science n'est pas le prolétariat mais les intellectuels bourgeois ... La conscience socialiste est un élément importé du dehors dans la lutte de classe (...".
Cette thèse est fausse (...)"*

Malheureusement, Kautsky que Lénine ne fait que plagier de bout en bout dans son *Que Faire?* est parfaitement cohérent. On voit mal en effet qui serait porteur de la conscience de classe si elle ne *"peut être apportée à l'ouvrier que de l'extérieur"*? De deux choses l'une, soit la conscience de classe est *"extérieure"* à la *"classe de la conscience"* et alors il faut répondre à la question de savoir qui la lui apporte, soit tout cela est bavardage dérisoire. On ne peut pas tenir de position médiane, ici comme ailleurs, et la critique incomplète se retourne contre ses auteurs.

Kautsky a beau avoir été déclaré plus tard *"rénégat"* il est cohérent. Pour lui, le "marxisme" est une découverte brevetée au concours Lénine de *"l'union du mouvement ouvrier et du socialisme"*, pour lui *"Marx vit"* vit et vainquit

l'économie bourgeoise. Joli conte pour enfants -et pour "maoïstes-à-la-française". Et Lénine ne critiquera jamais cette conception du "marxisme" même lorsqu'il aura rejeté son ancien maître Kautsky. (cf. Kautsky *Les 3 sources du marxisme.*) (+)

Marx et Engels avaient déjà dû montrer le ridicule de pareilles fables. Il suffit de relire le *Manifeste du Parti Communiste* ou *Les Prétendues scissions dans l'Internationale*, par exemple, pour s'en convaincre.

Cette note procède à un tour de passe-passe: elle justifie dans la pratique les détenteurs de "*l'idéologie prolétarienne*" à prétendre apporter à la classe ouvrière la conscience qui est censée lui manquer. Telle est sa fonction, ce qui implique qu'elle refuse aux "intellectuels" en tant que tels d'être les seuls prétendants. Autrement dit, c'est à "l'intellectuel collectif" qui constitue le noyau titulaire de "*l'idéologie prolétarienne*" (comment? pourquoi? c'est une autre question qui dépasse le cadre de ce texte) que revient ce rôle dirigeant (**)

La farce est toutefois sur le point d'être éventée.

Il n'y en a plus pour longtemps.

• •
•

(+) La critique théorique, rigoureuse et complète, du léninisme, reste à faire. Ce doit même être une des tâches centrales et primordiales des révolutionnaires contemporains. On ne règlera pas plus d'un demi-siècle de contre-révolution par quelques approximations.

(**) Les léninistes ont tranché ces problèmes d'une façon bien simple: il suffit de *s'auto-proclamer* "parti révolutionnaire" et, à l'intérieur dudit parti, "dirigeant" pour faire valoir sa capacité à la direction révolutionnaire. Et que le plus fort gagne! Dès lors, il est logique qu'on assiste partout aux répétitions ridicules des querelles entre "légitimistes" et "orléanistes".

Ce long détour n'est pas une diversion. Pour fatigant qu'il soit, il était impossible d'en faire l'économie: tous ceux qui aujourd'hui dans leur bric à brac, prétendent vendre du "marxisme" ne font en fait que solder une marchandise avariée. Et le matérialisme historique est devenu un objet de musée, réservé aux spécialistes de la préhistoire. Ce n'est pas par goût que nous avons donné tant de citations, comme d'autres "*enfilent des perles de souvenirs dans des coliers d'espoirs*" ni par fétichisme de la Sainte Parole. Mais le retour aux sources de la rigueur est la condition nécessaire pour qui ne se contente pas "*d'interpréter le monde*" selon ses mirages personnels.

Ainsi le "gauchisme" est incompréhensible, et sa critique dérisoire, faute de se donner les moyens d'une telle rigueur. Il ne constitue pas une tumeur sur un corps sain, une petite bavure "*infantile du communisme*" née simplement de l'impatience érigée en "*ligne politique*" de quelques uns; bien entendu, il n'est pas plus le fruit d'un complot international ourdi à Moscou ou Pékin (qu'on demande un peu aux Vietnamiens quel complot se trame dans ces bastions du "marxisme-léninisme"?) qui trouverait son Or du Rhin dans les poches à double fonds des intellectuels occidentaux. Les conceptions idéalistes rejoignent les conceptions policières de l'histoire dans la mesure où, comme elles, elles n'expliquent rien d'autre que leur niaiserie.

Le "gauchisme" est la maladie sénile de la bureaucratie aux abois,(+) fruit mûr de son "scientisme" historique. Expression de la décomposition avancée de certaines couches sociales intermédiaires entre la bourgeoisie et le prolétariat, il vise à détourner le prolétariat de sa révolution, qui est en même temps la révolution de tout le vieux monde et des rapports de propriété sur lequel il repose, au profit de l'impossible révolution de ces couches. Le "léninisme" théorie de l'extériorité de la conscience par rapport à la classe, est son idéologie propre (quelles qu'en soient les variantes), son apparence de rigueur et la rigueur de ses apparences. C'est si vrai que même les trotskystes cachent soigneusement tous les textes où leur maître à penser critique sévèrement, avant de s'y rallier par pur opportunisme, les positions de Wladimir Illich (cf. in, Trotsky *Nos tâches politiques, Bilan et Perspectives* et *Rapport de la délégation sibérienne*, parus en français chez Belfond et Spartacus).

Mais en même temps sont souvent confondus dans le "gauchisme néo-bureaucratique" les enfants du nouveau monde qui retrouvent les gestes élémentaires du radicalisme révolutionnaire, la conscience éblouie du possible infini, la volonté de vivre sans entraves -et qui peuplent l'actualité la plus contemporaine: ouvriers des chantiers navals de Gdansk, mineurs du Limbourg, O.S. de Lordstown, mutins de Toul, Nancy, Clairvaux ou Attica, enfants de Derry,

Laissons-les à leurs affaires: elles nous sont urgentes. Et nous n'avons rien à leur apprendre. Surtout à ne pas nous les annexer, ce qui est maintenant de toute façon impossible. Ils font pratiquement l'histoire que les "révolutionnaires" se contentent d'enseigner. Et, ce faisant, ils sont seuls à "*parler sérieusement de la société*": en la détruisant.

(+) Avec certains, cela prend même les aspects de la *démence sénile*.

Avant d'en finir avec cette analyse, et pour revenir à nos affaires, nous avons encore deux remarques à faire.

La première concerne le rôle des intellectuels dans la présente période de la renaissance du mouvement révolutionnaire. Sans pouvoir ici répondre complètement à cette question, nous devons soulever quelques points à ce propos. Ce que nous avons dit en abordant la question de "L'hypothèse Que Faire?" nous y contraint.

L'arriération mentale des "marxistes-léninistes" est si profonde que, sur cette question comme sur toutes les autres, ils développent un point de vue complètement volontariste/idéaliste. Là aussi, de deux choses l'une: soit les intellectuels sont les "porteurs de la conscience socialiste" de la classe ouvrière, et les rôles sont clairs, il n'y a plus rien à ajouter; soit ils ne le sont pas, et dans ce cas, il faut répondre clairement à la question de savoir quel peut être leur rôle dans une perspective révolutionnaire. Il faut appeler un chat un chat et ne pas régler les problèmes par quelque tour de prestidigitation (cf. T.M., o.p. p.53).

La fonction principale des intellectuels matérialistes n'est autre que d'exprimer le mouvement réel des choses. Autrement dit, de se livrer à la production de la théorie révolutionnaire.

Pour un intellectuel, être "au service du peuple" ne peut rien signifier d'autre qu'être au service de la propre idée qu'il se fait du peuple. Donc, un alibi à sa mauvaise conscience et la bonne conscience de son alibi. Cela lui permet de n'avoir pas à entreprendre pour son propre compte sa pratique critique. L'interview de Sartre dans le défunt Idiot International (qui portait bien son nom) est parfaitement éclairante à ce sujet. Il parle de tout pour ne pas avoir à parler de questions précises concernant son appui passé au stalinisme et son impossibilité d'en faire une critique rigoureuse. Le même homme qui a expliqué que les travailleurs de Budapest s'étaient révoltés parce qu'ils n'étaient pas "mîrs" pour recevoir le "rapport Kroutchev", le même homme qui nous a gravement expliqué que Cuba était le nec plus ultra en matière de socialisme pour se contenter ensuite d'un minable et tardif communiqué de vingt lignes rejetant Cuba dans les ténèbres de sa mauvaise conscience, ce même homme n'entrevoit pas d'autre solution pour lui que de continuer son "Flaubert". Pourquoi ne conçoit-il pas qu'il servirait mille fois plus le mouvement révolutionnaire en présentant une critique matérialiste du stalinisme, des raisons qui ont amené la fine fleur de notre soi-disante intelligentsia à se mettre à genoux devant "Le coryphée des sciences et des arts", "Le petit père des peuples"? Comment ne voit-il pas que le matérialisme historique connaît un abandon tel depuis bientôt trois quarts de siècle que la tâche de la critique devient plus urgente que jamais.

A l'inverse, comment ne voit-il pas que monter sur un tonneau d'huile vide pour parler aux ouvriers est tout simplement ridicule? Qu'a-t-il à leur dire sinon qu'il n'a rien à dire? Que peuvent attendre les travailleurs d'hommes qui se contentent ainsi de ce qui leur est le plus facile?

Franchement, nous n'attendons rien.

Cela dit, nous n'avons rien personnellement contre Sartre. Nous l'avons pris ici comme archétype de l'attitude concrète de ce qu'il est convenu d'appeler "*l'intellectuel de gauche*". Il suffit par exemple de lire le débat entre Michel Foucault et des maoïstes "*Sur la justice populaire*" (in T.M. - o.p.) pour se convaincre du peu de rigueur critique que met Foucault à discuter d'une question d'ailleurs ridicule. Où sont les intellectuels dits révolutionnaires qui se livrent réellement à la critique matérialiste du capitalisme, sous tous ses aspects?

Les travailleurs n'ont que faire de ces bavardages remplis d'à-peu-près qui bien loin de leur servir, constituent en fait des obstacles encombrant leur route. Ils ont besoin de rencontrer sur la route de la critique pratique qu'ils mettent en oeuvre la critique théorique des intellectuels.

"Le communisme dans la mesure où il est théorique est l'expression théorique de la position du prolétariat dans cette lutte et le résumé théorique des conditions de libération du prolétariat " .(Engels)

Voilà la tâche des intellectuels. Leur tâche centrale à laquelle tout doit être référé. Et qui exige plus que jamais que "*l'éducateur soit éduqué*" mais qu'il le soit non par les fadaïses "populaires" qu'on nous débite de toutes parts, mais par l'actualité des luttes de classes (+)

Ma deuxième et dernière (*last but not least*) remarque concerne les méthodes en usage dans ce que la brochure "*Où va la France?*" appelle "*Les mouvements se réclamant de Mai 1968*".

Il y a quelques mois, on a appris par la presse internationale que des "révolutionnaires" japonais avaient été retrouvés assassinés, à la suite d'un mouvement de purge dans leur organisation. Et, comme il se doit, tous nos "*révolutionnaires professionnels*" se sont contentés de hausser les épaules et chacun s'en est tiré en mettant cela sur le compte de l'exotisme. Au mieux quelques-uns ont frémi, mais l'idée ne leur serait jamais venue que les japonais n'avaient là-dessus aucun privilège spécial, aucun droit particulier à l'aberration délirante.

Pas un qui voudrait seulement reconnaître que ce genre de choses pourrait tort bien en arriver à leur développement européen; et que de toutes façons elles sont déjà en germe dans le terrorisme intellectuel qui règne chez les prétendus "marxistes".

(+) Sur le problème spécifique du rôle des intellectuels révolutionnaires, il y aurait beaucoup plus à dire. Dans les limites de ce travail, on peut juste préciser ceci: le mouvement révolutionnaire n'a que faire des dames d'oeuvre, qui masquent ainsi leur profonde incapacité théorique et pratique, et, finalement le peu de passion que la destruction du vieux monde fait naître chez elles.

Pourtant, avant qu'il ne soit trop tard, et que la farce ne devienne par trop sanglante, il faut dégriser ces illusions soigneusement entretenues par ceux qui y ont intérêt. Et prendre position de manière à ne laisser planer aucune équivoque.

Depuis Mai 1968, en effet, les méthodes staliniennes les plus ignobles tendent à devenir monnaie courante dans les groupes néo-bureaucratiques. Non seulement, les exclusions à tour de bras accompagnées d'injures (ce qui n'est encore rien) mais les exactions physiques contre certains considérés subitement comme non-orthodoxes.

Il faut rappeler à cet égard l'affaire Fofana, ce travailleur immigré qui, après avoir été pendant longtemps un des "*petits chefs*" de l'ex-G.P. fut publiquement dénoncé comme un flic, sans qu'on en fournisse l'ombre d'un commencement de preuve, avant d'être enfermé dans une pièce où il sera torturé et jugé à huis clos avant d'être relâché sans papiers en pleine nuit dans un endroit où il est interdit de séjour (Qu'on ne nous demande pas de fournir nos preuves, car cela risquerait de faire vraiment mal!).

Il faut rappeler aussi l'affaire Max, publiquement donné à la police par un groupe gauchiste, et qui purge actuellement une bonne condamnation grâce à eux.

On peut signaler aussi ce groupe où une jeune camarade s'est soudain retrouvée à terre au cours d'une réunion politique où il avait été décidé qu'elle "*méritait la torture*" et où elle fut effectivement battue, avant d'être enfermée pendant trois jours dans une cave.

J'ai dit plus haut comment il avait été procédé avec moi. Quelques précisions ne feront pas de mal: après avoir reconnu qu'on aurait dû me "*baràminer*" (traduction: cogner avec une barre à mine, voir Massu), on m'a prévenu que si je ne me taisais pas, j'y aurais droit, et que en agissant ainsi on était vraiment gentil avec moi...

La liste pourrait s'allonger et nous la tenons à la disposition des enfants de chœur.

Nous ne faisons pas mention de ces "affaires" pour y ajouter un arrière goût de "scandale" à ce que nous dénonçons. Mais qui ne voit que, au-delà de ce qu'elles révèlent en fait d'usurpation de titre, elles annoncent bien pire encore. Non seulement elles traduisent les états d'âme de la bureaucratie dégénérée, mais surtout elles mettent les travailleurs qui renouent avec le radicalisme révolutionnaire dans l'obligation, urgente, d'avoir à se débarrasser de ces gens qui prétendent faire la police en leur nom.

Dans l'affolement croissant qui l'agite, la bureaucratie (sous toutes ses formes) ne laisse d'autre issue aux révolutionnaire que la rigueur passionnée et que la passion de la rigueur. Pour eux-mêmes et pour tout ce qu'ils projettent de radicalement nouveau dans la destruction du vieux monde, il ne leur reste plus le loisir de s'accommoder des compromis sordides où *"la fraternité cûre juste le temps où l'intérêt de la bourgeoisie (est) frère de l'intérêt du prolétariat "*. Le temps d'un soupir où la classe bourgeoise souffle d'aise.

Entreprendre sérieusement de réaliser l'histoire en l'anéantissant, cela ne peu commencer que par l'interdiction faite d'en parler à ceux qui ne la font pas. Réinventer pratiquement la théorie révolutionnaire, (et non le contraire) tel est le plus sûr moyen d'en finir avec les gardes champêtres de la vieille taupe.

E/ CONCLUSIONS (provisoires)

"Trop longtemps nous avons été à la remorque des marquis du diplôme et des princes de la science. Faisons nos affaires nous-mêmes et, si inhabiles que nous puissions être, nous ne les ferons jamais plus mal qu'on ne les fit en notre nom ".

(Déclaration du délégué Francau, au Congrès de Bâle de la lère Internationale - 1867).

Dans sa seconde Adresse *"sur la guerre Franco-Allemande"* du 9 septembre 1870 le Conseil général de l'Internationale déclarait déjà *"ils"* (les ouvriers français) *n'ont pas à recommencer le passé, mais à édifier l'avenir"*.

Si ce texte/bilan a quelque intérêt c'est dans l'unique mesure où il montre

concrètement, ce qu'il en coûte de "recommencer le passé". Les singeries ne singent jamais que leur propre néant. De ce faux pas, on ne saurait cependant se tirer en habillant au goût du jour les vieilleries habituelles, et en les travestissant d'une modernité de pacotille. Les travailleurs qui retrouvent les gestes de la subversion primitive et qui retournent les objets pauvres (chaînes de vélos, chemises volées, bals du samedi soir,...) contre la pauvreté de leur vie, indiquent bien plus sûrement les tâches modernes de la révolution. Les ouvriers des chantiers navals de Gdansk qui attaquaient les bureaux du parti polonais en chantant l'Internationale sont l'actualité du projet révolutionnaire redevenu pratique.

Ces conclusions ne sont que provisoires parce que la critique n'a fait ici qu'affûter ses armes. Il lui reste à s'en servir. A les étendre à la totalité de l'idéologie révolutionnaire, à toutes ses réalisations illusoire, à toutes les malversations de l'histoire contemporaine. A regarder le présent "avec des yeux enfin désabusés".

L'avantage (dérisoire) du C.L.R. aura été de rendre possible une pratique critique du meilleur "maoïsme" possible, et d'en dévoiler la nullité concrète. Il suffit désormais de s'en rapporter à la nullité de ce meilleur maoïsme possible pour comprendre qu'il constitue un stade avancé du raffinement dans l'art de se proclamer révolutionnaire dans le seul but de se faire peur à soi-même. Un point c'est tout.

De la sorte, il s'agit bien là de cette "idée fixe" dont parle Feuerbach dans *L'Essence du Christianisme* : une religion du

"faux semblant et de l'illusion (id.) "qui préfère l'image à la chose, la copie à l'original, la représentation à la réalité, l'apparence à l'être; (...) car ce qui est sacré pour lui ce n'est que l'illusion, mais ce qui est profane c'est la vérité (...) si bien que le comble de l'illusion est aussi pour lui le comble du sacré".

(in, Feuerbach, *L'Essence du Christianisme*, Paris 1966, p.108).

Par "meilleur maoïsme possible" il ne faut pas se contenter d'entendre la marchandise exportée qui n'est d'ailleurs pas garantie par les fabricants. C'est, au delà des formes, le fond même qui se trouve dès maintenant en passe d'être évacué de l'histoire. Autrement dit, voici la théorie révolutionnaire chargée de liquider son expropriation en idéologie, en mystique de toutes les bassesses ecclésiastiques.

"... la vieille tragédie de l'expropriation des révolutions ouvrières par la classe bureaucratique, qui s'est rejouée dans les vingt précédentes années en simple comédie exotique". (in Thèses sur l'I.S. et son temps),

annonce maintenant, dans les farces crapuleuses qu'elle joue encore au Vietnam, en Palestine ou ailleurs, le retour des choses: les trotskystes qui marchent au pas sur l'air de "*Ho-Ho-Chi-Minh*" célèbrent à postériori l'assassinat des trotskystes vietnamiens par "*l'oncle HO*", leur proche parent. La farce est maintenant jouée, et bien jouée.

Ainsi, "*Le Mandat du Ciel prolétarien est épuisé*" (in *Internationale Situationniste*, n° 11, Oct. 1967): les travailleurs sont les seuls à même désormais de parler sérieusement de "*l'abolition du salariat*".

*"Le refus d'être esclave est vraiment ce qui change le monde". (in, Vaneigem, *Traité de savoir vivre à l'usage des jeunes générations*, Paris 1967).*

(A suivre) (+)

Paris, le 5 juillet 1972.

(+) il n'y aura d'autre suite à ce texte que la guerre des classes.
A chacun de la faire pour soi et pour tous.

RÉSUMÉ (très résumé) DES SOI-DISANT "THÈSES de Baruch ZOROBABEL"
JUSQU'ICI SEULEMENT CONNUES DU COMITÉ DE LUTTE RENAULT-BILLANCOURT
SOUS LA FORME DE DIFFÉRENTS BRUITS DE CHIOTTES
SANS FONDÉMENTS SÉRIEUX.

1

Les bruits de chiottes, les ragots, et toutes sortes de commérages sont sans intérêt pour un révolutionnaire conséquent. Ils ne préfigurent en rien le bruit de la critique des armes. D'où qu'ils émanent, ils doivent être rejetés comme indignes par tous ceux qui s'y livrent ou leur font confiance. Sinon, ils ne manqueraient pas de fonctionner comme un boomerang.

2

Ils ne se contentent pas de ne donner aucune garantie de rigueur. A la rigueur, ils offrent la garantie de conduire les débats politiques dans les égouts : une impasse. Les injures et les calomnies gratuites y trouvent leur compte, signe avant-coureur de la dégénérescence sectaire.

3

De même qu'il n'y a pas de chasse gardée pour le projet révolutionnaire, de même la révolution n'est pas une propriété privée. Marx (Karl et non Groucho) : *"Le mouvement prolétarien est le mouvement spontané de l'immense majorité, au profit de l'immense majorité"*.

4

Dire que la révolution n'est pas un métier revient à dire que les révolutionnaires professionnels sont le stade suprême de l'exploitation du prolétariat. Ras le bol d'en faire vivre quelques-uns de la mort lente du plus grand nombre. Nous ne serons pas les jobards de la Nouvelle Exploitation du Prolétariat, même sous une forme modernisée.

5

Echanger la certitude de se faire enculer par Georges contre celle de se faire baiser par Pierre, Paul ou Alain : tu parles d'un progrès! - (Toute ressemblance avec des personnes et des situations réelles, si elle se produisait, serait purement involontaire).

6

Nul, individu ou groupe, ne détient la vérité scientifique du processus de destruction de l'esclavage salarié : elle sera l'œuvre des esclaves eux-mêmes. Auxquels personne ne peut prétendre enseigner l'histoire de la lutte des classes, inscrite dans leurs chairs, leurs logements, leurs

transports, leurs vies sexuelles, leurs enfants, leurs rêves à la chaîne, etc...

1

Mao Tse Toung : "*Mieux vaut dix qui cherchent qu'un qui sait*". Conséquence pratique: dix ouvriers qui cherchent valent mieux qu'un parti qui sait. La raison du parti ne doit jamais passer avant la raison de la révolution.

8

Autrement dit: pour un révolutionnaire conséquent, il n'y a pas de questions de méthodes; il n'y a que des questions politiques. Les questions de méthodes sont des questions politiques. Une politique juste ne tolère pas des méthodes pas justes.

-problème: comment corriger des méthodes absurdes? Pour la solution, chercher du côté de la ligne politique.

9

Les incohérences de notre fonctionnement interne se traduisent nécessairement dans les incohérences de notre travail de masse. Tout se tient: Les incohérences ne sont pas purs hasards. Elles découlent logiquement d'une ligne politique erronée. Mao Tse Toung : "*Sans vues politiques claires, c'est comme sans âme*". Et sans âme c'est comment? Personne n'est jamais revenu pour nous le dire.

10

Question: qui a écrit: "*L'émancipation des travailleurs sera l'oeuvre des travailleurs eux-mêmes*"? Ceux qui trouvent la bonne réponse ont gagné un billet aller pour Prague. Pour le retour, compter sur ses propres forces.

11

Autre question: pourquoi le Comité de Lutte Renault-Billancourt ne met pas en pratique ce principe révolutionnaire? En clair: pourquoi le Comité de Lutte Renault accepte-t-il d'être dirigé par des gens extérieurs à Renault? Les ouvriers ne seraient-ils pas assez grands, forts et bêtes pour régler eux-mêmes leurs affaires?

12

D'où, d'autres questions (naïves celles-là): qui sont ces gens? méritent-ils notre confiance? pourquoi? quelle pratique sociale ont-ils? Merci à ceux qui pourront éclairer notre lanterne.

13

Le Comité de Lutte Renault prétend être pour l'abolition de la propriété privée. Pourtant il tend de plus en plus à devenir la propriété privée de quelques-uns; du moins certains s'y comportent comme si. Là aussi, il y a des petits chefs et des O.S. qui n'ont qu'un seul droit, celui de se taire (et d'en user largement). Vive la démocratie ouvrière en marche... à reculons! - Si je me trompe qu'on prévienne le médecin le plus proche: c'est rien, c'est la tête. A force de lire Marx, Mao et tous les autres, on se fait de ces idées: pauvres cons qu'on est, on y a cru!

OUVRIERS DE RENAULT, Nous sommes 25 000, Dreyfus ne nous terrorisera pas!

OUVRIERS DE RENAULT : imposons que les 12 "mises à pied de durée illimitée" reprennent leur travail.

Hier, à 14h05, pour le 2ème appel du Comité de Lutte, les 8 ouvriers "mis à pied" lundi ont fait une assemblée à l'intérieur de l'île Seguin. Très vite, gardiens et chefs foncent dans le tas pour empêcher que la vérité sur les faits soit dite: un début de bagarre et les chefs reculent vite fait. L'assemblée a regroupé jusqu'à 2 milliers d'ouvriers sur l'esplanade. Pour que cette assemblée se transforme en débrayage, il fallait l'unité avec le seul syndicat qui avait pris une position claire contre le terrorisme. Mais devant leurs responsabilités, les délégués C.F.D.T. n'ont pas osé s'engager.

Au bout de deux heures d'assemblée, il y avait non seulement gardiens, volants, chefs, mais aussi la police syndicale C.G.T. qui essayait de dissoudre les groupes d'ouvriers un par un: "Si tu les suis, les C.R.S. vont rentrer". Bien sûr, les C.R.S. pouvaient rentrer d'autant que la direction sait que la C.G.T. ment et terrorise elle aussi, pour l'aider à nettoyer l'usine des militants les plus connus du Comité de Lutte.

NOUS POUVONS VAINCRE, NOUS AVONS BESOIN DE L'UNITE LA PLUS LARGE DANS L'USINE. Pour ça, il nous faut éliminer les traîtres de l'autre camp. Nous avons acquis la sympathie de la rue. Paris démocratique sait qu'à Renault-Billancourt se joue plus que le sort d'ouvriers combattifs, c'est la liberté qui est en jeu pour le peuple tout entier.

Hier l'élan n'a pas été assez fort pour vaincre la masse des ennemis rassemblés. Les 8 "mises à pied à durée illimitée" de lundi, se sont transformées pendant l'après-midi en 12. 3 de ces ouvriers ont été vidés de force par 6 salopards de la maîtrise.

Voici les noms et ateliers respectifs des ouvriers mis à pied:

Daniel DEMUYNK	48	Denis CLODIC	74-66
J.C. COUTARD	98-61	Constant SANOU	74-66
Claude DUHAIL	98-61	Louis CHAPELLE	12-92
Amorim PHILIPPE	74-50	José X....	98

Le mardi:

Robert DOBRINE	74-72	Nicolas BOULTE	98
Dominique LABUXIERE	12-62	Bechir SALHI	12-98

Le meeting d'hier n'est qu'une première bataille, le combat continue: les 12 mises à pied à durée illimitée ont le DROIT DE TRAVAILLER.

Ouvriers de Renault, imposons la levée des sanctions.

Ouvriers syndicalistes de la C.G.T., depuis vendredi, la direction de la C.G.T. et Georges Marchais ont répété mot pour mot les mensonges de la Direction. Ils ont lancé comme mot d'ordre de lutte contre la répression: "vidons les gauchistes".

14

Pour les ouvriers de Renault qui croient encore, les incurables, à la démocratie ouvrière, c'est à *La Cause du Peuple* qu'il faut s'adresser. Levez-vous de bonne heure et frappez fort si vous voulez être entendus, parce que c'est une faveur plutôt rare. En cette matière, comme en tout autre, l'avarice est un vilain défaut. Mais si on est près de ses sous là-bas, c'est pas qu'on est fauché: simplement on n'aime pas rendre des comptes. Et aux travailleurs moins qu'aux autres parce que, comme chacun sait, ils sont exigeants et jamais contents: les ingrats.

15

Si on le fait quand même quelquetois, c'est pour la forme. Rien que pour ça. Preuve: ceux qui critiquent ou seulement discutent, on commence par leur faire comprendre "*causes toujours, tu m'intéresses*". En cas de récidive, on leur sert les bonnes vieilles injures à peine sorties des cuisines du P.C.F.

16

Mao Tse Toung: "*Si des maux tels que le dogmatisme, l'empirisme, l'autoritarisme, le suivisme, le sectarisme, la bureaucratie, la présomption dans le travail sont absolument nuisibles et inadmissibles (...) c'est parce que ces maux provoquent une rupture d'avec les masses*". Devinette sans pièges à cons: de qui et pour qui parlait-il ce jour-là? La même avec Marx: "*Les sectes, leviers du mouvement à leur origine, lui font obstacle dès qu'il les dépasse ...*"

17

Les bilans bâclés sont des assurances "tous-risques" pour les chefs, pas pour le prolétariat. Il n'a rien à perdre mais tout à gagner à tirer complètement les leçons des luttes menées par lui ou en son nom. Celui qui a dit: "*la vérité seule est révolutionnaire*" aurait mieux fait de se taire, car il fait rigoler tout le monde; rire jaune.

18

Le Comité de Lutte Renault, pour protéger ses "chefs" d'une autocritique conséquente, n'a pas été autorisé à aller au delà d'un bilan superficiel. Ses gentils membres ont eu droit à de gentils discours par ses beaux chefs sur ses belles actions et sur ses non moins belles (mais pas gentilles) bavures. Tout le monde il est beau, tout le monde il est gentil: l'impérialisme de la satisfaction suffisante masque (mal) les erreurs-mais camoufle bien ceux qui en sont les principaux responsables.

19

Aussi chefs avant, chefs après: on reprend les mêmes et on recommence. Il y a belle lurette que le ridicule ne tue plus et que les erreurs ne se payent plus comptant: sur le marché des principes révolutionnaires les organismes de crédit fonctionnent à plein.

A bas les chefs : la lutte anti-hiérarchique doit être mise à l'ordre du jour dans les organisations qui proclament être révolutionnaires. La révocabilité permanente des responsables doit cesser d'être seulement un thème démagogique de propagande. Aux actes!

Résultat: les travailleurs eux, ne nous font pas crédit. Avant d'être rejetés par les masses, nous en sommes déjà coupés. Pratique "gauchiste" d'abord où nous prenons nos désirs pour la réalité, et offrons le spectacle dérisoire de notre petite guerre: le boy-scoutisme comme pratique sociale. Stratégie de la "pochette-surprise" ensuite, un jour ceci, un jour cela, le troisième autre chose encore: le marché aux puces de la révolution.- Conséquence: nous sommes les nouveaux fabricants de lumpen-prolétaires.

Question sérieuse: comment peut-on favoriser l'autonomie révolutionnaire du prolétariat quand on n'est pas soi-même autonome? Le Comité de Lutte Renault est-il vraiment autonome? Dirige-t-il lui-même ses luttes? Est-il réellement son propre dirigeant politique? L'autonomie révolutionnaire du prolétariat sous une direction intellectuelle extérieure, c'est remplacer une merde par une autre. Blanc bonnet et bonnet blanc, qu'il dirait l'autre.

Deux poids, deux mesures, quand des ouvriers de base sont en prison, parce qu'ils ont mené des actions décidées par les dirigeants, sans consignes claires, sans préparation sérieuse, on les laisse tomber (et on laisse tomber les actions en question). Quand ce sont les chefs qui y sont, on demande le statut politique pour eux, ils ont plein de visites, d'argent, de livres, et on abandonne tous les principes pour les faire sortir.

La nouvelle génération ouvrière qui reprend les tâches de la révolution ne peut pas se payer le luxe d'une défense de compromis. Ne pas se donner les moyens d'être capable de revendiquer une action devant la justice, c'est s'interdire de l'assumer devant les masses. Mais il est vrai que la cohérence révolutionnaire est en passe de devenir une curiosité préhistorique.

Un résumé n'est qu'un résumé: schématique, rapide et, hélas, superficiel. Mais un résumé n'est pas une conclusion: derrière ces notes, il y a un texte de bilan du travail du Comité de Lutte Renault en préparation. Il sera rendu public et en supportera toutes les conséquences, - le plus tôt possible.

Paris le 22 MAI 1972

51 ans et 65 jours après l'écrasement
de la Commune de Kronstadt par le
parti bolchévick.(+)

(+)La Commune de Kronstadt est à la révolution moderne ce que le 9 Thermidor fut à la révolution française : son point d'achèvement qui sera la base minimum de toutes ses revendications futures, son point de départ pour la réalisation de toutes ses tâches. En deçà, il n'y a que répétitions sanglantes farces-attrapes et contre-révolution.

Le rôle de la direction C.G.T. qui cherche à abuser ses militants honnêtes est clair: aider la direction à faire la lessive des militants du Comité de Lutte. Sylvain ne recule devant rien, il demande l'emprisonnement pour ces militants.

Mais la manifestation de lundi, les témoignages, les photos, ont brisé le mur du silence.

Et hier soir, la Direction de la C.G.T. a dû désavouer la section Renault.

C'est l'heure pour tous les syndicalistes C.G.T. honnêtes de se joindre dans un même combat à tous ceux qui ne veulent pas que Renault soit un bain fasciste.

UN MORT PAS DE LICENCIEMENT

UN MORT PAS DE VOLANTE QUI TUE

UN MORT PAS DE C.R.S. AUTOUR DE L'USINE.

Le Comité de Lutte Renault.

POSTFACE

"Insisterai-je là dessus sur mon malentendu avec les hommes (...) Même les plus détachés, sont encore trop empressés à vivre (...) Arrière tous les dérivatifs d'oubli les systèmes de jeu de cartes, tous ces enthousiasmes à ras du sol. Poussière, vous ne savez que la poussière empaillée des mythes qui vous écrasent et dont vos coeurs sont bien loin".

(A. Artaud - *Lettres à Génica Athanasiou*
Paris - 1969).

Une postface n'est pas une volte-face visant, sur le tard, à atténuer les choses dites. Celle-ci se propose au contraire d'aggraver son cas, sciemment. De creuser le fossé entre son auteur et ceux qui, un moment, furent ses compagnons d'âneries.

De cette ultime erreur de jeunesse, l'auteur croit s'être expliqué en écrivant ce texte. Et pourtant: s'il a pu un seul instant partager le solde de sa propre misère avec ces grotesques individus, c'est qu'il restait encore dominé par l'esprit *militant* (de la bonne cause) qui lui évitait d'avoir à se faire, pour son propre compte, l'agent effectif de la destruction au monde, d'en inaugurer à tout propos, et même hors de propos, la nouveauté radicale, et d'y faire servir le dégoût brûlant que le spectacle universel de la marchandise étendue à la totalité de l'existence pseudo-humaine provoque en lui. Plus qu'une erreur donc, un *simulacre*.

Un n'agit plus pour son propre compte, on devient l'apôtre d'une cause, qui elle-même se transforme en une marchandise à écouler sur tous les souks de l'histoire. D'où toutes "*les spéculations à la Bourse de l'Histoire*". Le présent n'est plus à faire, en le détruisant; il est à vendre, et après le bonheur à la carte, l'amour programmé, la création et les loisirs organisés, il est en passe de devenir le gadget offert en prime par le Capital.

Or,

"il est évident qu'aucune entente n'est possible entre les missionnaires d'une Cause et des Individus possédés du besoin de vivre. Les uns se satisfont du nombre des ouailles qu'ils traînent à leurs chapelles; les autres sentent gronder en eux, toujours plus fort, l'impatiente haine qui les agite; les premiers sont les apôtres d'une idée en marche; les seconds sont les ouvriers d'une oeuvre de démolition urgente". (in Georges Darien, L'ennemi du Peuple - Paris 1904 - Repris aux Editions Champ Libre en 1972).

Ici, on faisait encore de la politique, on ne la détruisait pas. "... passions sans vérité, vérités sans passion ..." (Marx).

Evidemment, on peut trouver que nous avons l'air de penser *comme si* ce n'était pas l'être même des maoïstes (du maoïsme) leur "*être social*" qui était ici en cause, mais simplement les "erreurs" d'une inconséquente direction; *comme si* le maoïsme ne portait pas en lui-même, *sui générís*, la conscience de son projet, le capitalisme bureaucratique. Certes non. Mais encore une fois ce travail restait très limité dans son objet, et très condamnable dans son principe puisque aussi bien il était encore *intérieur à l'idéologie*. La critique interne est ce qui fait à la fois l'intérêt et la limite de ce travail.

C'est aussi qu'il nous paraît, à tous égards, totalement vain de faire du maoïsme une critique *séparée* de ses sources. La critique du stalinisme n'a jamais été que sa *feinte* dans la mesure où elle refuse d'enquêter plus avant sur la matrice du petit père des peuples (+). Ainsi le léninisme est resté *intact* dans la conscience pratique de millions d'hommes, et sa religion est inentamée chez tous ceux qui font profession de révolution. Pour être de "*la poussière empaillée des mythes*" celui-là n'en demeure pas moins la clé de voûte de toute l'idéologie prétendument révolutionnaire de l'époque.

Et le maoïsme n'est que son parent *pauvre* à l'usage interne de l'Empire du Milieu, pour l'accomplissement des tâches primaires d'une bourgeoisie défailante dont la bureaucratie (céleste ou pas) tient lieu.

La plupart des critiques du léninisme en restent eux-mêmes aux aspects de surface, faisant semblant de trouver chez Lénine une sorte de coupure, qui aurait soudain transformé le leader révolutionnaire en exil, en un chef du premier pouvoir bureaucratique. C'est pur fantasme. La conscience de l'homme est toute entière dans l'oeuvre théorique et pratique, et c'est ce que n'ont pas voulu voir, ou reconnaître, tous ceux qui ont tenté de s'y opposer. La

(+) Saluons au passage les quelques rarissimes hommes qui en ont eu le courage - à l'époque il en fallait - et particulièrement des hommes comme Anton Ciliga.

totalité de la critique de gauche du léninisme est demeurée entièrement *politique*. Que l'on prenne Rosa Luxembourg, l'ultra gauche allemande, l'Opposition ouvrière de Kollontaï, et même à bien des égards les marins de Kronstadt, on trouvera très peu des bases nécessaires à une cohérence critique globale qui sont intégralement dans *l'analyse des forces productives et des rapports de production russes de l'époque du bouleversement d'Octobre*. Tout le reste est conversation, dont toutes les déclamations scandalisées sur Lénine sur un ton d'inquisition visent à masquer l'incapacité profonde de ceux qui les tiennent à réécrire pour leur propre compte leur *Misère de la politique (et de son idéologie)*; l'I.S. elle-même n'échappe pas à pareille critique, puisque le plus souvent elle ne peut s'empêcher de faire *comme si* Lénine était *pensable* en dehors de la formation sociale russe de son temps, *comme si* le fait qu'il se proclame marxiste n'avait pas un intérêt très secondaire à la compréhension scientifique de la révolution bourgeoise russe qu'il a contribué à diriger. Dès lors, la plupart des anti-léninistes se font pour la circonstance moralistes niais. A quoi bon?

Toutes choses étant égales par ailleurs, ces procédés interdisent de penser Lénine, mais simplement son apparence contre-révolutionnaire. De Robespierre il ne reste plus que Fouché: une caricature. Des Jacobins, on ne retient que l'écrasement des sans-culottes, et on se soulage de ces commodités historiques avec des imprécations qui ne terrorisent que leurs auteurs.

Le léninisme en tant qu'il est l'idéologie de la domination *bureaucratique* du Capital et de son développement accéléré, le maoïsme en tant qu'il l'est pour les pays dont *la formation organique* du Capital est gravement perturbée, doivent faire l'objet d'une critique *matérialiste* - et de rien d'autre. Aucun argument moral ou religieux ne saurait en tenir lieu. Autrement dit: c'est parce que *L'Idéologie révolutionnaire* n'a pas été écrite que *Misère de la politique* ne peut pas l'être encore.

Il coule de source toutefois que cette critique n'est elle-même en train de devenir possible aujourd'hui que parce qu'elle est déjà en oeuvre dans le mouvement réel des choses. Le développement du Capital à l'échelle internationale au cours de ces vingt dernières années *suppose et contraint* celui du prolétariat, et donc l'affirmation de sa négation. Plus le Capital affirme son existence historique triomphante, plus il étend à la totalité de l'univers et de l'existence des individus, la loi de la marchandise, plus il engendre et annonce sa limite et sa fin. Plus il montre que ses exigences sont sans limites, plus il rend actuelle l'exigence de sa destruction.

Le triomphe du Capital *expose* (au sens photographique du terme) le prolétariat au sien propre, à l'exigence nécessaire de son propre triomphe. Il en crée toutes les conditions que le prolétariat n'a qu'à se révéler à sa conscience, à la conscience historique de ses tâches, pour devenir révolutionnaire.

Or, qui peut encore douter que ces vingt dernières années ont bel et bien été marquées par la marche triomphante du Capital? Dans le même temps où les nations européennes saignées par la deuxième guerre mondiale reconstituaient leur capital *industriel* et étaient contraintes pour ce faire de brader les vestiges encombrants de leurs empires coloniaux (sauf là où ces vestiges offraient l'attrait de considérables profits à court terme) dans le même temps où leurs bourgeoisies connaissaient les griseries d'un marché à la consommation totalement vierge en bien des secteurs (automobiles, construction, électro-ménager, ...) et donc des promesses de profits conséquents et durables, dans le même temps les pays qui n'étaient pas encore entrés dans les gaités du marché mondial faisaient faire un effort sans précédent à leur prolétariat pour y accéder.

Cette frénésie n'a donné que ce qu'elle pouvait donner: pour les premiers, avec un marché à la consommation qui approche (quand il ne le dépasse pas déjà) son point de saturation - qui n'a pas sa voiture ou sa télévision aujourd'hui ...?- et avec les conséquences que cela entraîne de toutes parts, pollution, mortalité sur les routes en accroissement constant, etc.. un gigantesque Capital *financier* dont toute l'occupation, à peu de choses près, est *spéculative* et crée en grande partie la crise profonde dans lequel le Capitalisme occidental est entré depuis deux ans bientôt (+) et dont les jongleries des monnaies sur les différentes places boursières ne traduisent que bien faiblement l'ampleur et la nouveauté; pour les seconds, et toutes différences étant respectées, l'accumulation primitive du Capital pratiquement achevée (hormis quelques rares pays, tels l'Inde, le Maroc, l'Irlande, ...mais il serait trop long ici de montrer pourquoi) avec la constitution d'un prolétariat immense, qui n'a pas tardé à manifester ses intentions révolutionnaires : 1957 en Chine, en Pologne...

Cette trénésie n'a donné que ce qu'elle pouvait donner: la renaissance de la guerre des classes à l'échelle de la planète cette fois. Pas un pays qui ne manque à l'appel, pas un prolétariat qui ne soit sur le point d'exécuter en l'approfondissant la fameuse sentence de Metternich: "*Il n'existe dans le monde qu'une seule affaire et cette affaire c'est la révolution*". Est-il besoin de le montrer?

Le marché capitaliste mondial saturé à l'intérieur de ses zones habituelles ne peut cependant pas encore escompter sur les immenses développements que lui ouvriraient les comptoirs de la Chine, de l'U.R.S.S. et des démocraties dites populaires. Incapables de s'entendre, n'ayant pas encore les moyens de contrôler politiquement leurs placements dans les pays "socialistes" les capitaux financiers libres et immédiatement disponibles pour des investissements importants dans ces pays ne s'y précipitent pas le moins du

(+) l'expression "crise" n'est employée ici que par commodité; elle ne désigne plus en effet la réalité dans la mesure où elle évoque pour la plupart, soit des crises type 1929, soit les crises *cycliques* du capitalisme: il ne s'agit pas de cela maintenant.

monde. *La loi du profit fait des crocs-en-jambe au Capital*: ne trouvant pas à s'investir au meilleur compte, il joue sa chance à la roulette des spéculations sur les variations de parité des monnaies, les provoquant au besoin, et offre le spectacle dérisoire autant que précaire d'un jeu de quatre coins.

Ce n'est pas tout de dire que nous n'avons pas la bourgeoisie que nous méritons: elle-même n'a plus aucun mérite *politique* à faire valoir puisque, aussi bien, son Capital se comporte de plus en plus en puissance étrangère à ses propres intérêts *économiques* de classe. Ce que les technocrates et les managers de la bureaucratie nomment "pollution", avec parfois un réel effroi, ce qu'ils tentent d'exorciser en dénonçant "*Le mythe de la croissance*" comme le font Mansholt et le Club de Rome, ce n'est rien d'autre que la loi suivante (et ses effets) : "*on ne peut pas avoir le beurre et l'argent du beurre*" (Marx). Autrement dit: arrivée à ce stade de développement, la loi du profit détruit les conditions pratiques du profit.

Le Capital ne se supporte pas éternellement lui-même. Le voilà assailli par sa propre irrationalité, et le voilà qui entre en conflit avec ses oeuvres. (+).

La "pollution" ne doit cependant pas faire diversion: l'irrationalité fondamentale du Capital, de l'oeuvre du Capital, porte un nom: prolétariat. Et les tentatives actuelles de destruction du taylorisme, déjà partiellement réalisée en Suède chez Volvo, prouve au moins que le Capital est conscient des ravages qui naissent du travail parcellarisé à outrance. Mais il y a plus: en détruisant les grandes unités de production au profit de petits ateliers, le patronat "d'avant-garde" inaugure un type nouveau d'encadrement où le syndicat va se voir confier un rôle accru. Il ne s'agira plus seulement pour le syndicat de négocier la vente contractuelle de la force de travail sur une grande échelle et pour une durée relativement longue, mais d'en appliquer au jour le jour les modalités concrètes d'en régler contractuellement et sur le lieu même de travail tous les détails et d'en surveiller la mise en oeuvre par les deux parties.

Cette politique serait habile si elle n'était trop tardive. Il eût fallu pour ce faire que les syndicats (pour la France s'entend, bien sûr) n'aient pas été d'abord systématiquement empêché de remplir leur rôle avant que le patronat ne découvre subitement, en mai 1968, son erreur, mais surtout il eût fallu que les syndicats ne donnent pas si évidemment des gages de connivence avec la paix sociale.

(+) Bien entendu tout le foin fait sur la "pollution" a *aussi* d'autres buts: tentatives de diversion; mais aussi nouveau slogan publicitaire pour la relance de certaines marchandises qui seront bientôt vantées comme étant non-polluantes et non polluées, qui de ce fait, seront vendues plus chères...; enfin, possibilité de trouver des investissements à certains capitaux qui vont aller se loger dans les entreprises anti-pollution ou même dans les entreprises qu'on détruira moyennant une prime parce qu'elles fument trop.. et ne rapportent plus assez!

Des syndicats, précisément, disons un mot.

L'absence de critique *sociale* conduit la plupart de ceux qui se disent "révolutionnaires" à parler à leur propos de *trahison*. Cela ne se peut concevoir qu'en ayant en tête une conception (un concept) du syndicat qui serait, elle, juste, c'est-à-dire appliquée à l'objet qu'elle prétend désigner. Autrement dit: il y a là le préssupposé qu'un syndicat révolutionnaire n'est pas une pure chimère. Et on trouve des arguments pour soutenir cette fantasmagorie dans l'existence de "*syndicalistes révolutionnaires*" sans bien entendu se donner la peine d'analyser le moins du monde dans quel contexte historique (théorique et pratique) ceux-ci pouvaient se nommer ainsi sans faire rire tout le monde.

Mais c'est jouer à colin-maillard et prendre les yeux fermés un souvenir pour un futur à portée de mains.

Durant toute la période d'accumulation primitive du Capital, lorsque le prolétariat industriel est en formation, toute modification imposée au patronat du prix de vente de la force de travail, c'est-à-dire du Capital *variable*, tend à perturber l'accumulation du Capital *fixe*. Tant que le Capital industriel ne crée pas son propre Capital financier, ses réserves capitalistes, en nombre suffisant, chaque variation du cours du marché de l'emploi retarde sérieusement l'accumulation primitive. Parallèlement, tant que l'industrie n'est pas assez développée pour pouvoir créer des stocks importants, aussi bien de matières premières que de produits manufacturés prêts à la vente, tout ralentissement ou tout arrêt de la production, vu la fragilité relative du système alors naissant, provoque des difficultés considérables pour le Capital. Enfin, tant que le Capital n'a pas encore assujéti au travail salarié la quasi-totalité de la main d'oeuvre disponible sur le marché de l'emploi national, et même au-delà, tant qu'il n'a pas "révolutionné" toutes les anciennes conditions de vie des individus et des classes, tant qu'il n'a pas convaincu les ruraux sans emploi qui viennent lui vendre leur force de travail que leur rêve de retour à la terre avec assez d'argent pour acheter un lopin de champ à eux, était tout à fait illusoire, qu'ils étaient désormais condamnés, eux et leur descendance, à n'être plus rien d'autre que de "*simples soldats de l'industrie*" (Marx), c'est-à-dire tant que les ouvriers ne sont pas encore "*organisés militairement*" (id.) dans de grands centres industriels, tant que le Capital n'a pas conquis *tout* le pouvoir politique possible, toute lutte aussi minime soit-elle, met en danger sa puissance toute nouvelle, et partant encore fragile.

Dans ces conditions, et durant toute cette période, chaque bataille de la classe ouvrière (mais il en va de même pour les luttes de la petite bourgeoisie) dans la mesure où elle conteste à la bourgeoisie son existence de classe régnante sans partage, met en jeu les acquis de la révolution du passé et ses limites sociales au nom de la révolution qui s'annonce. Aussi longtemps qu'une Constitution éprouvée n'a pas constitué l'éprouvante domination des intérêts de classe de la bourgeoisie, chaque lutte a un contenu *révolutionnaire*. Et ne nous y trompons pas: le pouvoir bourgeois en France mettra plus d'un siècle à se constituer et devra pour ce faire traverser une demi-douzaine de tentatives révolutionnaires, autant

de jacqueries, et massacrer ou envoyer en exil plusieurs centaines de milliers de prolétaires, d'artisans, et de démocrates petits-bourgeois.

Durant toute cette période donc les organisations ouvrières, qui deviennent très rapidement les courtiers de la vente de la force de travail, n'en ont pas moins un rôle positif. D'une part, en contribuant à perturber le développement normal de l'accumulation primitive du Capital; d'autre part, en maintenant cette pression sur le marché du travail, elles concourent à ce que la classe ouvrière n'abandonne pas ses intérêts généraux aux intérêts particuliers de la bourgeoisie; et donc elles agissent, souvent malgré elles, de façon révolutionnaire et "*la classe de la conscience*" outre le fait qu'elle se trouve défendue dans ses intérêts immédiats, n'y perd pas la conscience de sa classe.

Pourquoi faut-il avoir à mettre les points sur les i ?

Qui ne voit en effet que le capitalisme de saturation présente des caractéristiques presque contraires avec celles que nous venons d'énumérer? Ne suffit-il pas de voir que ce que la direction de la Régie Renault refusa en janvier dernier aux syndicats, elle le donna en juin sans eux? Qu'est-ce à dire? Eh bien! que les syndicats ne sont même pas d'efficaces courtiers de la vente de notre force de travail, puisqu'ils sont incapables d'arracher plus que ce que le surplus d'extraction de plus-value du Travail permet au Capital de concéder.

Il ne faut pas en effet s'illusionner: lorsque le Capital accorde une augmentation à la valeur du Travail, que celle-ci soit arrachée au moyen d'une grève ou d'une discussion contractuelle entre "*les partenaires sociaux*" (comme le dit de façon parfaitement révélatrice le langage dominant), c'est soit que le Capital a déjà récupéré cette augmentation, soit qu'il va le récupérer. Lorsque le pouvoir élève le niveau du S.M.I.G. il ne fait que répercuter, *avec retard*, l'augmentation de la plus-value extraite du sur-travail. Bien entendu, ceci ne se fait pas de façon mécanique, mais ceci se fait.

Par ailleurs, lorsque les ouvriers se mettent en grève aujourd'hui, le Capital possède suffisamment de stocks pour faire face. Plus d'un mois de grève générale en mai 1968 en France n'a posé aucun problème sérieux en approvisionnement des produits nécessaires au fonctionnement normal de la vie publique: les journaux n'ont pas manqué de papier, les centrales électriques de charbon, les halles ont été approvisionnées et les stocks d'essence ... permirent ce que l'on sait. Récemment, près de vingt jours de grève des dockers anglais n'ont eu que très peu d'effets sur l'industrie et le commerce britanniques qui, il y a seulement cinquante ans, auraient connu en de pareilles circonstances des difficultés très sérieuses. On pourrait multiplier les exemples.

Ainsi, il n'y a rien de plus vain que de parler de *trahison* à propos des syndicats. Ils ne trahissent pas, mais bien au contraire, ils réalisent

leur être profond d'intermédiaires entre le Capital variable et le Capital fixe. Ils ne sont nullement "*pourris*" (il n'y a que la pomme des auteurs de ce genre de discours qui l'est) mais simplement ils accèdent à la bureaucratie générale du capitalisme. Ce ne sont pas eux qui ont changé, mais la situation sociale.

Il y aurait encore beaucoup à dire sur ce sujet, d'autant que personne ne veut plus se donner la peine de penser par soi-même.

Contentons-nous pourtant de faire remarquer que, dès lors, tous les discours contradictoires sur la question de savoir s'il faut détruire les syndicats en étant dedans ou dehors, manquent totalement leur objet. D'une part, parce que ceux qui penchent pour "dedans" ne songent nullement à les détruire mais à se supplanter à l'actuelle bureaucratie; d'autre part, parce que ceux qui restent "dehors" ne le font que dans le secret espoir de reconstituer à leur profit une bureaucratie améliorée; enfin, et *surtout* parce que les syndicats n'ont besoin de personne pour les détruire: ils le font parfaitement bien eux-mêmes. Ils ne peuvent même *rien* faire d'autre aujourd'hui. Leur *être contradictoire* fait d'eux des "*êtres condamnés à mourir*" pour renaître éventuellement sous la forme de direction du personnel auto-gérée, de conseillers sociaux et autres psychologues du travail. Il n'y a pas besoin d'être Madame Soleil pour le prévoir.

Dès lors, les ouvriers révolutionnaires, ceux qui d'ores et déjà renouent avec la guerre des classes ont mieux à faire que de s'occuper de ces vieilleries. Aucun prétexte ne saurait être toléré à ce sujet.

Ils ont à être révolutionnaires, à réaliser pratiquement leur être révolutionnaire, un point c'est tout. A cet égard pourtant, il ne peut y avoir de *fétichisme* qui permettrait à chacun de n'avoir pas à se faire pour lui-même l'agent actif de sa propre conscience, de sa mise en oeuvre là où le coeur lui en dit ou partout où sa rage trouve le moyen d'exprimer plus qu'elle-même.

Là-dessus, disons aussi quelques mots et tâchons d'y faire servir notre propre expérience.

Depuis la fin du siècle précédent, et particulièrement depuis que le léninisme a été imposé *par la terreur* à l'Internationale communiste comme l'orthodoxie de base du mouvement ouvrier, la plupart de ceux qui se prétendent

révolutionnaires ont trouvé l'arbre de *l'organisation* pour masquer la forêt brûlante des tâches révolutionnaires. A tel point que cette question est devenue désormais un *préalable absolu* à toute entreprise révolutionnaire, que le problème du "parti" remplace allègrement dans le mouvement ouvrier les discussions scolastiques sur le sexe des anges, et que il ne vient plus à l'idée de personne de demander "*que veux-tu?*" mais uniquement : "*Es-tu organisé? Et comment?*"

Il n'est pas possible d'entrer ici dans toutes les controverses historiques que le "parti" a soulevé, et cela n'a d'ailleurs aucune importance, dans la mesure où la plupart du temps ce rappel est fait en dehors des conditions sociales qui seules permettent de lui donner tout son intérêt *pratique*. Partout, là-dessus font rage les camouflages, les truquages de toutes sortes les falsifications historiques les plus incroyables, les vérités officielles et celles à l'usage intime de petits bureaucrates, les histoires inventées de toutes pièces... Passons.

Le problème du "parti" est le type même du *faux problème*. Il ne se pose en fait qu'en fonction d'une idée/conception de la révolution qui est totalement étrangère au matérialisme historique: à savoir que les ouvriers ne trouvent pas dans leurs conditions d'existence les formes et les moyens de leur renversement. Ou, si l'on préfère que sans la propagande "marxiste", ils ne trouvent nullement insupportables ces conditions d'existence. Malheureusement, cela tombe sous le sens pour "*tout homme à qui la passion politique n'a pas fait périr l'intégrité de son jugement*" (Breton), que c'est le "marxisme" qui a rendu supportable aux travailleurs leurs conditions d'existence, et qui les a convaincus de les supporter encore un peu (le temps que le parti soit prêt) à chaque fois qu'ils se sont soulevés (voir les paysans de Riazan Makno, les marins de Kronstadt, les ouvriers de Canton, ceux de Berlin et d'Allemagne en 1920, la guerre d'Espagne, les mineurs en grève en France en 1948, les massacres de Sétif et du Constantinois, les travailleurs de Poznan, de Budapest, les paysans chinois en 1957-58, les travailleurs français en 1968, ceux de Pologne en 1970...). Depuis bientôt plus de trois quart de siècle, les "marxistes" ont sans aucun doute possible plus contribué que quiconque au massacre des travailleurs.

Mais le problème du "parti" se pose aussi dans la *fausse conscience* des idéologues en fonction d'un des plus sordides lieux-communs, selon lequel puisque "*l'union fait la force*" il ne resterait plus aux travailleurs qu'à s'unir pour vaincre. Remarquons au passage que ces discours sont toujours tenus par des idéologues bourgeois, qui excellent dans l'art de prendre leur dérisoire intelligence pour la lumière universelle.

A la vérité, la seule *vraie* question n'est autre que celle du projet de destruction du vieux monde, et de sa mise en pratique par ceux qui s'en réclament. Concrètement cela signifie des choses parfaitement simples: la cohérence totale (le plus possible, en fonction du développement général du mouvement révolutionnaire) entre les propos et la pratique et cela où que l'on soit. Non dans le but de faire des adeptes mais d'abord et *seulement* de ne pas abdiquer sa volonté de vivre, qui rencontrera inévitablement la volonté de vivre du plus grand nombre et qui trouvera dans cette communauté les moyens propres à sa réalisation. Pas de propagande du parti, mais le parti

de la propagande sous toutes ses formes, dont évidemment la propagande par le fait devra de plus en plus prendre le pas sur toute autre forme.

"... le simple sentiment de solidarité, fondé sur l'intelligence d'une même situation de classe, suffit à créer et à maintenir, parmi les travailleurs de tout pays et de toute langue, un seul et même grand parti du prolétariat". (Engels, in Quelques mots sur l'histoire des communistes).

L'ouvrier révolutionnaire n'a pas d'autre chose à faire, tout en se protégeant de toutes les canailles policières et politiciennes, qu'à trouver par tous les moyens mis à sa disposition par son impatience de vivre et par sa place dans le processus de production la façon de se comporter en tant que tel, au vu et au su de tous ses compagnons de misère, de se faire l'agent pratique d'une propagande intense pour le projet de destruction du vieux monde -et il faut vraiment n'avoir jamais travaillé pour pouvoir douter que, s'il en est ainsi, il ne tardera pas à rencontrer autour de lui d'abord l'estime de ses voisins les plus immédiats avec qui il est en contact permanent, et la même volonté chez certains transformera *nécessairement* ce qu'il croyait être sa solitude en un petit groupe réuni par la même urgence et qui se découvrira l'intelligence de ses tâches.

Ce groupe ne peut manquer de proche en proche de gagner ensuite d'autres groupes semblables, dans ou hors de son entreprise, qui tout en gardant fièrement leur complète autonomie et en préservant jalousement celle de ses participants qui restent en permanence libres de tout engagement autre que ceux qu'ils se donnent à eux-mêmes, peuvent (et ne manqueront pas de le faire) élargir à l'infini les ressources de leur respective passion de détruire le Capital et le Travail.

Il en va exactement de même en ce qui concerne *tous* les révolutionnaires puisqu'aussi bien il n'y a pas besoin de pointer à la chaîne pour trouver son plus grand plaisir dans la destruction du vieux monde.

Bien entendu, (et pourtant il faut le préciser) il n'y a là rien de mécanique. L'addition de ces groupes ne donnera pas à elle seule les conditions de la révolution moderne. De même que les léninistes confondent tout *"en croyant que ce sont ces conditions* (subjectives, i.e. la présence ou l'absence d'une direction révolutionnaire) *qui vont donner naissance aux conditions objectives, alors que c'est l'inverse"* (in, Emile Marensin, *De la préhistoire à l'histoire*, Ed. Champ Libre- Paris 1972), de même ces groupes qu'on peut bien appeler comme on voudra, la querelle à propos des Conseils ouvriers est passablement vaine, ces groupes donc ne tireront pas la révolution de leurs chapeaux. *"Une telle révolution n'est possible que dans les périodes où il y a conflit entre ces deux facteurs, les forces productives modernes et les formes de production bourgeoises"*. (in Marx-Engels, *Revue de Mai à octobre 1850*, Neue Rheinische Zeitung, fascicules V/VI- Hambourg 1850).

Ce que nous voulons seulement faire comprendre ici c'est que le projet révolutionnaire trouve inévitablement chez chacun de ceux qui se libèrent là de leur plus grande passion en l'assouvissant, toutes les dispositions naturelles les plus diverses et les plus utiles à sa réalisation pratique et à son triomphe. De même qu'il y a des hommes particulièrement habiles au sabotage ou à la fabrication des bombes, d'autres à la propagande par le discours ou par le texte, d'autres très lucidement motivés par le détournement et la subversion des objets les plus apparemment pauvres et pourtant susceptibles de devenir merveilleusement efficaces lorsqu'ils sont bien utilisés, de même il y a ce que l'on peut appeler des "organiseurs naturels" directement issus des bandes de quartiers et autres voyous conscients, qui exercent spontanément non le "rôle" (au sens bien défini par Vaneigem dans le *Traité* ...) de chef, mais celui d'entraîneur (dans le sens d'entraîneuse), et le mouvement révolutionnaire n'a besoin de rien d'autre.

Que chacun serve selon la pente naturelle de son génie propre, que tous demandent à chacun de n'être jamais en deçà de la totalité de son génie, et personne n'aura ainsi à être le chef de personne tandis que tous seront à la hauteur des tâches que la révolution attend d'eux.

Ainsi le problème du "parti" trouve sa solution révolutionnaire - et nous verrons bien si tous ces groupes ou seulement certains d'entre eux éprouvent le besoin de se fédérer d'une façon quelconque, le prolétariat révolutionnaire règlera ce problème en fonction de ses nécessités propres - et ne permet plus à personne de tenter de se camoufler derrière de faux prétextes pour n'avoir pas à entreprendre sans plus tarder d'être révolutionnaire.

Dans cette optique les foutaises des intellectuels qui discourent le monde pour n'avoir pas à le changer se révèlent pour ce qu'elles sont: nulles et non avenues. Et nous pouvons affirmer, sans craindre que l'histoire nous apporte un démenti quelconque, que le prolétariat ne va pas tarder à leur en apporter la démonstration. Evidemment, ces Messieurs-Dames auraient tout à fait tort de croire que nous allons désormais perdre cinq minutes à discuter avec eux: nous leur casserons la gueule, un point c'est tout. Les travailleurs hongrois, par exemple se sont déjà mis en route pour venir régler son compte à Sartre qui se croyait malin de déclarer alors qu'ils mourraient sous les chars du "socialisme dans un seul pays" dans *l'Express* du 9 novembre 1956 "Quand on voit à quel point chez nous, en France, le rapport (Krouatchev) a secoué les intellectuels et les ouvriers communistes, on se rend compte combien les Hongrois, par exemple, étaient peu préparés à comprendre cet effroyable récit (...) donné sans explications, sans analyse historique, sans prudence".

Comme l'écrit Kostas Papaioannou dans son admirable et amer, donc parfois partial et hâtif, pamphlet *L'Iéologie froide* "(...) à y regarder de plus près, on constate que les esclaves ne posent jamais d'autres questions que celles auxquelles leurs maîtres sont capables de répondre... Telle serait -ou presque- la nouvelle version de la célèbre Préface à la Contribution à la critique de l'Economie Politique" (Paris 1967)."

Ces Messieurs-Dames ont troqué le bonnet phrygien contre la casquette du Père Bugeaud. Ils auront la fin qu'ils méritent: nous la leur promettons.

Malgré le nom de son auteur, ce texte n'est ni une Bible ni un bréviaire. Un essai maladroit pour apprendre à marcher sur les jambes.

"Il me paraît que tout acte porte en lui-même sa justification du moins pour qui a été capable de le commettre, qu'il est doué d'un pouvoir rayonnant que la moindre gloire est de nature à affaiblir" (in, André Breton, *Manifeste du surréalisme*, Paris 1924).

P.S.: Lorsque, dans sa première mouture non publique, cette *"tentative de Dilan"* a été achevée, nous en avons fait tenir un exemplaire à la Rédaction des *Temps Modernes* en lui demandant de bien vouloir le publier dans une prochaine livraison de sa revue pour répondre aux articles "maoïstes" du numéro spécial (op.cit. N° 310 bis); bien entendu, nous ne nous faisons aucune illusion à ce sujet. Car, naturellement, il n'y a pas à attendre la moindre "honnêteté" de ces gens là, *"ils ne pensent pas, ils prient.."* (Brel). De fait, non seulement ils n'ont rien publié, mais ils n'ont même pas eu le simple courage de donner leurs raisons. Ils préfèrent se taire... avant que les ouvriers ne les pendent.

P.S.(2): Ce texte était terminé lorsque nous a été rapportée de source sûre une histoire qui, c'est le cas de le dire, vaut son pesant d'artich.

Un personnage, par ailleurs compromis gravement dans certaines opérations publicitaires du régime, avait cru pouvoir insérer dans un montage audiovisuel une photo de Pierre Overney. Il avait montré le tout, non sans honnêteté, à diverses personnes pour obtenir leur accord. Les maoïstes présents, ou les apparentés, ne lui firent aucun grief de l'usage qu'il comptait faire de ce montage, et donc de cette photo. Simplement, ils lui demandèrent des droits.

No comments!

(Paris, le 4 septembre 1972.)